

SENAT

Commission de législation civile et
criminelle

Procès-verbaux

12^{ème} registre

1933 - 1934 -

COMMISSION de Législation civile et criminelle.

(ANNÉE 1933.)

Président :

M. MORAND.

Vice-Président :

M. Armand CALMEL.

Secrétaires :

MM. BOIVIN-CHAMPEAUX, de COURTOIS.

Membres :

MM.

BELMONT

LÉON BÉRARD.
LÉON BON.
JEAN BOSCH.
HENRY BOURDEAUX.
BRUGUIER.
BRUNEL.
CATALOGNE.
Alphonse CHAUTEMPS.
CURRAL.
DAUTHY.
DELTHIL.
ECCARD.
Manuel FOURCADE.
GOIRAND.
Alfred GRAND.
LAURAIN.

MM.

Pierre LAVAL.
LE BAIL.
LEBLANC.
LESACHÉ.
LOUIS LINYER.
LISBONNE.
LUGOL.
Louis MARTIN.
Eugène MULLER.
N***
PHILIPPOTEAUX.
POL-CHEVALIER.
René RENOULT.
VALLIER.
VEYSSIÈRE.
Maurice VIOLETTE.



S É N A T

Commission de législation civile et criminelle.

386^{ème} séance.

Séance du mercredi 21 Décembre 1932.

Présidence de M. Morand.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Morand et Calmel, vice-présidents ;
Lesaché, Leblanc, Veyssière, Catalogne, Fournade, Duplantier,
Pol-Chévalier, et Alfred Grand.

Excusés : MM. Penancier, de Courtois, Boivin-Champeaux,
Jean Bosc.

I
Requête collective
de partage.

M. Veyssière expose l'objet de la proposition de loi
de MM. Dauthy et Brunel sur la demande en
partage par voie de requête collective (Imprimé 467
de 1930 - n° 544 du registre d'ordre).
La loi du 15 décembre 1921 a modifié les articles
817 et 822 du code civil et a permis de requérir
collectivement le partage, elle ne faisait que
donner vigueur définitive à deux lois de guerre dont
la portée était provisoire. Elle permettait à certains
incapables de se joindre aux copartageants capables
pour requérir le partage. Mais le bénéfice de la requête
collective avait été limité aux tuteurs des
mineurs et des interdits. MM. Dauthy et Brunel
demandent de l'étendre à l'administrateur de
l'interné non interdit, et, d'une façon générale, à
tous les incapables représentés : successions vacantes,
par leur curateur, faillites par leur liquidateur etc..
Les biens des faillites et des successions vacantes
constituent un faible actif, il faut réduire les frais de
partage. Néanmoins, si on complétait l'article
822, comme le demandent MM. Dauthy et
Brunel, il faudrait supprimer la disposition finale

2
de l'alinéa 1^{er} de l'article 817.

M. Pol Chevalier est du même avis.

(Les conclusions de M. Veyssière sont adoptées - Il est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat).

II
Risques
Locatifs-
incendie.

M. Leblanc expose l'objet de la proposition de loi de M. Catalogue tendant à modifier les articles 1733 et 1734 du code civil, relatifs aux risques Locatifs en matière d'incendie (Imprimé 96 de 1900 - n° 164 du registre d'ordre).

En cas d'incendie dont l'origine n'est pas déterminée, chaque locataire est exposé à indemniser le propriétaire pour toute la valeur de l'immeuble brûlé, il paiera donc de grosses primes d'assurances, une surprime à double effet, calculée sur le prix du loyer, multiplié par un coefficient, plus une taxe spéciale sur le loyer, avec un impôt exorbitant payé à l'Etat, calculé sur la valeur de l'immeuble. M. Catalogue, dans sa proposition de loi, demande que soit complété le texte des articles 1733 et 1734 du code civil.

M. Alfred Grand estime que le propriétaire doit commencer par assurer l'immeuble qu'il loue, divisément, à plusieurs personnes.

M. Catalogue fait remarquer qu'un locataire qui paie 2.000 fr. de loyer annuel peut être responsable d'un immeuble de un million.

M. Lesaché insiste sur ce point que la modification demandée aux articles 1733 et 1734 est une question de droit civil, & non pas d'assurance.

Il peut se faire que personne ne soit assuré.

M. Leblanc répond que, si on fait abstraction de la question d'assurance, la proposition de loi est indispensable.

M. Lesaché dit que les procès nés d'un incendie sont délicats, les expertises sont troubles. Le feu peut avoir couru longtemps quelque part et éclater ensuite assez loin du point où il

a pris naissance. Dans un procès d'incendie, tous les témoins déclarent "être arrivés le premier" sur les lieux et chacun a une version différente de l'origine de l'incendie. M. Leblanc déclare que le propriétaire n'a pas sous la garde l'immeuble qu'il a loué.

M. Veyssière distingue le cas où la maison a brûlé sans que l'on sache dans quel appartement le feu a pris et le cas où l'on sait où a pris le feu.

M. Morand fait remarquer que, même si la proposition de loi de M. Catalogne était adoptée, le montant des primes ne baisserait pas, car chaque locataire devra prévoir le cas où le feu prendrait dans son appartement par sa faute ou celle de ses préposés.

M. Veyssière est du même avis : on n'est jamais sûr qu'on ne sera pas en faute un jour ou l'autre.

M. Leblanc ne conclut ni pour, ni contre la proposition de loi, il attend les suggestions de la commission.

M. Catalogne dit que, quand il y a un concierge, le propriétaire a la garde de son immeuble.

M. Veyssière rappelle que, même en province, il y a des concierges : les maisons nouvellement construites à Rouen en face de la gare ont 50 locataires.

(La commission décide de poursuivre ultérieurement l'examen de cette proposition de loi.)

III

Responsabilité
solidaire des
notaires.

M. Leblanc expose l'objet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à garantir le remboursement des dépôts effectués dans les études notariales (Imprimé 572 de 1932 - n° 624 du registre d'ordre). Le ministère de la Justice (Direction des affaires civiles, 2^e bureau) demande qu'il soit sursis au dépôt du rapport dans cette affaire. Les notaires, tant à Paris qu'en province, acceptent la solidarité notariale, il y a des tractations entre eux et la Chancellerie pour établir un règlement d'administration publique. mais il faudrait

4
insérer dans le rapport des suggestions touchant
la rédaction de ce règlement d'administration publique.
M. Fourcade désirerait que des précisions fussent inscrites
dans la loi.

M. Lesaché fait part à la commission de ce fait qu'en
province, les notaires acceptent la solidarité et
la création de caisses communes. Dans l'autre, ils
ont fait partir trois notaires véreux.

M. Veyssou demande à la commission de ne
statuer que lorsque la Chancellerie aura fait
connaître tous ses projets.

M. Leblanc expose qu'à la Cour de Caen il y a
une caisse notariale, qui fonctionne bien et
régulièrement est établie dans de bonnes conditions.

M. Pol Chevalier se demande si l'on peut imposer la
solidarité aux notaires qui n'en veulent pas.

M. Lesaché répond que la loi peut parfaitement
leur imposer cette solidarité: il ne faut pas que
seuls les notaires les plus honnêtes s'y astreignent.

(La commission décide de poursuivre ultérieurement
l'examen de ce projet de loi.)

IV

Responsabilité
des
instituteurs.

M. Leblanc rappelle qu'il a, depuis longtemps,
déposé son rapport sur ce projet de loi relatif
à la responsabilité de l'Etat en ce qui
concerne les membres de l'enseignement public.

(Rapport déposé le 6 mars 1928 - Imprimés
551 de 1927 et 246 de 1928 - n° 403 du reg. J. O. D. R.)

M. Alexandre Bachelet a déposé un amendement
au nom de la commission de l'enseignement.

M. Jousuier avait demandé la suppression
de la référence aux instituteurs dans l'article
1384 du code civil, mais la commission avait
refusé de le suivre. Cet article a été modifié par la
loi du 20 juillet 1899 en ce qui concerne la
responsabilité de l'Etat substituée à celle des
instituteurs. Il y a maintenant un
nouvel amendement, signé de M. Morand &
accepté par M. Bachelet. Il y aurait

des preuves spéciales, en ce qui concerne la responsabilité des instituteurs & le nouveau texte garantirait les instituteurs de toute espèce. En fait la loi de 1899 n'a rien donné. Aujourd'hui tous les instituteurs sont assurés et les parents assignent à la fois l'instituteur et l'Etat.

M. Morand ajoute que l'instituteur ne serait responsable que dans le cas visé aux articles 1382 et 1383 du code civil.

M. Veyssière trouve la réforme proposée grosse de conséquences.

M. Lesaché oppose l'article 1384, dont l'application est facile, à l'article 1382, avec lequel on n'obtient presque jamais de dommages-intérêts, dans l'espèce envisagée.

M. Duplantier estime que c'est le risque de la profession: personne n'est forcé d'être instituteur public.

(L'amendement de M. Morand est adopté - M. Leblanc est autorisé à déposer un rapport supplémentaire sur le bureau du Sénat.)

V

Propriété
Commerciale.

M. Morand annonce à la commission que le texte que, pour la troisième fois, la Chambre des députés vient de voter sur la propriété commerciale sera déposé demain sur le bureau du Sénat. Il demande à la commission si elle est disposée à soumettre un rapport sur ce texte avant la fin de l'année, texte compliqué et plein d'embûches.

(La commission, à l'unanimité, estime qu'elle ne peut utilement commencer l'étude de ce texte qu'en 1933).

La chambre, d'après la déclaration de M. Morand, désire traîner le Sénat, tous les six mois, de prorogation en prorogation. Il ne faut pas qu'il y ait une prorogation nouvelle.

Clause
compromissoire.

M. Catalogue exposera dans une séance ultérieure la proposition de loi de M. René Besnard sur la clause compromissoire. (art 631 du code de commerce et art. 1004 du code de procédure civile - Imprimé 778 de 1931 - n° 598 du registre d'ordre).

Pour le moment, et avec l'approbation de M. René Besnard, il se contente d'exposer l'objet de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la clause compromissoire en matière commerciale. (Imprimé 886 de 1931 - n° 622 du registre d'ordre).

La clause compromissoire n'est pas le compromis, c'est l'engagement de soumettre à tels ou tels les différends futurs.

M. Duplantier estime qu'il conviendrait de rapporter les deux propositions de loi simultanément.

M. Fourcade est du même avis. On propose, par la clause compromissoire, de soustraire aux parties le choix des arbitres; or, sans l'arbitrage, il est capital que les juges soient choisis par les parties.

M. Catalogue précise que la proposition de M. René Besnard ne vise pas seulement la procédure de la clause compromissoire.

M. Geraché explique que, quand c'est l'arbitre qui a statué, on ne paie aucun droit d'enregistrement. L'arbitre fait connaître son rapport aux parties, qui l'acceptent, et le rapport n'est pas déposé. C'est le grand intérêt de l'arbitrage. Il y a beaucoup de contrats commerciaux où l'on prévoit l'arbitrage par une chambre syndicale.

M. Catalogue demande à la commission de se prononcer en faveur de la proposition Louis Dreyfus, adoptée par la Chambre des

7
députés et favorablement accueillies par les
commerçants.

(La commission repousse ce texte).

La séance est levée à 17 heures 15 ms.

d'un des secrétaires:

Bani. Ham ~~X~~

le président:

Cy. Ténancier

Séance du jeudi 29 décembre 1932.

Présidence de M. Penancier

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Penancier, président, Morand, vice-président, Alfred Grand, Fourcade, Vagssière.
Excusés : MM. de Courtois, Calmel et Bévin-Champeaux.

I

Commerçants
menacés d'expulsion

M. Morand expose qu'à la date du 22 déc. 1932,

MM. LOUIS ROLLIN, AUBERT, BASQUIN, BATAILLE, LUCIEN BESSET, BONNAURE, BOUCHERON, BRANDON, BUISSET, CAYREL, CLUZAN, RENÉ COTY, JOSEPH DENAIS, DOMMANGE, AUGUSTE DURAND, EVAÏN, ÉMILE FAURE, CHARLES FREY, GRISONI, ARSÈNE GROS, HÉRARD, HYMANS, JARDEL, JULIEN, LEBRET, LEGACHEUX, LÉVY-ALPHANDÉRY, LIAUTEY, LUQUOT, MARTINAUD-DÉPLAT, MASSIMI, MERLANT, AUGUSTIN MICHEL, GEORGES MOUTET, ADRIEN OUDIN, CAMILLE PICARD, EUGÈNE PIERRE, ÉMILE SEITZ, LOUIS SELLIER (Seine), HENRI TASSO, JEAN ZAY

ont déposé sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi

tendant à proroger jusqu'au 1^{er} juillet 1933 les dispositions de la loi du 19 juillet 1932 maintenant provisoirement dans les lieux les locataires commerçants menacés d'expulsion.

La Chambre a voté cette prorogation, mais jusqu'au 1^{er} avril 1933 seulement. Ce serait la neuvième prorogation en attendant le vote de la deuxième loi sur la propriété commerciale.

M. le président a vu M. le garde des sceaux Gardey, qui insiste pour le vote du texte de la Chambre. Il est exact qu'on abuse de ces prorogations, mais le rejet du texte de la Chambre pourrait se retourner contre les propriétaires eux-mêmes. Actuellement les locataires doivent payer une indemnité d'occupation de 300% du loyer de 1919. Si on ne vote pas le texte de la Chambre, ils ne payeront plus rien. La question devra être élucidée lorsqu'on arrêtera le texte de la deuxième loi sur la propriété commerciale.

M. Veyssière le désaccord entre les deux chambres semble s'être aggravé depuis le dernier vote de la chambre sur la propriété commerciale.

M. Fourcade déclare que c'est se moquer de la loi en vigueur que d'en suspendre l'exécution pendant tout le temps qu'on discute une loi qui modifiera la première. Dire qu'on appliquera la prochaine loi est trop peu. On n'en applique aucune. Les commerçants n'ont pas intérêt à ce que la nouvelle loi sur la propriété commerciale soit votée.

M. Morand dit que cette tactique avouée par certains députés. Il faudra, dès la rentrée, établir un texte sur la propriété commerciale, qui sera le dernier texte au Sénat.

M. le président reconnaît qu'avec le chaos actuel il y a des gens qui sont ruinés. La commission accepterait-elle une prorogation d'un mois?

M. Morand répond que cela ne s'avancerait à rien, car au 1^{er} février les deux chambres ne seront pas encore d'accord.

M. Alfred Grand désirerait qu'on s'entendît avec le garde des sceaux.

M. Fourcade demande combien il y a d'intéressés à la prorogation, peut-être un très petit nombre.

M. le président répond qu'il y en a, au contraire, beaucoup: ceux qui sont forclos, ceux qui ont la carte de combattant etc...

(Le texte voté par la chambre des députés est repoussé par la commission).

M. Morand déclare qu'il sera dès demain en mesure de déposer son rapport sur le bureau du Sénat.

(La séance est levée à quinze heures)

Le président:
G. Tenaille

L'un des secrétaires:

Blin. Am

Présidence de M. Penancier

La séance est ouverte à seize heures.

Sont présents : MM. Penancier, président, Calmel et Morand, vice-présidents, Le Courtis et Benin-Champaux, Secrétaires, Brunel, Le Bail, Leblan, Delthil, Lugol, Lesache, Pol Chevalier, Fournard, Lisbonne, et Catalogne.

Excusés : MM. Dauthy et Alfred Grand.

I
Propriété
Commerciale

M. Morand expose que, le 22 décembre 1932, la Chambre des députés a adopté, une fois de plus, la seconde loi projetée sur la propriété commerciale (Imprimé ⁸³⁰ 830 de 1932 - n° 549 du registre d'ordre). Le texte qui revient de la Chambre des députés, loin de se rapprocher de celui du Sénat, s'en écarte plus que le précédent. M. Brandon, député du 5^e arrondissement de Paris, et ses amis ont soutenu cette thèse que la nouvelle Chambre n'était pas tenue de maintenir les textes adoptés par l'ancienne. Au contraire, il semble qu'il faille conserver les textes déjà adoptés par les deux Chambres. Dans la dernière discussion de la Chambre, on retrouvait, à chaque scrutin, 320 voix du côté de M. Brandon contre 210 pour le texte du Sénat. Or le Gouvernement et la commission soutenaient le texte du Sénat, mais il y avait plus de cent amendements, dont un bon nombre ont été adoptés par la Chambre.

Sur l'article 1^{er}, trois points sont à retenir :

I. les locaux accessoires ; II, centres de ramassage des produits agricoles ; III le droit de priorité.

I Sur la question des locaux accessoires, il y aurait, avec le texte de la Chambre, des procès pour chaque espèce, en raison du mot "nécessaires", qui se trouve à la fin du premier

alinéa.

On le président relève que, de toutes façons, il peut y avoir des difficultés pour savoir si les locaux sont accessoires.

M. Lugol propose "dépendant du dit fonds" au lieu de "loués par le même propriétaire".

(Cette proposition est rejetée - Le texte antérieur du Sénat est maintenu).

(Il en est de même sur les deux autres points de l'article 1^{er})
à l'article 2, alinéa 1^{er}, il y a une modification de forme.

M. Morand propose à la commission de faire une concession et d'accepter le texte de la Chambre.

M. Lugol met la commission en garde contre la nullité qui se trouverait édictée par le nouveau texte.

On le président la met également en garde contre les dangers que présenteraient des modifications à une procédure à laquelle on a fini par s'accoutumer.

On compliquerait les choses en multipliant les formalités, alors que, tout au contraire, on veut relever certains locataires de forclusions qu'ils ont encourues.

M. Lesaché s'étonne de ce que le texte voté par la Chambre, qui certainement, sans l'esprit de son auteur, devait profiter aux locataires, se retournerait contre eux.

M. Morand dit que c'est M. Julien, député, qui a proposé ce texte.

(L'alinéa est supprimé).

À l'alinéa 6 de l'article 3, la Chambre a substitué "trois mois" à "six mois".

M. Morand propose, à titre de transaction:
"Si, avant le dépôt du rapport des arbitres..."

M. Lesaché demande dans quel délai les arbitres doivent déposer leur rapport.

M. Morand répond que ce délai est indiqué à l'alinéa 11.

M. Leblanc remarque que le texte de la Chambre allongerait les délais.

M. Lesaché constate que le rapport n'est pas toujours déposé avant les 6 mois qui précèdent l'expiration du bail.

M. Morand propose : "un an avant l'expiration du bail."

(La commission revient à son ancien texte : 6 mois).
Au 9ⁱⁿ alinéa, la commission reprend le texte antérieur du Sénat

A l'article 4, la Chambre des députés a, de nouveau, énuméré tous les éléments à prendre en considération pour la fixation de l'indemnité. Or cette indemnité ne doit profiter au bénéficiaire qu'en tant que commerçant et non en tant que locataire.

(La commission reprend le texte antérieur du Sénat)
A l'article 5, la Chambre a restreint le droit de reprise en faveur des proches parents du propriétaire, elle a supprimé de la liste les ascendants, alors qu'elle les ajoutait en ce qui concerne la famille du locataire. Jusqu'au dernier vote de la Chambre, les deux assemblées étaient d'accord sur le texte.

(La commission reprend le texte antérieur du Sénat)
A l'alinéa suivant, la Chambre a ajouté : "... et à charge par elle de verser etc..."

M. Desaché explique pourquoi ce texte est injuste.

(La commission reprend le texte antérieur).

M. Calmel propose, à l'alinéa 3, une occupation de cinq ans. (adopté).

M. Morand signale qu'à la fin d'un autre alinéa du même article la Chambre a ajouté :

"...et le nouvel immeuble devant être..."

M. Desaché fait observer que certaines constructions sont arrêtées parce que le propriétaire n'a plus d'argent.

(L'addition de la Chambre des députés est repoussée)

M. Morand attire l'attention de la commission sur la disparition d'une phrase adoptée par le Sénat, bien qu'aucune explication n'ait été donnée à ce sujet dans les travaux préparatoires.

Quand il commence la reconstruction d'un immeuble, le propriétaire ne sait pas exactement quand il sera achevé. M. Brander a dit, à la Chambre, qu'on pourrait toujours

louer sur plans.

(La commission reprend le 3^e de l'ancien texte).

M. Lesaché, en ce qui concerne les immeubles qui menacent ruine, cite le cas où un maire ordonne d'enlever dans les 24 heures les tuiles d'un toit qui menace de s'effondrer. Il y a alors force majeure.

La commission passe à l'étude de l'alinéa relatif aux anciens combattants, qui commence par les mots : "Sauf en cas de convention..." qu'elle a allongé le texte et, contrairement à ce qu'elle avait fait pour les propriétaires, augmente le nombre des membres de la famille du locataire susceptibles de bénéficier de ce texte.

M. Morand signale que le texte est obscur et que la Chambre a, par ailleurs, supprimé la référence aux décisions de justice devenues définitives.

(La commission rétablit le texte antérieur)

M. Morand indique que, dans le même article,

M. Lefas a fait voter une addition : "Est autorisé en ce cas, la location etc..."

(Cette addition est acceptée par la commission).

La commission continuera l'étude de ce texte dans une séance ultérieure.

(La séance est levée à 17 heures et demie)

L'un des secrétaires :

M. Lefas

Le président :

P. Denanue

Séance du jeudi 12 janvier 1933

Présidence de M. Penancier

La séance est ouverte à quinze heures et demie

Sont présents : MM. Penancier, président, Morand et Cabmel, vice-présidents, Leblanc, Foursade, Lesaché, Pol Chevalier, Delthil, Lugol, Lisbonne & Le Bad.
Excusés : MM. Duplantier, Jean Basse, Bouvier-Champeaux et de Courtois.

I

Propriété commerciale.

La commission poursuit l'étude de la proposition de loi.

ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
ADOPTÉE AVEC MODIFICATIONS PAR LE SÉNAT,
MODIFIÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
ADOPTÉE AVEC DE NOUVELLES MODIFICATIONS PAR LE SÉNAT,
MODIFIÉE DE NOUVEAU PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Tendant à modifier les dispositions de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois du 22 avril 1927 et du 27 mars 1928, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel.

M. Morand propose, à l'article 6, de reprendre le texte précédemment adopté par le Sénat.

M. Penrot a fait insérer les mots "par son fait" pour atténuer la portée de la modification admise par la Chambre. Le Sénat avait limité l'indemnité aux "améliorations matérielles", la Chambre a supprimé cette limitation.

M. Pol Chevalier demande ce qui se passerait si le locataire avait laissé périliter le fonds de commerce dont la propriété appartient au propriétaire de l'immeuble.

M. Delthil fait remarquer que le locataire a pu faire une grosse réclame pour améliorer le fonds de commerce.

M. Lugol remarque, à son tour, que la plus-value du fonds de commerce se répercute sur la valeur locative et que le propriétaire va être obligé, de ce fait, de doubler l'indemnité qu'il devra

payer au commerçant, son locataire.

M. Polchevalier n'est pas de cet avis: pour lui, ce sont deux éléments distincts de la plus haute.

M. le président préférerait l'expression "refus de renouvellement" à celle de "non renouvellement".

M. Morand déclare que l'article 6 n'est que la continuation de l'article 5.

M. Fourcade est convaincu que ce sera une source incessante de conflits, car la publicité ne produit l'effet que tant qu'elle dure.

(Le texte antérieur du Sénat est repris).

M. Morand, au sujet du dernier alinéa de l'article 8, indique à la commission que la Chambre a ajouté les mots "ou non", visant le cas où le propriétaire exerce un commerce différent de celui du locataire.

M. Lugol en est surpris, car les mots "ou non" dissimulent l'amendement qu'il avait présenté, que la commission avait approuvé et que le Sénat a accepté.

M. Morand partage cet étonnement: le texte de la Chambre est le contraire de ce que le Sénat a voulu, et non pas "une précision" ajoutée au texte du Sénat, précision dont le Gouvernement a remercié la commission de la Chambre.

(les mots "ou non" sont supprimés)

M. le président estime que, sans ces conditions, il serait bon que le texte du Sénat contînt le mot "similaire", qui jusqu'ici ne s'y trouvait pas.

(adopté).

M. Morand, à l'article 17, compare le texte du Sénat, qui disait "pour une durée de trois ans" et le texte de la Chambre, qui parle d'une "durée égale". Le propriétaire qui consent une location verbale n'a pas l'intention de garder indéfiniment son locataire, ni de le garder aussi longtemps que s'il lui avait consenti un bail.

M. Delthil propose à la commission de faire ici une concession à la Chambre, puisque aucun principe n'est en jeu.

M. le président y consent, s'il s'agit d'une jouissance régulière.

M. Morand constate que, en effet, il y a des locataires qui, depuis 1927, se maintiennent dans les lieux contre tout droit et qui ne méritent pas de bénéficier des dispositions de l'article 17.

M. Fourcade propose d'insérer dans l'article 17 les mots "une jouissance régulière et consécutive" (adopté).

M. Morand rappelle qu'il y a, à l'article 18, un vrai conflit entre les deux Chambres : M. Betoulle, lui-même, si favorable aux locataires, a été affolé à la pensée des indemnités énormes qu'il aurait à payer la Commune de Linières.

(Sur cet article et sur l'article 22, la commission reprend le texte antérieur du Sénat).

M. Morand, à l'article 23, signale que la Chambre a substitué les mots "former une demande" aux mots "former une nouvelle demande", qu'il importe de maintenir, parce qu'ils impliquent une demande déjà formée dans le passé. D'autre part, la Chambre, à la fin du 1^{er} de cet article, a substitué les mots "déjà exécutée" aux mots "passée en force de chose jugée".

(Sur cet article et sur les suivants, la commission reprend le texte antérieur du Sénat).

La séance est levée à seize heures et demie.

L'un des secrétaires:

Christien

Le président:
Cy. Benard

Présidence de M. Penancier.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents: MM. Penancier, président, Morand, vice-président, de Courtis, secrétaire, Escoffier, Leblanc, Alfred Grand, Fourcade, Delthil, Duplantier et Lerache.
Excusés: MM. Calmel, Bouvin-Champeaux, Gautherot & Léon Bon.

I

art 192 du code
d'instruction
Criminelle
(délits & contraventions)

M. de Courtis expose que la Chambre des députés, dans sa séance du 4 février 1931, a adopté une proposition de loi tendant à modifier l'article 192 du code d'instruction criminelle (n° 573) au registre d'ordre, ainsi conçue:

ARTICLE UNIQUE.

L'article 192 du Code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit:

« Si le fait n'est qu'une contravention de police, et si la partie publique, la partie civile ou le prévenu n'a pas demandé le renvoi, le tribunal appliquera la peine et statuera, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts.

« Dans ce cas, son jugement sera en dernier ressort.

« Toutefois, dans le cas où le tribunal aura statué sur un délit et une contravention connexe, son jugement sera rendu en premier ressort sur les deux chefs d'inculpation. »

Le dernier alinéa n'est pas clair, il donnerait lieu à des difficultés d'application, il convient d'en modifier le texte.

M. Delthil suppose que le tribunal correctionnel soit saisi d'un délit et d'une contravention connexes. Que décider s'il y a relaxe pour le délit et condamnation pour la contravention, ce qui est fréquent. Le condamné pourra-t-il faire appel?

M. de Courtis répond que la partie civile et le ministère public peuvent interjeter appel.

M. Delthil précise: Le condamné pourra-t-il faire appel pour la contravention?

M. le président répond que le texte conduit à adopter l'affirmative.

M. Duplantier ajoute que, si c'est lui seul qui fait appel, il ne faut pas que son sort soit aggravé.

M. le président fait remarquer que, si le condamné interjette appel, il risque de déclencher l'appel du Ministère public et d'être, dans ces conditions, condamné même pour le délit. La proposition de loi visée par la Chambre concerne surtout les blessures ou l'homicide par imprudence, par suite d'accidents d'automobiles. L'auteur de la proposition de loi est M. Albert Sérol.

M. de Courtois lit un passage de l'exposé des motifs de M. Sérol, qui se réfère à un arrêt rendu le 27 novembre 1929 par la Cour d'appel de Poitiers et à un article de M. Morand, président de chambre à la Cour d'appel de Poitiers paru dans la Gazette du Palais du 4 décembre 1929.

M. Alfred Grand demande si l'appel est possible lorsque le juge de simple police a condamné le contrevenant à des dommages-intérêts élevés.

M. de Courtois lui répond que le cas où il n'y a qu'une contravention n'est pas visé par la proposition de loi.

M. Fourcade est du même avis: dans le cas auquel se réfère l'article 192 du code d'instruction criminelle, ce n'est pas le juge de paix qui statue.

M. Delbail déclare qu'avec le texte actuel de l'article 192, on arrive à des choses absurdes, car le délit et la contravention sont mêlés. (Le rapport est approuvé — M. de Courtois est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

II

Responsabilité collective des notaires.

M. Leblanc est allé à la Chancellerie au sujet de la responsabilité collective des notaires.

Un nouveau texte sera présenté par le Gouvernement. Il y a des modalités que le Parlement doit connaître.

(La séance est levée à 5 heures 45 ms)

L'un des secrétaires:

Le président:

Le Président

É. Denanier

Présidence de M. Penancier

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Penancier, président, Morand & Calmel, vice-présidents, de Courtois, secrétaire, Lesaché, Delthil, Brunel, Leblanc, Eccard, Currel et Fourcade.

Excusés : MM. Bordin, Champagneux, Vallier de Catalogne.

I

Espionnage. M. Delthil expose l'objet du projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, tendant à réprimer les délits d'espionnage et les agissements délictueux compromettant la sûreté extérieure de l'Etat (Imprimé 370 de 1932 - n° 163 du registre d'ordre). Le Sénat a voté une première fois ce projet de loi en 1922, la Chambre l'a gardé dix ans. L'article 1^{er} devrait être modifié.

M. Lesaché demande que la pénalité visée à l'alinéa 3 s'étende aux "anciens fonctionnaires". (La commission décide de viser dans l'alinéa 3 les anciens fonctionnaires et les militaires de tous grades.)

M. Delthil propose, à l'article 2 de reprendre le texte du Sénat, il faut viser la livraison de documents secrets faite à l'étranger par des espions. (La commission reprend le texte antérieur du Sénat.) Il propose, à l'article 3, d'accepter le nouveau taux des pénalités adopté par la Chambre des députés. Il importe que le projet de loi soit rapidement voté car l'espionnage sévit d'une façon intense. (Le texte de la Chambre est accepté.)

A l'alinéa 1^{er} de l'article 3 la Chambre a ajouté les mots : "sans justifier d'un motif légitime." (Ces mots sont acceptés.)

Il conviendrait de fondre l'alinéa 3 dans l'alinéa 1^{er}.

M. Lesaché fait remarquer que l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} se trouvent les mots "renseignements secrets". Il n'y a donc pas lieu de les supprimer à l'article 3.

M. le président fait remarquer que ces mots se trouvent aussi à l'article 4.

(La commission accepte le texte de la Ch. pour l'article 4)

M. Morand estime que les faits visés par l'article 5 sont extrêmement graves.

M. Delthil propose à la commission de reprendre le texte du Sénat.

(La commission reprend le texte antérieur du Sénat des articles 5 et 6).

M. Morand, sur l'article 7, juge insuffisantes les peines prévues.

(Le texte de la Chambre est adopté).

M. Delthil propose d'ajouter, dans l'article 9, une référence à l'article 7. (adopté).

(La commission accepte l'article 10 de la Chambre).

M. Delthil énumère les nombreuses et graves modifications que la Chambre a apportées à l'article 11.

Il propose d'adopter le texte de la Chambre sur l'article 12 (adopté).

M. Leblanc préférerait que sur cet article on reprenne l'ancien texte.

M. Delthil objecte qu'ici il ne s'agit pas d'individus liés par le devoir professionnel, c'est la culpabilité la moins grave.

M. Escaud soulève une question d'ordre général, en s'excusant de n'être pas venu au début de la séance. La loi sur l'espionnage le préoccupe beaucoup. Les lois allemandes sont beaucoup plus sévères. Dès qu'un individu donne un renseignement quelconque sur le camouflage du réarmement allemand, il est frappé de peines sévères et la France est par là débarrassée. Il y a des officiers allemands parmi les ouvriers travaillant en France pour la

21

défense nationale, ils suivent les travaux de fortification en Alsace. Il ne faut pas modifier le texte de la Chambre, afin de ne pas retarder le vote du projet de loi.

M. Delthil répond que 'il s'en est déjà expliqué au début de la séance. Bien que le projet de loi ne réponde pas complètement aux nécessités de la défense nationale, elle peut être un sanger pour les citoyens. Il est utile de ne pas soulever de grosses difficultés, mais il y a cependant des points sur lesquels il est indispensable de modifier le texte de la Chambre des députés. Si les propositions du rapporteur sont acceptées par la commission et par le Sénat, la Chambre ne s'y opposera pas.

M. le président signale à M. Ecard que, conformément à ses vœux, la commission vient d'élever des peines insuffisantes.

M. Ecard demande que, dans tous les cas, les modifications au texte de la Chambre soient les moins graves qu'il sera possible.

M. Delthil propose d'accepter les articles 13 et 14 de la Chambre (adopté).

M. le président relève, dans cet article, l'expression "militaires, marins ou assimilés", on pourrait l'introduire dans l'article 14. (adopté).

(La commission accepte l'article 15 du texte de la Chambre en y faisant une addition).
(Les derniers articles sont également acceptés.)

(Le rapport est approuvé - M. Delthil est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

M. Lesaché s'aperçoit que le texte a été adopté en 1932, par la législature expirée, la nouvelle chambre le votera-t-elle si on le lui renvoie?

M. Delthil en est persuadé.

M. Lesaché craint que la nouvelle chambre ne soulevé des difficultés de principe.

M. Leblanc purge à ce qui s'est passé pour la

propriété commerciale.

M le président déclare que le Gouvernement
doit intervenir pour hâter le vote de ce projet
de loi, il n'aurait pas dû le laisser dormir
dix ans à la Chambre.

(La séance est levée à seize heures trois quarts).

Le président:

L'un des secrétaires:

Perruquetti

M. Mureau

Présidence de M. de Bail, doyen d'âge

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Lisbonne, René Renoult, Léon Béard, Morand, Alfred Grand, Delthil, Lesaché, Dauthy, Le Bail, Jean Bosc, Escard, Fourcade, Brunel, Currae, Bl. Chevalier, de Courtois, Calmel, Liniger, Leblanc, Bourdeaux, Gosiard et Boivin-Champeaux.
Excuse : M. Louis Martin.

I

Nomination du bureau.

M. Lesaché demande si, provisoirement, la commission peut fonctionner sans qu'un président soit nommé.

M. Brunel répond que c'est impossible.

M. Delthil propose de renvoyer à une séance ultérieure la nomination du bureau : il ne peut que s'ici si M. Penancier soit resté membre de la commission.

M. Leblanc avait eu la même idée, mais le Secrétaire général de la présidence lui a dit que la commission pourrait ne nommer qu'un seul Vice-président ; quant au président, il faut le nommer dès aujourd'hui.

M. Jean Bosc déclare que c'est ce que vient de faire la commission des douanes.

M. Alfred Grand cite le cas de la commission d'instruction de la Haute Cour, qui a ajourné à quinzaine la nomination de son ~~président~~ président.

M. Brunel objecte que le cas n'est pas le même, on ne peut pas comparer une commission à caractère judiciaire et à fonctionnement intermittent avec une commission législative et permanente.

M. Delthil propose de nommer M. Le Bail président : dans quinze jours, M. Le Bail pourrait le cas échéant, se retirer. Il importe que la

Nomination du président ne soit pas influencée par des considérations politiques.

M. Le Bail décline toute candidature

Il met aux voix l'ajournement de la nomination du bureau.

(L'ajournement est repoussé par 12 voix contre 8).

M. Le Bail met aux voix l'élection du président de la commission.

Scrutin - 22 votants. Ont obtenu :

M. Morand : 15 voix M. Le Bail : 7 voix.

M. Morand est proclamé président de la commission.

Sont élus ensuite, sans scrutin, à l'unanimité :

Vice-président unique : M. Calmel.

Secrétaires : MM. Boivin, Champeaux et de Courtois.

M. Morand, prenant possession du fauteuil de la présidence, remercie ses collègues de l'honneur qu'ils lui font de lui témoigner. Il se félicite M.

Pénancier de son accession aux Sceaux. Il souhaite la bienvenue aux nouveaux membres de la commission, constate que parmi eux il y a un ancien président du Conseil, M. Pierre Laval, deux anciens gardes des Sceaux, MM. René Renoult et Léon Bérard, un ancien ministre, M.

Maurice Viollette. La commission en reçoit un éclat particulier, la présence de ces collègues donne de l'autorité à ses travaux.

M. Le Bail s'associe à ces paroles, félicite M. Morand.

M. Morand souhaite à M. Pénancier, au cas où il cesserait d'être garde des Sceaux, de revenir "parmi nous". M. Morand ajoute qu'il a l'intention de continuer à s'occuper de questions relatives aux Baux et aux loyers.

La séance est levée à dix-sept heures.

Le président :

et les secrétaires :

Pénancier

M. Morand

Présidence de M. Morand.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents: MM. Morand, président; Calmel, vice-président; Bouvin-Champeaux et de Courtois, secrétaires; Viollette, Veyssière, Pol Chavalier, Luge, Dautry, Brunel, Léon Bérard, René Renoult, Delthul, Curral, Linger, Philippoteaux, Lesaché et Vallier.

I

Question préalable. La commission décide de demander au Sénat d'ordonner la question préalable pour les affaires suivantes:

Proposition de loi de M. CRUPPI, tendant à la modification de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881. (imprimé 71 de 1921) ;

Projet de loi complétant la loi du 2 août 1882 sur la répression des outrages aux bonnes mœurs. (imprimé 230 de 1921) ;

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux contrats qui tiennent à la fois du louage de service et du bail à loyer (imprimé 619 de 1919) ;

Proposition de loi de M. Léon CHARPENTIER, tendant à modifier les articles 102 à 111 du Code civil (transformation de la déclaration du domicile, de facultative en obligatoire et établissement de sanctions contre les contrevenants) - (imprimé 437 de 1921) ;

Proposition de loi de M. BOZERIAN, destinée à réprimer les abus de la citation directe en matière correctionnelle (imprimé 69 de 1885) ;

Proposition de loi de M. BOZERIAN, relative à la procédure de la Chambre du Conseil et aux autorisations sur requête devant les tribunaux de 1ère instance (imprimé 97 de 1877) ;

Proposition de loi de MM. Léopold THEZARD et THEVENET, tendant à établir l'expertise contradictoire en matière criminelle et correctionnelle (imprimé 156 de 1897) ;

Proposition de loi de MM. d'ESTOURNELLES de CONSTANT, Léon BOURGEOIS et plusieurs de leurs collègues, relative à l'établissement des conseils des tutelles en France (imprimé 323 de 1910) ;

26
Proposition de loi de M. Louis MARTIN, tendant à modifier les articles 337, 338, 339 du Code pénal (adultère de la femme) et à supprimer le paragraphe 2 de l'article 324 du Code pénal (excusabilité du meurtre de la femme adultère) - (imprimé 19 de 1912) ;

Proposition de loi de M. Julien GOUJON, complétant les articles 336 et 338 du Code pénal, qui répriment l'adultère et l'entretien d'une concubine au domicile conjugal (imprimé 358 de 1910) ;

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'abrogation du deuxième paragraphe de l'article 324 du Code pénal (imprimé 56 de 1913) ;

Proposition de loi de M. BERNARD, ayant pour objet la modification de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse (imprimé 290 de 1900) ;

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation des lois relatives au logement et à l'installation des réfugiés et rapatriés (imprimé 630 de 1921) ;

Proposition de loi de MM. Louis MARTIN, TRYSTRAM, etc ... tendant à accorder des concessions de terre aux inscrits maritimes et aux soldats réengagés de l'armée coloniale en vue de la constitution de biens de famille insaisissables (imprimé 221 de 1910) ;

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 9 mars 1918, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre (imprimé 249 de 1922) ;

Proposition de loi de M. le lieutenant-colonel PLICHON et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les lois des 9 mars 1918 et 25 octobre 1919 relatives aux baux à loyer (imprimé 448 de 1923) ;

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer le logement des familles sans abri (imprimé 533 de 1923) ;

Motion du 7ème bureau (formation de janvier 1923) exprimée à la page ⁴⁹ du rapport n° 154 (7 mars 1924) de M. Henri COSNIER, sur l'élection sénatoriale du 8 juillet 1923 en Corse (recèlement des criminels) - Renvoi de cette motion par le Sénat à la Commission de législation civile et criminelle, dans la séance du jeudi 10 avril 1924 ;

Proposition de loi de MM. HELMER, LHOPITEAU et BONNEVAY, portant modification de la loi du 23 mars 1914, relative aux témoignages reçus par les commissions d'enquête parlementaire (imprimé 249 de 1925) ;

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la création d'une troisième Chambre au tribunal de Béthune (imprimé 343 de 1926) ;

Proposition de loi de M. RAIBERTI, tendant à une répression plus efficace des injures et diffamations contre les militaires des armées de terre et de mer et contre ces armées (imprimé 145 de 1928) ;

Proposition de loi de M. LEREDU et plusieurs de ses Collègues sur le reclassement des justices de paix (imprimé 4 de 1928).

II
Affaires
nouvelles.

M. Lesaché est désigné comme rapporteur, à la place de M. Lauraine,

1° du projet de loi réglementant l'exercice des fonctions d'administrateur judiciaire, de syndic de faillite, de liquidateur judiciaire et d'expert (Imprimé 324 de 1910. n° 110 du registre d'ordre) ;

2° de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à interdire à certains condamnés de droit commun la fondation, la direction et l'administration de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant appel à l'épargne ou au crédit (Imprimé 58 de 1912 - n° 111 du registre d'ordre).

M. Delthil est désigné comme rapporteur :

1° au lieu de M. Lisbonne, du projet de loi concernant la répression des contraventions aux règlements de la police des mœurs (Imprimé 624 de 1921 - n° 115 du registre d'ordre) ;

2° à la place de M. Lauraine, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à dégager du secret professionnel, dans certains cas déterminés, les fonctionnaires des administrations publiques (Imprimé 478 de 1922 - n° 184 surq.)

M. Lugol est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de MM. Mounié, Stieg, Amay etc ... tendant à donner certaines garanties

aux communes qui versent aux (caisses départementales etc.) (cotisements défectueux) - (Imprimé 799 de 1932 - n° 630 du registre d'ordre)

M. Morand est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de Mm. Marcel Donon et Gasnier-Duparc, tendant à réduire, jusqu'au 31 décembre 1932, le montant des fermages exigibles, lorsque le prix des baux sera supérieur à quatre fois celui de 1914 - (Imprimé 737 de 1932 - n° 628 du registre d'ordre)

M. de Courtois est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Chopin, tendant à abroger la disposition finale de l'article 17 du code civil (constatation du dissentiment des père et mère sans l'acte de mariage) - (Imprimé 45 de 1933 - n° 632 du registre d'ordre).

M. René Renoult est désigné comme rapporteur 1° du projet de loi portant modification des textes du code civil relatifs à la capacité de la femme mariée et aux régimes matrimoniaux (Imprimé 594 de 1932 - n° 629 du registre d'ordre);

2° (à la place de M. Jénouvrier) de la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à modifier les articles 1393 et, 1449, 1527 et 1538 du code civil etc. (Imprimé 231 de 1920 - n° 47 du registre d'ordre);

3° (idem) de la proposition de loi de M. Louis Martin tendant à modifier le régime dotal (Imprimé 82 de 1926 - n° 347 du registre);

4° de la proposition de loi de M. Carrière, tendant à compléter l'article 2135 du code civil, concernant l'hypothèque légale de la femme (Imprimé 166 de 1929 - n° 474 du registre d'ordre);

5° de la proposition de loi de M. René Bernard, tendant à compléter l'article 2135 du code civil (Imprimé 746 de 1929 - n° 517 du registre d'ordre);

6° (à la place de M. Linger) de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension de la capacité

29

légale de la femme mariée (Imprimé 252 de 1910 - n° 67 du registre d'ordre).

M. Vallier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 28 de la loi du 3 ventôse an XI, afin d'obtenir la suppression de la formalité de la légalisation pour les actes notariés, lorsqu'il doit en être fait usage en France ou aux colonies. (Imprimé 65 de 1933 - n° 633 du registre d'ordre).

M. Boivin-Champeaux est désigné comme rapporteur :

1° (à la place de M. Penancier) du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 30 décembre 1926, modifiant l'organisation du Conseil d'Etat statuant au contentieux (Imprimé 122 de 1927 - n° 374 du registre d'ordre);

2° (à la place de M. Jénouvrier) de la proposition de loi, adoptée par la Ch. des députés, sur la notification, à peine de nullité, des recours en cassation contre les jugements en dernier ressort rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police (Imprimé 593 de 1927 - n° 407 du registre d'ordre).

M. Pol Chevalier est désigné, à la place de M. Carillon, comme rapporteur pour avis, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention entre la France et l'Italie sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale, signée à Rome le 3 juin 1930 (Imprimé 774 de 1931 - n° 601 du registre d'ordre).

M. Linger est désigné comme rapporteur, pour avis, de la proposition de loi de M. Henri Merle et plusieurs de ses collègues tendant à interdire, en temps de paix, l'installation de champs de tir pour avions etc... (Imprimés 73 et 296 de 1930 - n° 545 du registre d'ordre).

M. Philippoteaux est désigné comme rapporteur, à la place de M. Touilloux, de la proposition de loi de M. M. Pottier et Lebert, relative à la transcription en France et à la rectification administrative des actes de décès des Français morts à

l'étranger (Imprimé 3 de 1931 - n° 561 du registre d'ordre)
M. Cuvral est désigné comme rapporteur, à la
 place de M. Jenouvrier, de la proposition de loi de
M. Louis Martin, tendant à abroger l'article
 337 du code civil (Imprimé 51 de 1931 - n° 565 du
 registre d'ordre).

M. Louis Martin sera invité à exposer à la commission,
 le plus tôt que faire se pourra, l'objet de la proposition
 de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur
 les expertises médico-légales. (Imprimé 201 de 1899)
 De même, en ce qui concerne M. Alfred Grand,
 sur le projet de loi relatif aux enquêtes en
 matière civile (Imp. 356 de 1920 - n° 120 du registre).
 Et même, en ce qui concerne M. Leblanc, sur la
 proposition de loi de M. Louis Martin, concernant
 le bien de famille insaisissable. (Imprimé 222 de
 1910 - n° 140 du registre).

III

Expropriation. M. Delthil expose l'objet de la proposition de
 loi de MM. Veyssière et Boivin-Champeaux,
 tendant à compléter l'article 28 de la loi du
 3 mai 1841, sur l'expropriation pour
 cause d'utilité publique. (n° 386 de 1930 -
 572 du registre d'ordre).

M. Veyssière justifie cette proposition de loi
 et donne de nouvelles explications.

(La commission approuve la proposition, tout
 en modifiant son texte - M. Delthil est
 autorisé à déposer son rapport - sur le
 bureau du Sénat).

IV

Filouterie
 d'aliments
 dans les hôtels.

M. Delthil expose l'objet de la proposition de
 loi, adoptée par la Chambre des députés,
 tendant à modifier le 4^e paragraphe de
 l'article 401 du code pénal en ce qui
 concerne la filouterie d'aliments dans les
 hôtels (Imprimé 421 de 1931 - n° 579 du
 registre d'ordre).

Il rappelle la définition du mot "hôtel" dans le dictionnaire Larousse et les différentes acceptations de ce mot. Il a demandé à l'administration des Contributions directes si elle faisait des distinctions entre les différents hôtels. L'administration a répondu négativement, on ne prend en considération que le prix de la chambre. La grivèlerie d'aliments dans un restaurant ou un débit de boissons s'accomplit dans un temps très court. Au contraire, dans un hôtel, elle peut s'étendre sur plusieurs journées : l'individu qui avait de l'argent lorsqu'il est entré dans l'hôtel peut ne plus en avoir quand on lui en réclame. La proposition de loi revient à l'emprisonnement pour dettes : il faudra prouver que, le jour où le voyageur est entré dans l'hôtel, il savait qu'il n'aurait pas d'argent le jour où il faudrait payer. Il y aura des chantages, surtout pour les maisons de passe. La proposition doit être rejetée.

M. Boivin-Champeaux cite le cas de Lisieux.

Les hôteliers se plaignent de ce que les gens louent une chambre et fient sans payer.

M. Viollotte fait remarquer que, s'ils n'ont pas consommé d'aliments, la proposition de loi ne s'appliquera pas à eux.

M. Boivin-Champeaux ajoute que ces voyageurs ont une valise en carton, sans valeur, qu'ils abandonnent en s'en allant.

M. Delthil se demande s'il n'y a pas là les éléments de l'escroquerie.

M. Linger y voit les risques du métier d'hôtelier.
(La commission repousse la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés —

M. Delthil est autorisé à déposer son rapport.)

V
Revison des
baux à ferme. M. le président expose l'objet de la proposition de loi, modifiée par la Chambre des députés, sur la revison des baux à ferme.
(n° 611 du registre d'ordre) (Imprimé 32 k 1933).

Il demande d'abord, à la commission si, devenu président, il peut conserver le rapport. La commission est de cet avis, à l'unanimité. Il expose, ensuite, les trois points sur lesquels il existe de graves désaccords entre les deux chambres. M. Maurice Viollette fait remarquer que ce n'est pas de la faute des fermiers si ces désaccords se sont produits; une transaction est possible. La rétroactivité au 1^{er} janvier 1932 n'est pas équitable: la récolte de 1931 a été satisfaisante mais celle de 1932 a été avilie. Il faudrait prendre la date du 1^{er} juillet 1932.

M. Daubigny estime que, sans porter atteinte au principe de la non-rétroactivité des lois, on pourrait accorder au président, dans la fixation du fermage, le droit de faire état des sommes déjà versées pour fermages antérieurs. Les juges procèdent déjà de cette façon.

M. Lesaché propose l'amendement suivant: "La présente loi aura effet pour les paiements venus à échéance postérieurement au 30 juin 1932."

M. Linger fait valoir que ce n'est pas, non plus, de la faute des bailleurs si la législation a été si lente. Dans l'Ouest, les baux à ferme sont payables à la Toussaint, une seule fois par an.

M. Lesaché répond que, s'il en est ainsi, c'est parce que, à cette époque, la récolte est déjà faite. Il faut que les risques du propriétaire soient les mêmes, qu'il exploite lui-même la terre ou qu'il la loue. Nulle part on ne fauche avant juillet: généralement, c'est en août.

M. Linger objecte que, depuis l'an dernier, ce fermier n'a pas encore vendu la récolte à la Toussaint. C'est au juge à apprécier.

M. Lugeol partage les hésitations de M.

Lunier: la rétroactivité a de sérieux inconvénients.
M. Viollette rappelle qu'il y a des précédents.
M. Lugol se demande si, pour éviter ces difficultés, on ne pourrait pas dire que les fermages soient représentatifs de la récolte 1932.

M. Viollette voit dans une telle disposition une véritable énigme.

M. Léon Béard observe que ce n'est pas avec la récolte de maïs qu'on peut payer les fermages en novembre. L'article 2 du code civil n'est pas une formule d'école, c'est une formule d'équité. Il ne faut pas porter atteinte aux droits acquis. Si on voulait majorer rétroactivement les fermages, tout le monde protesterait. M. Béard se rallie à la proposition de M. Dauthy.

M. Dauthy ajoute que l'élevage a été aussi atteint que les terres à blé.

M. Lesaché signale que ce n'est pas uniquement une question d'équité, c'est aussi une question d'ordre économique. Tout le monde est en dette. Si les propriétaires exigent le paiement intégral des fermages, c'est la ruine générale, l'intérêt national exige le rejet d'une telle prétention.

M. Viollette pense, lui aussi, que l'ordre social est intéressé à la question.

M. Delthil souligne que, puisqu'on admet la violation des contrats, la question de rétroactivité est secondaire.

M. le président montre à ses collègues combien il est difficile d'être à la fois président et rapporteur. Il n'a pas voulu parlé avant d'avoir écouté tout le monde. Quand les parties ont signé leur contrat, elles entendaient qu'un prix déterminé de fermage fût payé chaque année, quelle que fût la récolte. Aujourd'hui la commission veut concilier l'équité et les nécessités économiques.

M. Daubert justifie la formule suivante : "Le juge sera stat, sans la fixation du fermage nouveau, des sommes payées par le fermier depuis le 1^{er} janvier 1932 "

(cette formule est adoptée).

La commission passe au second point : la durée.

M. Léon Bérard prévoit des milliers de procès.

M. Lugol demande pourquoi on obligerait le propriétaire à rester quatre ans au nouveau prix.

M. le président met en garde ses collègues contre l'idée de propriété culturale, il vaut mieux une durée un peu plus longue.

M. Veyssière ne dissimule pas que la situation s'aggrave tous les jours, on est à la veille d'une jacquerie. Il y a des aménagements, tels que le marnage, qui sont à la charge du fermier dans tous les baux du nord et de l'ouest et qui entraînent des dépenses de 1500 à 2000 francs par hectare. Ces dépenses ne se récupèrent qu'en douze ans. Il y a aussi le drainage et les installations électriques, qui ont coûté aux fermiers des sommes considérables.

M. le président objecte que la commission raisonne sur des faits qui sont très différents suivant les régions. En Bretagne et en Vendée, le marnage, le drainage, l'installation électrique sont à la charge du propriétaire.

M. Pol Chevalier ajoute qu'il en est de même dans l'Est.

M. Veyssière y voit une raison de plus pour voter dans la loi le cas qu'il a signalé.

M. le président demande s'il peut y avoir compensation par le prolongement de la durée du bail.

M. Veyssière répond négativement.

M. le président suggère à la commission de dissocier de cette loi tout ce qui est complexe à l'indemnité due au fermier

portant, question qui sera prochainement rapportée par M. Lurot.

M. Dautry demande le maintien du texte de la Chambre.

M. le président met aux voix la durée suivante du bail: l'année courante, plus trois mois.

M. Vayssière s'y rallie, sans en esprit de conciliation.

(cette formule est adoptée)

La séance est levée à 17 heures.

Un des secrétaires:

J. Blin. Gambier

Le président:

M. Morand

Présidence de M. Morand

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents: MM. Morand, président; Calmel, vice-président; de Courtois, secrétaire; Bourteaux, Louis Bérard, Pol Chavalier, Maurice Viollette et Curral.

Excusés: mm. Catalogne, Jean Rose & Boivin Champagneux.

I
Affaires
nouvelles

M. Viollette est désigné comme rapporteur, à la place de M. Louis Martin, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet la réforme des expertises médico-légales (Imprimé 201 de 1899 - n° 74 du registre d'ordre).

M. de Courtois est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des députés, relative à la révision des lois pénales concernant la mendicité, le vagabondage et à l'organisation de l'assistance par le travail. (Imprimé 81 de 1933 - n° 634 du registre d'ordre).

M. Belmont est désigné, à la place de M. Laurain, comme rapporteur de la proposition de loi de M. Laurain, tendant à modifier la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire. (Imprimé 630 de 1929 - n° 511 du registre d'ordre).

M. Delteil est désigné, à la place de M. Gardey, comme rapporteur de l'article 13 disjoint de la loi de finances de 1925 (n° 332 du registre d'ordre).

II

Dissentiments
des ascendants.

M. de Courtois expose l'objet de la proposition de loi de M. Chopin, tendant à abroger la disposition finale de l'article 155 du code civil (Imprimé 45 de 1933 - n° 632 du registre d'ordre).

M. le président rappelle qu'en séance publique du Sénat, il a combattu les observations présentées par MM. François-Saint-maur et Lebert, dont s'inspire la proposition de loi de M. Chopin. Il s'agit du mariage d'un mineur: le père ou la mère peut, pour des raisons valables, exiger que son opposition soit mentionnée dans l'acte de mariage. L'officier de l'état civil est obligé alors de constater dans l'acte le refus verbal de consentement.

M. Viollette est d'un avis opposé. La loi donne le droit, à tort ou à raison, à des jeunes gens même mineurs de s'unir par le mariage. Il ne faut pas mettre à l'origine de ce mariage un acte constatant la désapprobation d'un ascendant, qui peut agir par mauvaise foi ou par méchanceté. Il faut ou refuser aux mineurs le droit de se marier ou le permettre sous des auspices favorables.

M. de Courtois signale les trois autres moyens prévus par l'article 155 du code civil (loi du 2 février 1933) pour constater le dissentiment des ascendants.

M. Léon Bérard demande que, dans tous les cas, il n'en reste pas trace dans l'acte de mariage.

M. le président estime que l'autorité familiale doit se faire sentir.

M. Bourdeaux déclare qu'il est toujours loisible à l'ascendant d'assister à la célébration et de manifester sa désapprobation, mais l'acte de mariage ne doit pas relater l'incident.

M. de Courtois ajoute que, depuis la promulgation de la loi du 10 mars 1913, le cas ne s'est jamais présenté.

(Le rapport est approuvé - M. de Courtois est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

III

Baux à ferme. M. le président donne lecture du texte résultant des décisions de la commission en ce qui concerne les baux à ferme (voir page 31, in fine).

L'article 1^{er} est adopté.

A l'article 2, la Chambre a dispensé les experts de la prestation de serment, ce n'est pas heureux. M. Viollette demande pourquoi on multiplierait les frais.

M. le président dit qu'ici le formalisme a du bon. M. Léon Bérard préfère que les experts soient assermentés.

(d'art. 2 de la Chambre des députés est modifié sur ce point).

M. L'Exécutif demande que l'article 3 de la Chambre des députés soit modifié.

M. de Courtois signale qu'en raison de l'article 42 de la loi du douzième provisoire pour mars 1933, les charges financières incombant aux propriétaires fonciers vont être considérablement augmentées.

M. le président y fera allusion sans son rapport, mais la commission ne peut pas en tenir compte sans l'établissement de son texte.

M. Viollette constate que le juge tiendra compte des sommes versées depuis le 1^{er} janvier 1932, mais qu'il si le fermage n'a pas encore été payé? Il faut parler aussi des sommes qui ont dû être versées.

M. le président visera les deux hypothèses.

M. Viollette estime qu'il est d'une nécessité absolue de refuser aux fermiers l'indemnité pour les améliorations réalisées. Un accord s'est établi sur ce point entre les deux chambres. La disparition du texte touchant cette indemnité est regrettable, et elle n'est pas juste. Ce n'est pas en deux ou trois ans que l'on peut récupérer les dépenses faites pour marnage, drainage etc., surtout par ces années de catastrophe. Le fermier avait compté sur le maintien normal des cours, et les cours se sont effondrés. Ce sera un profit sérieux pour le propriétaire.

qui va voir les immeubles électrifés. On demandera au Sénat de reprendre le texte de la Chambre et M. Viollette ne sera pas seul à le demander.

M. le président répond qu'en faisant cette suppression, la commission de législation civile s'est référée à la pensée de la commission de l'agriculture, les fermiers trouvant une compensation dans la prolongation de jouissance qui leur est accordée. C'est l'idée de M. Carrère & Joseph Faure.

M. Viollette souhaite qu'ils viennent s'en expliquer à la tribune du Sénat : on verra comment ils défendent les intérêts de l'agriculture.

M. le président ajoute que le fin du bail peut survenir normalement avant la fin de la prolongation. M. Courtois pense que, neuf fois sur dix, la prolongation ne pourra pas.

M. le président déclare que, dans ce cas, la loi qui s'appliquera sera celle que M. Lugol va inévitablement faire voter par le Sénat, sur l'indemnité de plus-value due au fermier sortant. Il y aura, d'ailleurs, des amendements sur ce point et le Sénat statuera.

Pour les autres articles, il n'y a pas de changements notables.

(Le rapport est approuvé - M. le président est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.)

La séance est levée, à 16 heures 15 ms.

Le président :

L'un des secrétaires :

J. Babin. ~~Amable~~

M. Bureau

Présidence de M. Morand.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Morand, président,
René Rensult, Pol Chevalier, Vollette, Chautemps,
Jean Bosc et Philippoteaux.

Excusés : MM. Léon Berard, Bouvin-Champeaux,
Calmet, Catalogue et de Courtois

I

Question
préalable

La commission décide de demander au Sénat
de prononcer la question préalable sur les
affaires suivantes :

1° projet de loi, adopté par la Ch. des députés,
portant ratification du décret du 27
décembre 1926 concernant la liste annuelle
du jury et la liste des jurés suppléants.

(Imprimé 157 de 1928 - n° 43 du registre d'ordre);

2° projet de loi, adopté par la Ch. des députés,
portant ratification du décret du 24 sept. 1926,
complétant les dispositions du décret du 3
septembre 1926, relatives aux cours d'assises.

(Imprimé 159 de 1928 - n° 426 du registre d'ordre);

3° proposition de M. Alexandre Israël tendant au
rétablissement des tribunaux supprimés (Imprimé
540 de 1930 - n° 557 du registre d'ordre);

4° proposition de loi, adoptée par la Ch. des députés,
ayant pour objet la réforme des expertises
médico-légales (Imprimé 201 de 1899 - n° 74 du
registre d'ordre).

II

Affaire
nouvelle

M. Veysrière est désigné comme rapporteur,
pour avis, du projet de loi sur la prophylaxie de
la tuberculose des bovins (Imprimé 31 de 1933 -
n° 635 du registre d'ordre).

III
outrages aux
mœurs par la
voie du livre.

M. Jean Bosc expose l'objet du projet de loi
déposé en 1929 par M. Barthou, alors garde des sceaux,

Ayant pour objet d'ouvrir à la Société des Gens de
Lettres un recours en revision contre les condam-
nations prononcées pour outrages aux bonnes
mœurs commis par la voie du Livre,

(Imprimé 600 de 1929 - n° 504 du registre d'ordre).

Les outrages aux bonnes mœurs commis par la
voie du livre sont de la compétence des cours
d'assises, ceux qui sont commis par l'image
sont de la compétence du tribunal correctionnel.
Le projet de loi exige deux conditions pour cette revision:
1° il faut qu'il y ait eu au moins 20 ans
depuis la condamnation; 2° ni l'écrivain, ni
sa famille, ni ses héritiers ne peuvent
demander l'action en revision au ministre,
l'initiative doit émaner de la Société des
Gens de Lettres. Le projet de loi s'appliquera surtout
aux Fleurs du mal, de Baudelaire. M. Jean Bosc
conclut à l'adoption du projet de loi.

M. Viollette défie quelque éditeur que ce soit
de mettre en vente les Fleurs du Mal, sans insérer
sur la couverture: "Y compris les pièces condamnées."

M. Jean Bosc rappelle qu'il y a eu beaucoup
de livres condamnés à ce titre, les uns de premier
ordre, les autres de second ordre, les autres, enfin,
d'escimes et sans intérêt.

M. René Renoult signale que, quand il était
garde des sceaux, M. Marcel Bouleux lui
avait demandé de réviser la condamnation des
Fleurs du Mal, mais que, faute d'un texte, il n'avait
pas pu donner satisfaction à cette demande.

M. Jean Bosc expose qu'au début, en 1929,
il y avait eu quelque résistance de la part de
certains membres de la Société des Gens de Lettres.
Aujourd'hui tout le monde est d'accord.

M. Viollette est certain que, quand le projet
de loi aura été adopté, les éditeurs
persisteront dans leurs habitudes actuelles.

M. Jean Bosc voit dans ce projet deloi
le point de depart d'une prouthomie litteraire:
La Société des gens de lettres examinera le
merite litteraire des ouvrages.

M. Viollette critique le premier alinea du
projet deloi. Dans le code d'instruction
criminelle (art 444) il faut, non qu'il y ait
revision, un fait nouveau. Ici, c'est tout
autre chose: il s'agit plutot d'une rehabilitation.
Il est a craindre que, plus tard, on ne demande
que les revisions criminelles soient recevables
sans fait nouveau.

Il y a, d'autre part, inconvenient a confier
aux termes du deuxieme alinea, la poursuite
en revision a une collectivite prisee. On
pourra arriver a des resultats divergents:
on reprendra des condamnations prononcées au
XVIII^e siecle et, même, celle de Jansénius.

M. Jean Bosc fait observer que Jansénius
a été condamné pour hérésie et non pas
pour outrage aux bonnes mœurs. C'est le
dogme qu'il ne connaissait.

M. Viollette voudrait que l'on généralisât,
que l'on ne visât pas seulement l'outrage
aux bonnes mœurs, mais toutes les condamnations
du livre, y compris celles qui résultent de la
loi du sacrilège. Ce qu'on appelle aujourd'hui
"revision" ne supprime pas l'œuvre des juges,
mais la différence des appréciations morales
suivant les époques.

M. Jean Bosc est en désaccord avec M.
Viollette sur tous les points. D'après le 1^{er}
alinea, la Société des gens de lettres fait
promouvoir l'action du ministre, mais
c'est le garde des sceaux qui décide. S'il
refuse d'intervenir, il n'y a pas de revision.
Le projet deloi ne vise que l'immoralité,
notion subjective. La justice doit
s'accorder avec les mœurs. Pour le

Sacrilège, c'est autre chose : on examine le délit incriminé d'après la situation à l'époque où les juges sont appelés à rendre leur sentence. C'est une question objective, un point d'histoire. Il n'y a pas de raison, au xx^e siècle, de relever Jansénistes d'une condamnation prononcée pour une appréciation du dogme qui n'intéresse plus personne.

Ici le fait nouveau, c'est l'évolution de mœurs et le livre au sujet duquel la révision s'ouvrira continue à vivre d'une vie permanente. Il ne s'agit pas de réhabiliter Bautelaine comme homme c'est son livre qu'on veut dégager de l'effet de la condamnation dont il a été l'objet.

(Le rapport est approuvé - M. Jean Bosc est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à quinze heures quarante-cinq minutes.

d'un des secrétaires :

Perrin

le président :

M. Bureau

Présidence de M. Morand

La séance est ouverte à quinze heures et quart.

Sont présents : MM. Morand, président, Dauthey, Delthil, Veyssière, Lugol, Lesaché, Philippoteaux, René Renoult et Linger.

Excusés : MM. Catalogne, Bouvier-Champeaux, Calmel & de Courtois.

I
Affaires
nouvelles

M. Morand est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de MM. Andrieu, Reynaldy et... tendant à compléter l'article 5 de la loi du 6 juillet 1927, autorisant la révision des baux de longue durée. (Imprimé 109 de 1932 - n° 636 du registre d'ordre).

M. Lesaché est désigné comme rapporteur de la proposition de résolution sur le vote plural. (Imprimé 123 de 1933 - n° 637 du registre d'ordre).

II
Vote plural

M. Lesaché expose l'utilité du vote, malheureusement retardé à la Chambre des députés, du texte rapporté au Sénat par M. Dauthey sur le vote plural dans les sociétés anonymes. Le Sénat a déjà statué il y a plus d'un an. Son texte a été transmis en septembre 1932 à la Chambre pour la seconde fois. La commission de législation de la Chambre n'a pas encore désigné son rapporteur, qui sera probablement M. Ramadier. M. Daladier est l'un de ceux qui ont protesté le plus vigoureusement contre les abus du vote plural, et ces abus se perpétuent tous les jours.

M. Dauthey est d'accord avec M. Lesaché sur ce point que la question ne doit pas être introduite à la Chambre, mais non pas sur l'incorporation du texte à la loi de finances.

55

La loi de finances est déjà très compliquée. Il faut
que le texte sur le vote plural soit à part.

M. Lesaché fait remarquer que la première partie
de la réforme a passé dans une loi de finances, en
ce qui concerne l'interdiction, à l'avenir, de créer des
actions à droit de vote plural. Mais pour les
actions déjà existantes, la solution a été réservée et
on ne peut aboutir à un résultat qu'en employant
le même résultat que la première fois.

M. Linger rappelle que ce procédé est usuel.

(M. Lesaché est autorisé à déposer son rapport
sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à seize heures.

Le président:

L'un des rapporteurs:

Ferrand

H. - Morand

Présidence de M. Morand

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : Mm. Morand, président, Calmel, vice-président, Bouvin-Champeaux, secrétaire ; Lisbonne, Curral, Pol-Cherclier, Belmont, René Renvault, Léon Berard, Delthil, Dauthy, Catalogne, Linget, Leblanc, Veyssière, Philippotiaux, Lesaché et Vallier.

Excusés : Mm. Lisbonne (retenu à la commission des finances), de Comtois et Le Bail.

I

Affaires
nouvelles.

M. Morand est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels & artisans, d'introduire une action en révision du prix de leur loyer, en vue d'obtenir une réduction pour les baux antérieurs au 1^{er} juillet 1932 (Imprimé 149 de 1933 - n° 640 du registre d'ordre).

M. Curral est désigné comme rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant amnistie. (Imprimé 165 de 1933 - n° 639 du registre d'ordre).

M. Belmont est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Bodin, tendant à la répression des agissements de certains intermédiaires en matière d'accidents - (Imprimé 137 de 1933 - n° 638 du registre d'ordre).

II

Question
préalable.

La commission décide de demander au Sénat de prononcer la question préalable sur les affaires suivantes :

A - Proposition de loi sur le secret professionnel des fonctionnaires (Imprimé 478 de 1922 - n° 184 du registre d'ordre).

- B - Proposition de loi tendant à rétablir le tribunal de Sisteron (Imprimé 520 de 1930 - n° 556 du registre d'ordre).
C - Proposition de résolution sur l'affaire de Glozel (Imprimé 431 de 1928 - n° 43^e du registre d'ordre).

III

Bienvenue

à M. Belmont.

M. le président souhaite la bienvenue à M. Belmont, le plus jeune de tous les sénateurs.
M. Belmont remercie M. le président et la commission.

IV

Espionnage.

M. Delthil rappelle à la commission qu'il a récemment déposé un rapport sur le projet de loi relatif à l'espionnage. Le gouvernement demande que l'article 14 du texte soit complété pour viser les indigènes sujets français.

(La commission autorise M. Delthil à modifier en ce sens l'article 14 de son texte).

V

Assistance

judiciaire.

M. Delthil expose que, dans sa séance du 20 juin 1930, la chambre des députés a adopté une

proposition de loi ayant pour objet d'assurer, devant les juges de paix et devant les tribunaux de commerce, la défense des plaideurs ayant obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Mais le texte adopté ne correspond nullement au titre de la proposition de loi. Le voici :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 9 du Code de procédure civile est ainsi complété :

« Toutefois, lorsque l'une des parties se trouvera domiciliée hors du canton où siège le juge de paix, celui-ci pourra, exceptionnellement, la dispenser de comparaître en personne ou par mandataire, et l'autoriser à fournir à l'appui de sa demande ou de sa défense des conclusions écrites, signées d'un avocat ou avoué ; ces conclusions devront être produites dans le délai imparti par le juge.

« Lecture en sera donnée à l'audience et le jugement qui interviendra sera considéré comme contradictoire. »

Est-il utile de modifier le grand principe d'après lequel la procédure devant les justices de paix doit être orale ? Il semble que non. C'est surtout à l'audience que se fait la conciliation entre les parties. Le texte de la Chambre empêcherait ces conciliations. J'insiste là-dessus.

La commission repousse la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés - M. Delthil est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat.

VI

Compétence des
prud'hommes.

M. Delthil expose que, le 24 janvier 1929, la Chambre des députés a adopté un projet de loi, tendant à la ratification du décret du 20 novembre 1926 relatif à la compétence des conseils de prud'hommes. Le projet du Gouvernement ne comportait qu'un seul article en deux lignes.

M. Duval - Arnould y a fait ajouter deux articles, modifiant les articles 80 et 87 du livre IV du Code du Travail, afin d'établir le parallélisme absolu entre la compétence des juges de paix et celle des conseils de prud'hommes.

M. Delthil propose d'accepter le texte de la Chambre des députés, sans modification. (Le rapport est approuvé - M. Delthil est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat) (n° 468 du registre d'ordre).

VII

Articles 401,
405 & 408 du
code pénal

M. Delthil expose que dans sa séance du 14 juin 1929, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à compléter les articles 401, 405 & 408 du code pénal (Imprimé 364 de 1929 - n° 494 du registre d'ordre).

C'est une proposition de M. Jouin tendant à élever à 10 ans de prison la peine applicable en cas de vol, abus de confiance, escroquerie, commis à l'occasion d'appels publics à l'épargne

ou au crédit, ou au cours d'opérations portant sur des actions, obligations, parts de fondateurs et toutes autres valeurs mobilières de quelque nature que ce soit. »

Mais il est de principe que, sauf le cas de récidive, les tribunaux correctionnels ne peuvent appliquer, au maximum, que la peine de cinq ans de prison. Il y a donc lieu de rejeter ce texte.

La commission repousse la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés. M. Delthil est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat.

VIII

Code disciplinaire
de la marine
marchande.

M. Bouvin-Champeaux rappelle qu'il a, le 12 juin 1931, déposé le rapport n° 557 sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les articles 46, 55 et 77 de la loi du 17 déc. 1926, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande (n° 570 du registre d'ordre).

D'une part, il s'agit d'atteindre, par la suppression du mot "embarquées" dans ces trois articles, les personnes non embarquées, autres que le capitaine, qui se seraient livrées à la contrebande.

D'autre part, on veut réprimer l'embarquement clandestin, le fait d'être monté à bord sans billet.

M. Veyssière observe que ce fait est déjà réprimé par la loi du 30 mai 1923.

(La suite de la discussion est renvoyée à une séance ultérieure).

IX

Tuberculose
des bovidés

M. Veyssière expose que la commission est saisie, pour avis, d'un projet de loi sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle de la salubrité des viandes, le rapport au fond ayant été fait par M. Beaumont, au nom de la commission de l'agriculture (Rapport n° 31 de 1933 - n° 835 du registre d'ordre).

Il existe une loi sur les vices rédhibitoires et la loi Darbot sur les maladies contagieuses des animaux.

La tuberculose est inscrite dans la seconde loi, non dans la première, on propose de l'y étendre, car elle fait de gros ravages dans le bétail.

Les deux lois sont d'accord sur un point essentiel. Toutes les difficultés sont de la compétence du juge de droit commun. La Chambre a maintenu cette règle, et elle a écarté la possibilité d'une action récursoire.

Au contraire, le rapport de M. Beaumont admet

l'action récursoire et donne compétence au juge de paix. On dit qu'en justice de paix il y a moins de frais; oui, mais autour de la juridiction cantonale pullulent les agents d'affaires. La question de compétence a sa répercussion sur l'action récursoire.

M. Delteil suppose que la commission de l'agriculture a voulu déranger le moins possible les justiciables.

M. Léon Bérard dit que, dans les Basses-Pyrénées il y a deux plaies: la tuberculose des bovins et la législation sur la tuberculose des bovins. Pour les animaux destinés à la boucherie, comme il y a peu d'intermédiaires, il n'y a pas de difficultés, mais pour les bêtes de labour, il y a cinq, six mutations de propriété. Les paysans ont été victimes d'escroqueries, car il est difficile de diagnostiquer la tuberculose des bovins. Des vendeurs ont été obligés de restituer le prix perçu, alors qu'ils ne devaient rien et que l'animal mort n'était pas identifié. C'est pour cela que la commission de l'agriculture a simplifié la procédure: elle a eu raison.

M. Veyssière répond que l'on peut maintenant contrôler l'usage de la tuberculine de Koch. Dans la Seine Inférieure, des herbagers reçoivent des animaux maigres de l'Anjou, du Maine ou de la Bretagne, les engraisent pendant trois ou quatre mois, puis les revendent aux marchands de bestiaux de Seine et de Seine & Oise qui les amènent au marché de la Villette. En cas de saisie à Paris, ce serait un juge de paix de la Seine ou de Seine & Oise qui serait compétent même pour l'action récursoire. Les déplacements des intéressés coûteraient cher.

M. Curval estime que, pour une vache de 3000 fr les frais exposés devant le tribunal civil sont trop élevés.

M. Linger fait observer que jusqu'à 3000 fr c'est le juge de paix qui, de toutes façons, sera compétent, à charge d'appel.

M. Cuvral estime que, malgré tout, il est bon de donner compétence au juge de paix; sans quoi, on fera une demande indéterminée, pour donner compétence en appel au tribunal civil.

M. Lesache remarque qu'en justice de paix il n'y a pas de matière sommaire.

M. Veyssière divise la difficulté: 1^o Le juge de paix sera-t-il désigné comme compétent? 2^o L'appel sera-t-il recevable?

M. Lesache engage ceux qui sont d'avis de donner compétence au juge de paix à voter contre le texte de la Chambre des députés.

(Pour le texte de la Chambre: 8 voix - Contre: 5 voix).

M. Veyssière demande que l'on statue sur la possibilité de l'action récursoire. La Chambre a maintenu la situation actuelle, qui interdit l'action récursoire. M. Beaumont est d'un avis contraire. Et pendant combien de temps l'action récursoire serait-elle possible? En ce qui concerne les animaux destinés à être conservés, M. Beaumont propose 15 jours francs après la dernière vente, pour les animaux abattus, 10 jours après l'abattage (maximum), et autre maximum - 15 jours à dater de la livraison. Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a deux ventes: la vente principale et la vente donnant lieu à garantie. Il pourrait y avoir une action récursoire pour un animal vendu il y a un an ou dix-huit mois: ce n'est sûrement pas ce que l'on a voulu, mais cela résulte du texte de M. Beaumont. On a voulu réduire le délai de l'action récursoire, mais on s'est mal exprimé. M. Beaumont prétend qu'il y a injustice à refuser l'action récursoire.

M. Leblanc est d'accord avec M. Veyssière.

Dans la moyenne, celui qui vend les boeufs à la Villette n'est propriétaire depuis deux jours.

M. Bouin-Champaneux trouve combattants les arguments de M. Beaumont, il est partisan de l'action récursoire.

M. Veyssière met en garde la commission contre la difficulté qu'il y a à déterminer le moment où l'animal a contracté la tuberculose; il y a des évolutions lentes, et d'autres foudroyantes.

M. Boivin Champagne en conclut qu'il faut limiter étroitement le délai pour exercer l'action récursoire, mais non la supprimer. L'homme entre les mains duquel l'animal a été saisi peut agir directement contre le premier vendeur.

M. Lesache signale une fraude: on transporte l'animal malade à 200 kilomètres plus loin, chez un collègue, pour bénéficier des délais de distance.

M. Veyssière estime que la fixation du délai de l'action récursoire n'est pas de la compétence de la commission de législation civile.

M. le président met aux voix l'admissibilité de l'action récursoire.

(La commission est favorable).

M. Veyssière reconnaît que la loi est faite en faveur des marchands contre les agriculteurs vendeurs d'animaux.

M. le président avait l'impression inverse.

M. Veyssière ajoute que l'action récursoire profite aux marchands.

M. Léon Bérard désire que l'on mette fin à la précarité de la vente des bestiaux. Le court délai adroit par la commission de l'agriculture supprime, en fait, l'action récursoire.

M. Veyssière accepte le délai fixé par M. Beaumont quoique, en quinze jours, il puisse y avoir deux ou trois actions récursoires. La formule est: "des seules livraisons faites dans les quinze jours sont soumises à la présente loi".

(La commission charge M. Veyssière de rédiger un avis d'après les décisions qui seront d'être prises.

Amnistie

La commission entendra prochainement les déclarations de M. le garde des sceaux

Sur l'amnistie.

La séance est levée à 16 heures trois quarts

Le président:

R. Murat

L'un des secrétaires:

J. Bain. Gu

398^e séance.

Séance du mercredi 29 mars 1933

Présidence de M. Morand

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : mm. Morand, président; Calmel, vice-président; Le Courtois, secrétaire; Lugeol, Curral, Lesaché, Delthil, Dauthy, Catalogne, Brunel, Le Baül, Veysière, Linger, Leblanc, Escard et Viollette.

Excusés : mm. Boivin-Champeaux et Pol Chevalier.

I
Affaire
nouvelle

M. Boivin-Champeaux est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Bosc ayant pour but de réglementer l'affichage (Imprimé 157 de 1933 - n° 641 du registre d'ordre).

II
Tuberculose
des corvidés.

La commission poursuit l'étude de la proposition de loi sur la tuberculose des corvidés (voir page 49).

M. Veysière lit le texte qu'il propose pour remplacer les articles 4 & 5 du texte de M.

Blauumont. La garantie sera la même dans les deux cas en ce qui concerne les voies de recours.

Pour la compétence, la commission de législation civile, à la différence de la commission de l'agriculture, accepte le texte de la Chambre des députés; on appliquera le droit commun. L'amendement de M.

Lesaché mettrait tout le monde d'accord: le texte porterait: "à charge l'appel sans les formes du droit commun". Il y aura lieu à remaniement sans le numérotage des articles.

M. le président fait remarquer que la commission doit donner un avis, elle ne peut opposer un texte à celui de la commission de l'agriculture.

58

M. Veyssière répond que M. Beaumont se rallie au texte de la commission de législation: on déposera des amendements.

M. le président souhaite que ces amendements ne soient pas signés par tous les membres de la commission de législation, en bloc, mais seulement par ceux qui s'en sont déclarés partisans, le contraire serait inélégant.

M. Veyssière signale que des amendements ont déjà été déposés, dont certains ont un intérêt juridique. Sur l'article 4, MM. Barthou & Léon Bérard demandent la suppression de l'alinéa 5.

M. Delthil combat cet alinéa 5: des animaux d'apparence saine peuvent être tuberculeux. On veut donc dire "suspect de tuberculose"?

M. Veyssière constate que la commission ne s'oppose pas à l'amendement.

Sur l'article 5, un amendement a trait au choix des experts. "Limitation de canton" ne signifie pas grand chose, car il y a des vétérinaires d'arrondissement.

(La commission est défavorable à l'amendement)

Sur l'article 6, alinéa 3, un amendement concerne les animaux vendus pour la boucherie et, sur l'alinéa 4 du même article, un amendement concerne la saisie partielle, portant sur la viande.

Si 100 k. ont été saisis d'un animal de 1000 k., on indemnifiera pour le dixième de la valeur totale.

M. Delthil fait observer que cela dépend de la partie de l'animal qui a été saisie, les quartrons ou non.

MM. Veyssière, Linger et Lesaché ne sont pas d'accord entre eux sur les bases de la vente des animaux de boucherie dans leurs régions respectives.

M. Veyssière expose que la tuberculose, quand elle n'est pas localisée dans les viscères de l'animal, est généralisée.

M. Delthil estime que l'on ne peut pas faire le calcul de l'indemnité de saisie en ne tenant compte que du poids, non de la valeur.

(La commission décide qu'on tiendra compte aussi de la valeur).

M. Linger demande la suppression du mot "effectivement" avant "reçu", comme inutile (adonte).

M. Leyssière est autorisé à déposer son avis sur le bureau du Sénat.

III

Ignorance des
délais des voies
de recours.

M. Linger expose l'objet de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à remédier à l'ignorance chez les justiciables des délais qui leur sont impartis pour exercer certaines voies de recours (Imprimé 208 de 1932 - n° 612 du registre d'ordre).

Il y a, en matière de voies de recours, des délais exceptionnels très courts, 3 jours, 5 jours. Certaines lois spéciales indiquent que le délai doit être indiqué sans la signification du jugement. Cependant, nul n'est censé ignorer la loi. Si celui qui a bénéficié de la décision judiciaire se trompe sans l'indication de délai, qu'arrivera-t-il ? On ne peut tirer aucune conclusion générale d'une jurisprudence d'exception.

M. Delteil pense que la question devrait être résolue sous une autre forme : le juge devrait, sans son jugement, indiquer les voies de recours et leurs délais.

M. Linger croit que le texte adopté par la Chambre des députés ne vise que les délais exceptionnels et non pas les délais de droit commun, même s'il s'agit de l'appel de décisions rendues en matière de juridiction gracieuse (art. 54 et 99 du code civil).

M. Dauthey conseille au garde des sceaux d'envoyer aux huissiers une circulaire sur ce point : ils indiqueraient les délais sans engager leur responsabilité.

M. Le Bail approuve M. Linger : il faut

52

J'en tenez à la tradition.

(Le texte adopté par la Chambre des députés est repoussé par la commission - M. Linger est autorisé à déposer un rapport en ce sens sur le bureau du Sénat)

IV

Responsabilité
solidaire des notaires.

La commission poursuit la discussion du projet de loi adopté par la Chambre des députés, sur la responsabilité solidaire des notaires. (voir ci-dessus, page 3).

M. Leblanc rappelle ce que la commission a décidé antérieurement. Il est d'accord avec la Chancellerie, sauf sur deux points. Doit-on indiquer la nature des dépôts donnant lieu à garantie? Il est pour l'affirmative, alors que la Chancellerie préfère une formule vague et générale. D'autre part, il y aurait des caisses régionales et une caisse centrale. Le taux des cotisations à verser à ces caisses soulève une question délicate. Il y a des régions où il y a beaucoup de dépôts non remboursés par les notaires, d'autres où il y en a fort peu. Il ne serait pas juste que les cotisations aux caisses fassent les mêmes partout. Si le montant des cotisations aux caisses régionales est fixé par la loi, il sera difficile de le modifier ensuite par des décrets: il vaut mieux laisser au règlement d'administration publique le soin de statuer sur ce point. En Alsace-Lorraine il n'y a pas de vénalité des charges, la question ne se pose pas de la même façon. Les notaires d'Alsace & de Lorraine ne refusent pas de coopérer à la Caisse centrale ni à une caisse régionale. Il y a à Caen une caisse régionale qui fonctionne très bien: dans cette région, quand un notaire semble suspect, on l'oblige à vendre sa charge. Il y a peu de ministres.

M. Eccard objecte qu'en Alsace-Lorraine, la Caisse n'aurait pas pour garantie, en cas d'un recours, la valeur de la charge du notaire défaillant.

M. Leblanc fait remarquer qu'en Algérie, non plus, il n'y a pas vénalité des charges.

M. le président demande si on songe à modifier l'état des choses en Alsace & Lorraine.

M. Eccard répond négativement.

M. Leblanc expose que, pour les caisses régionales, le versement est acquis. Au contraire, pour la caisse centrale, les versements sont remboursés au jour où l'on cesse d'être notaire; ainsi, on n'a perdu que les intérêts.

M. Curral indique que le cautionnement actuel est insignifiant: 2.000 fr., 10.000 fr., et, à Paris, 50.000 fr.

M. Leblanc lit le texte par lui proposé.

M. Brunel explique ce que c'est que le "dépôt de confiance" fait par un client entre les mains de son notaire.

M. le président estime que doit être ainsi qualifié tout dépôt qui n'est pas la conséquence de la rédaction d'un acte.

M. Delthil attire l'attention de ses collègues sur la gravité de la question. Si la loi ne précise pas, les gens vont croire qu'ils peuvent faire à n'importe quelle occasion un dépôt d'argent entre les mains de leur notaire.

M. Lugol répond qu'il est dangereux de garantir ou non les dépôts des clients du notaire suivant la nature de ces dépôts.

M. Leblanc n'est pas de cet avis: il ne faut pas que le notaire devienne un banquier dépositaire des fonds de ses clients.

M. Lugol répond que les choses se passent toujours ainsi. On remet de l'argent au notaire en le priant de trouver un bon placement hypothécaire.

M. Calmel observe que les clients ne font aucune distinction: pour eux le notaire est toujours le notaire.

M. Brunel prévoit une pancarte, apposée dans toutes les études des notaires et expliquant la distinction nécessaire.

M. Lugol prend le cas où un notaire recevrait de l'argent de l'un de ses clients, en lui faisant croire qu'une hypothèque va être constituée. Si l'acte n'est pas réalisé, il ne faut pas pénaliser la confiance du client.

M. Lugal juge dangereuse la thèse de M. Deltue.

M. Deltue, à son tour, juge dangereuse la thèse de M. Lugal, parce qu'elle conduit les notaires à recevoir de l'argent de leurs clients en dehors de leurs fonctions. Il faut que certains dépôts soient garantis par la Caisse régionale et d'autres, non.

M. Lugal fait observer qu'à Paris notamment il y a une caisse qui assume la responsabilité collective des notaires. Avec la loi proposée, les clients seraient moins protégés qu'aujourd'hui.

M. Leblanc précise qu'à Caen la Caisse ne garantit pas tous les dépôts et qu'il a adopté la formule de Caen. On prévoit l'affichage et on prévoit des reçus spéciaux avec la garantie indiquée pour certains dépôts seulement.

M. le Président demande ce qui arriverait si le notaire faisait un emploi illicite des reçus garantissant le dépôt.

M. Leblanc répond qu'il y a des vérifications annuelles.

M. Viollette dit que la surveillance est devenue plus étroite & qu'on ne voit plus les catastrophes qui se produisaient autrefois.

M. Leblanc lit quelques articles du projet de règlement d'administration publique.

M. Dauthy demande si l'on a envisagé le versement des fonds à la Caisse des dépôts et consignations: ce peut être un excellent agent de contrôle. Le retrait des fonds doit être facile, sous certaines garanties.

M. Brunel rappelle qu'à Paris il est facile de déposer des fonds à la Caisse des dépôts et consignations, mais, même pour les dépôts libres, il faut un délai de 7 jours. Pour les dépôts libératoires, il faut six mois ou un an, avec tout un luxe de formalités.

M. Dauthy estime que la signature du notaire intéressé et celle du président de la chambre des notaires suffiraient.

M. Eccard voudrait qu'en Alsace et Lorraine, la garantie des caisses fût restreinte.

M. le président n'est pas de cet avis, puisqu'on a donné pour leur leur charge aux notaires d'Alger & de Lorrain.
M. Eccard répond que le tarif est inférieur.

M. Brunel voudrait qu'on ne nommât pas un notaire sans l'assentiment de la chambre des notaires.

M. Leblanc rapporte que, dans la Mayenne, on a nommé deux fois des notaires malgré l'avis défavorable de la chambre des notaires et, les deux fois, les notaires ont emporté l'argent de leurs clients. Les collègues avaient mal exercé leur surveillance. (Le rapport de M. Leblanc est approuvé — M. Leblanc est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

L' séance est levée à 17 heures.

L'un des secrétaires :

J. Boissier

Le président :

M. Maréchal

Présidence de M. Morand

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents: Mm. Morand, président; Calmel, vice-président; Boivin-Champeaux et de Courtois, secrétaires; Lugol, Dauthey, Delthie, Vallier, Tourcade, Esache, Chautemps, Veysière, Linger, René Renoult, Lisbonne, Philippoteaux, Curral et Brunel.

Excusés: Mm. Catalogue, Belmont et Louis Martin.

I
Amnistie

M. le président donne lecture à la commission d'une lettre par laquelle M. le garde des Sceaux est retenu par la réunion du conseil des ministres. M. le garde des Sceaux se met à la disposition de la commission, mardi prochain, à quatorze heures et demie, pour faire ses déclarations sur l'amnistie.

M. Delthie attire l'attention de la commission sur le fait suivant. A la suite du dépôt du projet de loi sur l'amnistie, le garde des Sceaux a envoyé aux parquets une circulaire pour inviter les procureurs de la République à surseoir aux poursuites pour les faits visés dans le projet de loi. Or, certaines cours ont continué des poursuites contre des avocats & les sanctions disciplinaires sont appliquées, par exemple trois mois de suspension. le garde des Sceaux devrait intervenir.

M. le président confirme que le cas est visé par l'article 1^{er} § 7 du texte voté par la Chambre des députés.

M. Calmel ajoute que ce § 7 ne prévoit pas la réintégration de plein droit, à la différence du § 6, qui vise les fonctionnaires. En outre, il s'agit de s'en référer à quel texte

la commission de législation se ralliera : à celui du projet du Gouvernement ou à celui de la Chambre? La Chambre, en effet, a étendu le projet du Gouvernement d'une manière fantastique.

M. Delthe dit que ce point importe peu ; il pourra se faire que la sanction s'applique ultérieurement à cet avocat. Ce qu'il faut éviter, c'est qu'on l'applique dès maintenant.

M. le président fait observer que la Chancellerie n'a pas émis de circulaire concernant la non exécution des sanctions disciplinaires amnistiables. à Poitiers, tout au contraire, on a lancé une poursuite, pour que l'inculpé ne bénéficie pas de l'amnistie.

M. René Renoult a déposé le projet de loi sur l'amnistie, il ne visait alors aucune infraction de droit commun. C'est seulement sur les points visés par le projet de loi original qu'on a suspendu les poursuites.

(La discussion se poursuivra dans une séance ultérieure.)

II
Indemnité
de plus-value
au premier
sortant.

M. Lugol rappelle qu'il a déposé son avis sur l'indemnité de plus-value au premier sortant. Il pensait être d'accord avec la Commission de l'agriculture. M. Damesme avait demandé un ajournement. La commission de l'agriculture s'est réunie hier, elle a décidé de reprendre le texte de la Chambre. Si l'affaire retournait à la Chambre, il serait à craindre que la Chambre incorporât dans le texte la propriété culturale. Le public suppose que cette loi va bientôt être votée par le Sénat. Il ne faut pas que le retard puisse être attribué à un désaccord entre les deux Commissions du Sénat.

(La commission décide de reprendre la discussion de cette question le lendemain, jeudi).

III
Nombre des
conseillers.

M. Liscome, qui est le rapporteur du Budget de la justice, signale que la commission

des finances s'est occupée de la question de savoir si les arrêts des Coms d'appel pourraient être rendus par 5 conseillers, au lieu de 3, ce qui produirait une économie de cinq millions. La Chambre a écarté ce point du budget, mais il pourrait revenir en séance publique du Sénat sous forme d'amendement. La commission des finances désirerait connaître l'avis de la commission de législation civile et criminelle.

M. Delteil, qui a été chargé du rapport de cette affaire, est partisan du maintien de la nécessité de cinq conseillers pour rendre un arrêt.

M. René Renoult a proposé, en 1924, sous le ministère Herriot, la réduction du nombre de conseillers de 5 à 3. La réforme fut alors votée à la Chambre & rejetée au Sénat. M. Palmade, ministre des finances, avait demandé à M. René Renoult, le nouveau garde des Sceaux, de reprendre cette affaire, qui, cette fois, a été arrêtée à la Chambre des députés. Elle ne mérite pas, dans ces conditions, d'être l'objet d'un rapport au Sénat. (La commission décide de maintenir le nombre de cinq conseillers pour le prononcé des arrêts).

IV

Conseil d'Etat
au contentieux.

M. Bouvin Champagneux expose l'objet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 30 décembre 1926, modifiant l'organisation du Conseil d'Etat statuant au contentieux. Il conclut à l'adoption du projet de loi n° 122 de 1927 (n° 374 du registre d'ordre).

(Le rapport est approuvé - M. Bouvin Champagneux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

V
Unification
du droit en
matière d'effets
de commerce.

M. Lesaché expose l'objet du projet de loi portant introduction dans le code de commerce des dispositions de la loi uniforme annexée à la convention signée à Genève le 7 juin 1930, en vue de l'unification du droit en matière

de lettres de change et de billets à ordre (Imprimé 448 de 1932 - n° 619 du registre d'ordre). Il fait l'historique de la question.

La commission ne peut pas discuter la convention internationale, il faut l'accepter ou la rejeter en bloc. Elle a été élaborée par de brillants juriconsultes, tels que M. Percerou. La loi serait applicable six mois après sa promulgation, la convention ne sera entrée en vigueur que lorsque quatre parlements d'Etats signataires l'auront approuvée. Seuls, le Japon et l'Italie l'ont, jusqu'à présent, approuvée, mais le Japon est sorti de la Société des Nations. Il faudra, après la ratification de la France, celle de deux autres nations. Les modifications proposées au droit commercial sont heureuses.

M. Veyssière estime qu'avant de statuer, la commission doit connaître les changements proposés, puisqu'ils intéressent ce droit interne.

M. René Renoult demande si ces modifications sont subordonnées à l'adhésion d'autres nations.

M. Lesaché répond négativement: on légifèrera immédiatement pour la France.

M. René Renoult voudrait examiner si les modifications proposées sont conformes à l'intérêt national.

(L'affaire est renvoyée à une séance ultérieure).

VI

Code disciplinaire
de la marine
marchande.

M. Boivin-Champeaux reprend l'étude du projet de loi sur le code disciplinaire & pénal de la marine marchande (voir page 49 ci-dessus).

La loi de 1923 sur l'embarquement clandestin ne porte plus cette date, elle a été fondue dans la loi du 17 décembre 1925.

Les deux départements ministériels

intéressés se sont mis d'accord. On met en harmonie des textes contradictoires, on va modifier l'article 73 et compléter l'art. 74 du code disciplinaire. (Le rapport est approuvé - M. Boivin. Champagneux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à seize heures quinze.

Le Président:

M. Mouraux

L'un des Secrétaires:

J. Baw. ~~in~~

Présidence de M. Morand.

La séance est ouverte à quatorze heures, dix-huit.

Sont présents : MM. Morand, président; Calmel, vice-président; Lugol, Belmont, Veyssière, Leblanc & Lesaché.
Excusés : MM. de Courtois & Bovin-Champeaux.

I
Indemnité
de plus-value
au fermier
sortant.

La commission reprend l'étude de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder une indemnité pour plus-value au fermier sortant (n° 436 du registre d'ordre - 2^e rapport supplémentaire de M. Lugol, imprimé 231 de 1932).

M. Lugol rappelle qu'au début, il avait conclu à l'acceptation du texte de la Chambre des députés, la commission de législation l'avait accepté, puis elle est revenue sur sa décision. On s'est mis d'accord avec la commission de l'agriculture et on a modifié le texte de la Chambre. M. Darnecour, au nom de la commission de l'agriculture avait préparé son avis, qu'il n'a pas déposé sur le bureau du Sénat. Maintenant M. Darnecour propose d'en revenir au texte de la Chambre des députés. M. Lugol l'avait proposé, pour éviter qu'on introduisit dans le texte, à la Chambre, la propriété culturale, la commission de législation fera ce qu'elle voudra. Les différences entre les deux textes ont été signalées dans la presse; les deux principales portent sur les points suivants: la loi sera-t-elle d'ordre public ou non et, par ailleurs, à quels baux va-t-elle s'appliquer? Les différences entre les deux textes ne sont pas aussi importantes qu'il paraît au premier abord. Les articles 3 et 7 sont en contradiction et, puisque l'article 3 parle des clauses inscrites dans une convention, clauses

dérégatatoires au principe de la loi, on peut mettre ce point en lumière à la tribune du Sénat.

M. Seyssie s'étonne qu'on revienne aujourd'hui sur un texte admis par l'accord des deux commissions.

M. Lugal répond que, jusqu'à présent, l'avis de la commission de l'agriculture n'avait pas été encore imprimé et distribué.

M. Veyssière estime que la dignité de la commission exige que l'on maintienne le texte déjà adopté.

M. Lugal déclare qu'on ne peut tenir compte que d'un seul avis de la commission de l'agriculture, celui qui sera distribué demain : il faut délibérer sur cet avis avant d'aborder la discussion en séance publique. Si les deux commissions ne sont pas d'accord, des amendements seront déposés, et il faudra bien que la commission de législation civile prenne parti sur ces amendements.

M. ~~le~~ président fait remarquer que trop peu de membres de la commission sont présents pour que l'on puisse statuer sur une question aussi grave, qui passionne tout le monde. Il est certain qu'à un moment donné, les deux commissions étaient d'accord.

M. Lugal constate que, d'une façon ou d'une autre, il faudra bien trancher la difficulté, car les fermiers réclameront la reconnaissance par la loi de leur droit à une plus-value. Le principe a été admis dans la loi sur la révision des baux ruraux.

(la commission décide de poursuivre cette discussion dans une séance ultérieure).

La séance est levée à quinze heures.

L'un des secrétaires :

J. Barin

Le président :

M. Muraud

Présidence de M. Morand.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : Mm. Morand, président; Calmel, vice-président; Boivin-Champeaux et de Courtois, Secrétaires; Lugol, Leblanc, Pol Chénalier, Curral, Jean Bosc, Linger, Philippotkane, Bourteaux, Brunel, Chautemps, Dauthy, Delthil, René Renuult et Veyssière.

Excusés : Mm. Catalogne, Belmont & Léon Besard.

M. Penancier, garde des sceaux, et Râteau, Directeur des affaires civiles et des grâces sont introduits.

I

Amnistie

Les déclarations de M. le garde des sceaux sur l'amnistie, recueillies par la sténographie, sont annexées au présent procès-verbal.

(Mm. le ministre de la justice et le Directeur des affaires criminelles prennent congé de la commission).

II

Indemnité de plus-value aux fermiers sortant

M. Lugol expose à la commission la situation au point de vue de la proposition de loi sur l'indemnité de plus-value aux fermiers sortant. Tout la discussion viendra vraisemblablement devant le Sénat dans la dernière semaine de mai.

La séance est levée à quinze heures et demie.

Le président:

L'un des Secrétaires:

J. Bonin

Armand Calmel

Présidence de M. Calmel.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Calmel, vice-président ; Boivin-Champeaux, secrétaire ; Lergol, Fourcade, Lurier, Veyssière, Lisbonne, Belmont, Lesaché, Curval Delthil et Catalogne.

Excusés : MM. Viollette, Léon Bérard et de Courtois.

I

Eloge de
M. Morand

M. le président fait l'éloge funèbre de M. Morand, que la commission applaudit.

M. le président adresse ensuite à M. Penancier, garde des Sceaux, ministre de la justice, ses vœux les plus sincères de prompt rétablissement, vœux aux quels s'associe l'unanimité de la commission.

II

Privilege des
communes.

La commission examine la proposition de loi de MM. Sari, Brunel, Borrel, Gallet, Bourdeaux, Savignol, Schrameck, Rambaud et Lisbonne, déposée le 7 avril 1933 sur le bureau du Sénat et tendant à établir un privilège au profit des communes et des départements qui ont accordé leur garantie d'intérêts aux organismes de construction d'habitations à bon marché. (Imprimé 228 de 1933 - n° du registre d'ordre).

M. Fourcade signale l'intérêt que cette proposition de loi a sur les finances de l'Etat. Il ajoute qu'il ne faut pas porter préjudice aux créanciers hypothécaires déjà inscrits ni aux titulaires d'hypothèques légales dispensées d'inscription. Le privilège, tel que le définit le projet, serait dangereux : mieux vaudrait une hypothèque légale.

M. Lesaché estime que la proposition de loi mériterait d'être étudiée plus mûrement.

Il fait penser aux entrepreneurs impayés.

Contre qui veut - on établit ce privilège ? Les principaux créanciers des habitations à bon marché sont les entrepreneurs.

M. Cuvral, comme M. Fourcade, ne veut pas que l'on crée ici un nouveau privilège.

M. Lesache rappelle que le privilège du constructeur est irréalisable, à cause des formalités qu'exige le Code civil.

M. Delthil estime que l'affaire demande mûre réflexion.

M. Lugol vient d'avoir un entretien avec M. Defon, secrétaire de la commission des finances. Cette commission se contenterait de la création d'une hypothèque abandonnant l'idée d'un privilège. Le texte proposé par M. Sari parle des départements et des communes, non de l'Etat. Dans les Bouches-du-Rhône il y a un krach des habitations à bon marché, qui ne trouvent plus de locataires. Il faut en arrêter la construction. L'Etat va réclamer aux communes des avances qu'il lui a accordées généreusement, ce sera fâcheux.

M. Linjès rejette le projet de privilège, comme M. Fourcade. Mais une hypothèque elle-même est-elle opportune ? on trouble la sécurité des prêteurs.

M. Cuvral ajoute qu'on tue le crédit.

M. Linjès demande qu'on laisse le droit commun s'exercer. Rien n'empêche les communes d'exiger la constitution d'hypothèques au moment du prêt.

M. Lesache fait partie, comme délégué du conseil général de l'Aube, de l'office des habitations à bon marché.

Il lui répugne de créer un privilège opposable aux entrepreneurs, même une hypothèque.

M. Fourcade déclare n'être pas très

énoncé par cette considération. La loi accorde un privilège à ceux qui ont prêté des deniers à des créanciers nantis eux-mêmes d'un privilège. Ce qui il y a d'anormal, c'est d'octroyer un privilège pour garantir des prêts futurs, éventuels.

C'est une injustice à l'égard des autres créanciers. M. Catalogne fait observer qu'une hypothèque peut être constituée à l'occasion d'une ouverture de crédit.

M. Lugeol cite la région parisienne, où les communes ont subi de lourdes pertes pour avoir fait des avances aux H. B. M.

M. Tourcade demande comment pourra être inscrite l'hypothèque s'il n'y a pas de date fixée pour l'exigibilité.

(La commission désigne M. Tourcade comme rapporteur et décide, à l'unanimité, que la proposition de M. Sari ne doit pas être incorporée dans la loi de finances).

La séance est levée à quinze heures.

Le président.
Armand Dubineff

L'un des secrétaires:

Armand Dubineff

Présidence de M. Calmel

La séance est ouverte à quatorze heures et demi

Sont présents : mm. Calmel, vice-président ;
de Courtois et Boivin-Champeaux, secrétaires ;
Brunel, Louis Martin, Philippoteaux, Goriand,
Dauthey, Delthil, René Renoult, Viollette,
Lisbonne, Belmont, Jean Bose, Lugol, Catalogne,
Eccard, Lesaché, Desjardins, Veyssière, Fournade,
Léon Bisard, Pol Chevalier, Chautemps, Brugnier,
Curral, Bourdeaux et Vallée.
Excusés : mm. Alfred Grand, Léon Bon et Laurance

I

Réponse de M. le
Garde des Sceaux.

M. le président fait part à la commission
d'une lettre qu'il a reçue de M. Penancier,
Garde des Sceaux, ministre de la Justice, par
laquelle il remercie la commission de ses vœux
de prompt rétablissement et lui annonce
qu'il reprendra dans quelques jours ses
occupations.

II

Bienvenue à
M. Desjardins.

M. le président souhaite la bienvenue à
M. Desjardins, nouveau membre de la
Commission.

III

Nomination du
président.

M. le président déclare que, quoique unique
vice-président, il ne sera pas candidat au
poste de président, l'aisi vacant par suite
du décès de M. Morand, étant donné qu'il
n'y aurait pas unité de candidature. Il
fait que le président ait le maximum
d'autorité. Il prie tous ses amis de
porter leurs voix sur un autre candidat.
M. Louis Martin pose la candidature
de M. Lugol.
Le scrutin est ouvert.

Votants : 27 —

M. Lugol 24 voix — (Élu)

3 bulletins blancs).

M. le président félicite M. Lugol de ce brillant résultat.
(applaudissements).

Présidence de M. Lugol.

M. le président remercie ses collègues de la marque éclatante de sympathie qu'ils viennent de lui témoigner. Il en est touché et confus. Il remercie particulièrement M. Calmel, qui s'est effacé et dont le talent égale la modestie. Il rappelle ses devanciers, mm. Penancier et Morand, dont il fait l'éloge, il prendra modèle sur eux. Il compte sur la bienveillance de tous les membres de la commission (applaudissements).

Il demande à ses collègues si, ultérieurement, un second vice-président doit être nommé.

(Il en est ainsi décidé)

La commission décide de s'en remettre à son bureau pour fixer la date de la prochaine séance, étant donné qu'elle aura lieu avant la fin du mois, pour entendre le rapport de M. Curral sur l'amnistie.

Le 14 juin figureront à l'ordre du jour les transports maritimes (M. Boivin-Champeaux, rapporteur) — et les warrants agricoles (M. Veyssière, rapporteur)

IV

Privilège des
communes.

M. Fourcade expose qu'il a vu M. Sari, lequel consent à ce que la proposition de loi sur le privilège aux communes pour garantie donnée aux sociétés de construction d'habitations à bon marché ne soit pas incorporée dans la loi de finances. Dans ces conditions, l'affaire sera ultérieurement discutée par la commission de législation civile. M. Sari a été informé des objections que soulevait la proposition.

74
V

Nouveaux
rapporteurs.

La commission prononce la question
métrable sur ~~gix~~ affaires dont M.
Morand était le rapporteur (n° 291, 365, 628
462, 524 et 559 du registre d'ordre).

M. Lesaché est désigné comme rapporteur
du projet de loi sur l'unification du droit
en matière de chèques (Imprimé 298 de
1933 - n° 643 du registre d'ordre).

M. de Courtois est désigné comme rapporteur
de la proposition de loi de M. Louis Martin
sur le code rural (Transport des animaux
domestiques) - (Imprimé 313 de 1933 - n°
644 du registre d'ordre).

M. Delteil est désigné comme rapporteur :

1° de la proposition de loi de M. Magnien
sur l'avancement des juges de paix.

(Imprimé 265 de 1932 - n° 613 du registre
d'ordre).

2° de la proposition de loi de M. Chéron
sur la conciliation (Imprimé 27 de 1931 -
n° 564 du registre d'ordre).

3° de la proposition de loi de MM. Dronet
Fouilloux sur l'avancement des juges de
paix (Imprimé 195 de 1926 - n° 252 du
registre d'ordre). [M. Jean Bosc est désigné comme rapporteur
de la proposition de loi sur la révision des banques commerciales
(Imprimé 149 de 1933 - n° 640 du registre d'ordre).

M. le président donne lecture à la
commission d'une lettre de M. le
Secrétaire général de la Présidence du
Sénat, en date du 11 avril 1933, sur la
modification du Règlement du Sénat et
de l'adoption d'un article 63 ter nouveau.
Les projets et propositions de loi ayant
neuf ans de date devront être examinés
par le Sénat avant le 1^{er} janvier 1934, à
peine de caducité.

La séance est levée à 15 heures 22 minutes.

Le président :

d'un des secrétaires :

Leconte

J. Hugot

VI
Caducité des
propositions
anciennes.

Présence de M. Lugol.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : Mm. Lugol, président, Calmel, vice-président, de Courtois et Boivin-Champeaux, Secrétaires, René Bensult, Brugues, Curral, Brunel, Vallier, Delthil, Pol Chavalier, Fourcade, Linger, Dauthy, Viollette, Lisbonne, Belmont, Ecart, Desjardins, Louis Martin, Bourteaux, Philippoteaux, Jean Bosc, ~~Chautemps~~ ^{Chautemps}
Excusés : Mm. Catalogne, Alfred Grand & Tauraine.

I
Affaires
nouvelles.

M. Pol Chavalier est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de Mm. Bosc, Steeg et Milan, relative à la transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de propriété immobilière et à la tenue à jour du cadastre par les notaires (Imprimé 332 de 1933 - n° 645 du registre d'ordre).

II
Amnistie

M. Curral expose l'objet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant amnistie (Imprimé 165 de 1933 - n° 639 du registre d'ordre).

M. Viollette déclare que la réintégration est un complément de l'amnistie, cependant il ne faut pas pénaliser les fonctionnaires qui ont été nommés à la place des fonctionnaires révoqués, on ne peut pas les rétrograder.

M. Calmel critique le texte voté par la Chambre des députés. Le projet du Gouvernement était conçu dans un excellent esprit, il n'amnistiait que les délits politiques. Aujourd'hui ce n'est plus une amnistie spéciale, c'est une amnistie générale. Pour les profanes, amnistie ou grâce, c'est la même chose. Il est dangereux de faire de l'amnistie à fit continu, de l'amnistie "rituelle", on encourage à commettre des délits en prévoyant l'amnistie. L'amnistie se justifie après la Commune ou après l'affaire

Dreyfus, par un intérêt social. Le Sénat se discréditerait aujourd'hui en ne restreignant pas l'amnistie. Ce sera certainement l'opinion de M. René Renoult, qui a proposé cette amnistie.

M. Viollette trouve cette opinion trop absolue; il faut reprendre une à une les espèces visées par le texte de la Chambre des députés.

M. René Renoult expose la genèse de son projet de loi. Tous les ministres n'étaient pas du même avis: les ministres de la Guerre et des Colonies voulaient une amnistie très restreinte. Aujourd'hui la situation n'est plus la même que lors du dépôt du projet de loi, ni même lors du vote de la Chambre. Il faut voir l'attitude que prend maintenant le Gouvernement: le garde des sceaux n'a pas fait d'objection aux adjonctions apportées par la Chambre, à l'amnistie est une prérogative gouvernementale. Waldeck-Rousseau l'a définie: l'amnistie intervient lorsque la Société a plus d'intérêt à effacer qu'à continuer de sévir.

M. de Cartois se rallie à l'opinion de M. Calmel. Les avocats eux-mêmes estiment qu'il n'y a plus de répression, étant donnée la fréquence des amnisties.

M. Del^{plus} Haut pense de même: après l'adoption du dernier article, une seconde délibération sera nécessaire, au cours de laquelle chacun pourra revenir sur ses votes antérieurs.

M. Curral promet qu'il y aura une deuxième délibération quand il aura son projet de rapport.

M. le président invite ses collègues à se mettre d'accord sur un principe: ou le texte primitif du Gouvernement — ou le texte voté par la Chambre des députés — ou le texte de la loi de décembre 1931.

M. Viollette estime qu'on doit prendre pour base de discussion le texte qui a été transmis au Sénat, c'est-à-dire celui de la Chambre des députés.

M. Linger pense que ce n'est pas en

22

contradiction avec la proposition faite par M. le
président. Si on prend pour base de discussion le
texte de la Chambre des députés, cela n'implique
pas, a priori, qu'on approuve ce texte.

M. Cuvral insiste pour la date des délits amnisties.
Si, depuis le dépôt du projet de loi, il y avait eu
quatre ou cinq gouvernements successifs, il ne
faudrait pas que quatre ou cinq amnisties se
superposent. Il faut prendre pour date celle du
dépôt du projet de loi. Si il y a des cas intéressants,
on pourra grâcier les condamnés.

M. Viollette insiste pour qu'on n'annule pas
l'œuvre de la Chambre

M. René Renoult rappelle que, lorsqu'il a déposé
son projet de loi sur l'amnistie, l'amnistie de
décembre 1931 était toute récente; il n'en est
plus de même aujourd'hui.

M. Fourcade relève qu'il n'y a même pas eu depuis ce
temps un an et demi.

M. le président rappelle les paroles de M. le garde des
sceaux Penancier quand il s'est expliqué devant
la commission: "La loi de 1931 m'aurait paru
suffisante."

La commission aborde la discussion de l'article 1^{er}
dont le 1^{er} vise, d'abord, les délits en matière de
réunion, d'élection, de conflits collectifs du travail
et de manifestations sur la voie publique.

Cette partie est adoptée par la commission, qui
rejette, au contraire, la fin du 1^{er}: "délits et
contraventions connexes", qui ne se trouvait pas
dans la loi de 1931.

M. Eccard, à propos du 2^o, prie ses collègues
de songer à l'organisation communiste dans
l'armée: il faut pas amnistier ici, surtout avec
cette fréquence.

M. Liège propose comme amendement le texte
de la loi de 1931.

M. René Renoult rappelle que le Gouvernement a
proposé d'amnistier même la provocation de

militaires à la désobéissance parce que c'est un délit politique.

M. Curral déclare que le chef du contentieux au ministère de la Guerre n'y est pas opposé.

M. Bourdeaux propose de mettre d'abord aux voix le texte de la Chambre des députés.

M. Viollette veut que chacun ait le courage de son opinion; que l'on mette aux voix chacun des décisions de la Chambre, il y aura des amendements extensifs ou restrictifs.

M. Bruguières souligne la différence: la loi de 1931 a été proposée par le Gouvernement Barthe et le projet actuel par le Gouvernement Herriot. (La commission décide de rapprocher le plus possible du texte de la loi de 1931).

M. Calmel demande la suppression de la fin du 2^e: "à tous les délits et contraventions prévus par la loi du 28 juillet 1894."

M. René Renoult avait fait une discrimination parmi les délits de la loi de 1894, il ne proposait pas de les amnistier tous.

M. Linger explique que le texte du Gouvernement changeait la compétence, mais n'amnistiait pas.

M. Curral demande, pour la fin de 2^e, qu'on en revienne au texte du Gouvernement et qu'on exclue les diffamations contre les particuliers: (adopté).

(Les 3^e, 4^e, 5^e de l'article 1^{er} sont adoptés).

Une discussion s'ouvre au sujet du 6^e.

M. Delthil déclare que c'est se moquer des gens que de parler d'une réintégration facultative.

M. Linger fait remarquer que la formule contraire serait aussi ironique: on n'a pas le droit d'imposer la réintégration aux particuliers.

(La commission adopte les deux premiers alinéas du 6^e et, pour le troisième alinéa, elle revient au texte de la loi de 1931).

M. Curral, au sujet du 7^o (fautes professionnelles des avocats et des officiers ministériels) indique qu'un avocat qui a reçu un blâme ne peut être bâtonnier; l'amnistie ferait disparaître cette incapacité.

M. Delthil ajoute qu'il y a des blâmes qui ne flétrissent pas, par exemple ceux qui sont infligés pour un manquement au règlement intérieur.

M. Eccard se plaint de ce que les jeunes avocats ne respectent plus les règles de la profession.

(Le 7^o n'est pas adopté).

M. Curral indique que le 8^o s'applique, par exemple, à des patrons qui ont occupé des ouvriers sans carte d'identité: les syndicats protestent.

M. Vallier ajoute qu'il y a des tâcherons qui occupent sur les routes des étrangers pendant huit ou dix jours, parce qu'ils ne trouvent pas d'ouvriers français.

M. Jean Bosc ne trouve pas que l'argument soit convaincant: la loi est la loi, il faut la respecter.

(Le 8^o n'est pas adopté).

M. Linger, au sujet du 8^{bis}, déclare que les petits patrons ruraux ne comprennent rien à la loi sur les assurances sociales.

M. Curral répond qu'ici les infractions sont difficiles à dépister.

M. Vallier objectent que des ouvriers disparaissent au bout de huit jours et que l'on poursuit des patrons qui ont exécuté leurs devoirs légaux.

(Le 8^{bis} n'est pas adopté).

M. Bouvin-Champeaux, au sujet du 9^o, fait valoir qu'il y a, dans les campagnes, de petites courses de chevaux organisées sans autorisation.

M. Delthil signale que le 9^o s'applique aussi aux paris clandestins.

(Le 9^o n'est pas adopté).

M. Linger, au sujet du 10^o, fait remarquer que les délits de chasse et de pêche n'ont rien de politique et ne devraient pas être compris dans cette loi d'amnistie.

M. de Courtois est du même avis : c'est la suppression de l'action publique. Les lois d'amnistie chevauchent les unes sur les autres, il suffit aux délinquants de faire traîner la procédure pour s'assurer l'impunité.
M. Vallier ajoute qu'il y a des sociétés qui font, pour empoissonner les rivières, des sacrifices qui seraient inutiles si on amnistiait les ravageurs.
 (Le 10^e n'est pas adopté).

M. Diriger, au sujet du 11^e - délits de grande voirie - dit que l'amnistie est un encouragement aux accidents d'automobiles.

M. le président signale que, si on élimine le 11^e, on s'écarte de la loi de 1931.

M. Calmel n'en tenant pas moins la suppression des 11^e.

M. le président est convaincu que, si le 11^e est éliminé, il sera rétabli, par voie d'amendement, en séance publique du Sénat.

(Le 11^e n'est pas adopté).

La commission

rejette le 12^e et le 13^e - maintient le 14^e (infractions relatives aux réquisitions) - rejette les nos 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 20^e^{bis}, 20^e^{ter}, - maintient les 21^e et 22^e (cartes d'identité des voyageurs de commerce et registre du commerce) - rejette le 23^e - maintient le 24^e (police sanitaire des animaux) - rejette les nos 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e et 30^e.

La commission, ayant terminé l'examen de l'article 1^{er}, décide d'étudier l'article 2 dans une séance ultérieure.

M. Eccard signale qu'en Allemagne on est très sévère contre tous ceux dont les actes ou les paroles compromettent l'union et la concorde entre Allemands.

M. Curral répond que la loi allemande d'amnistie de 1919 a été très large.

La séance est levée à dix-huit heures.

L'un des secrétaires :

Le président :

F. Kugel

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Lugol président, Jean Bosc, Pol Cheralais, Lisbonne, René Renault, Curral et Léon Berard.

Excusés : MM. De Courtois, Calmel, Bordin - Champagneux, Catalogne, Alfred Grand et Laurami.

I

Revision des Lois. M. Jean Bosc expose l'objet de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer, en vue d'obtenir une réduction pour les loyers antérieurs au 1^{er} juillet 1932 (Imprimé 149 de 1933 - n° 640 du registre d'ordre). Il expose les grandes lignes et les caractéristiques de cette nouvelle loi d'exception. Le Parlement est entré depuis longtemps dans cette voie et il l'a fait, récemment pour les loyers à ferme.

M. Léon Berard est convaincu qu'il en sera de même pour les loyers à loyer.

M. Jean Bosc reproche à la loi en discussion d'être une loi parcellaire de déflation : mieux vaudrait une mesure générale de déflation.

M. le président estime qu'il est indispensable de prévoir dans la loi la modification de l'état économique.

M. Jean Bosc signale qu'au début de l'article 1^{er}, le mot "normaux" est impropre. On a voulu dire "originaux" mais le terme se trouve déjà dans la loi de 1925. D'autre part, la Chambre a adopté la date du 1^{er} juillet 1932 après une longue discussion. Cette date est mal choisie : en juillet 1932, la crise économique

Sevissait déjà, on ne peut pas, à cette date, parler d'imprévision. Néanmoins, on peut accepter cette date, si on en choisissait une autre, la Chambre rétablirait sa décision antérieure.

M. Curral ajoute que les baux qui ont été conclus en 1932 ne seront pas révisables.

(la commission adopte pour les articles successifs de la proposition de loi, un texte s'écartant le moins possible de celui de la Chambre des députés — le rapport est approuvé; M. Jean Bosc est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à dix sept heures sept minutes

Le président:

L'un des secrétaires:

Curral

J. Bosc

Présidence de M. Lugal

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Lugal, président; Calmel, vice-président; de Courtois et Bouvier-Champeaux, Secrétaires; Léon Berard, René Rensault, Seyssie, Pol Chervelier, Desjardins, Jean Bosc, Belmont, Luriger, Philippoteaux, Vallier, Goriaud, Leblanc, Viollette, Delthie, Lisbonne, ~~et~~ Fourcade, Louis Martin, Dauthy.

Excusés : MM. Léon Bon, Alf. Grand, Faure, Currel et Catalogne.

I

Election d'un
vice-président

La commission procède à l'élection d'un second

vice-président

Nombre des votants : 20

Majorité absolue : 11

ont obtenu :

M. Fourcade ---- 11 voix Elu

de Courtois ---- 9 voix.

M. Fourcade remercie la commission.

M. de Courtois le félicite.

II

Amnistie.

M. le président expose que M. Currel s'est excusé de ne pouvoir assister à cette séance et fait des réserves sur le point de savoir s'il conservera la charge de rapporteur. Il y aurait lieu de discuter la suite du projet de loi vendredi à 14^h 1/2. M. de Courtois fait remarquer que, ce jour-là, il y aura vraisemblablement séance publique du Sénat pour la revision des lois commerciales.

M. Calmel signale que vendredi prochain il ne sera pas à Paris.

M. Belmont se continue mercredi prochain la discussion du projet sur l'amnistie.

M. le président rappelle que ce projet est urgent, on ne peut pas attendre si longtemps.

(la commission décide qu'elle se réunira vendredi à 14^h et tenue pour discuter la suite du projet de loi sur l'amnistie).

III
Transport des
marchandises
par mer.

M. Boivin-Champeaux, rapporteur pour avis, expose l'objet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux transports des marchandises par mer. (Imprimés 609 de 1931 et 684 de 1932 - n° 529 du registre d'ordre). Le rapport au fond a été fait par M. Veysière au nom de la Commission de la marine. (L'avis est approuvé - M. Boivin-Champeaux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

IV
Convention franco-italienne sur l'exécution des jugements.

M. Pol Chevalier, rapporteur pour avis, expose l'objet du projet de loi sur la convention franco-italienne relative à l'exécution des jugements (Imprimé 774 de 1931 - n° 601 du registre d'ordre). (L'avis est approuvé - M. Pol Chevalier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

V
Désignation pour la commission des pétroles.

M. Boivin-Champeaux est désigné par la commission, conformément aux dispositions de la loi de budget de 1933, pour faire partie de la commission d'études concernant l'éventualité d'un monopole d'Etat sur les pétroles.

La séance est levée à seize heures trois quarts

Le président :

L'un des secrétaires :
P. M. M. M. M. M.

L. Hugot

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à seize heures cinquante ms.

I

Capacité
de la femme
mariée.

M. René Renuault donne lecture de son projet de rapport sur le projet de loi portant modification des textes du code civil relatif à la capacité de la femme mariée et aux régimes matrimoniaux (Imprimé 594 de 1932 - n° 625 du registre d'ordre).

M. le Président le remercie et le félicite.

M. Louis Martin estime que la question est très grave.

Il est d'accord avec M. René Renuault sur le principe général, mais le rapport embrasse un ensemble de questions qui appellent la réflexion.

Il semble nécessaire que ce rapport soit préalablement envoyé à tous les membres de la commission et que plusieurs séances spéciales soient consacrées à sa discussion.

M. René Renuault fait remarquer que les réformes par lui proposées n'ont rien de commun avec l'octroi des droits politiques aux femmes. Il ne faut pas faire appel aujourd'hui à des moyens dilatoires. Le texte du projet de loi et l'exposé des motifs ont depuis longtemps été imprimés et distribués à tous les membres du Sénat.

M. Fourcade déclare que le point délicat, c'est l'égalité des droits des époux.

(La commission décide de poursuivre l'examen de cette affaire dans une séance ultérieure).

La séance est levée à dix sept heures et demie.

Le président:

Le vice-président:

Secrétaire:

Lugol

Présidence de M. Ligol

La séance est ouverte à quatorze heures et demi.

Sont présents : Mm. Ligol, président, de Courtois et Boivin-Champeaux, secrétaires ; Léon Bédard, Brunel, Pol Chevalier, Curval, Fourcade, Bourdeau, Delteil, Linger, Desjardins, Louis Martin et Vallier.

Excusés : Mm. Calmel, Lauraine, Alfred Grant et Belmont.

I

Revision des
lois commerciales.

M. le président rappelle que, dans la matinée, l'Assemblée a adopté les articles 1^{er} et 2 de la proposition de loi sur la revision des lois commerciales, en réservant toutefois le dernier alinéa de l'article 1^{er}, sur lequel plusieurs amendements ont été déposés. La loi sur la propriété commerciale a procuré de gros avantages aux sociétés à succursales multiples, jusqu'à doubler parfois leur actif. Dans la région de Meaux, il n'y a plus de petits épiciers.

M. Brunel objecte que, si l'on vise toutes les sociétés anonymes, il y en a de petits.

M. le président ajoute que, par contre, le "plantain de Caiffa" n'est pas une société anonyme.

M. Brunel rectifie : c'est devenu, depuis peu, une société anonyme.

M. le président donne lecture de l'amendement de M. Lébret. Le texte ne s'applique qu'à un très petit nombre d'intéressés.

M. Fourcade signale qu'il y a aussi un amendement de M. Lefas, qui exclut non seulement les sociétés, mais même les particuliers qui, comme locataires, ont bénéficié des lois de guerre.

82

Le texte de la Chambre des députés légifère pour ce qui se passera dans trois ans, sans savoir quel sera alors l'état économique. D'ailleurs, il est inapplicable, car il y a contradiction entre les six mois et les trois ans : il faudrait ajouter qu'après les trois ans, un délai de six mois courra au profit des gens visés dans cet alinéa.

M. de Courtois montre qu'il y a un autre inconvénient dans les mots "prix des loyers de 1914". Que décider si quelqu'un dit : "J'ai bénéficié des lois de 1914, mais pas dans cet immeuble." ?

M. Linger demande pourquoi on n'étendrait pas cet alinéa à toutes les catégories de locataires.

M. Boivin-Champeaux estime que le plus simple serait de supprimer totalement le dernier alinéa de l'article 1^{er} du texte du rapport de M. Jan Bosc.

M. Brunel dit à la commission qu'à Paris beaucoup de locataires ne peuvent plus payer même leurs impôts : deux milliards d'impôts sont impayés.

M. le président souligne que la suggestion de M. Boivin-Champeaux est favorable aux locataires.

M. Brunel commente le texte de la Chambre : il y a des locataires qui, du fait des lois de guerre, ont payé un loyer minoré ; on veut qu'en trois ans les propriétaires aient récupéré leurs pertes. Dans trois ans, ces locataires pourront demander la révision de leurs loyers. Il semble que M. Fourcade voudrait les priver de ce droit, même après l'expiration des trois ans.

M. Linger voudrait étendre même aux particuliers l'exclusion admise par la Chambre pour les sociétés.

M. le président est convaincu que la Chambre ne l'accepterait pas, car elle ne se rendrait pas compte que cela s'applique à peu de gens.

(Il en est ainsi décidé, l'exclusion ne s'appliquant qu'aux sociétés)

M. Linger donne lecture de l'article
additionnel qu'il propose, sous le n° 10^{bis},
afin d'éviter une spéculation éhontée.

M. Boivin. Chagneaux approuve cet amendement
mais fait remarquer que sa rédaction n'est
pas en harmonie avec celle de la loi sur la
propriété commerciale.

(La commission adopte le principe de
l'amendement de M. Linger, l'invitant à
modifier sa rédaction).

La séance est levée à quinze heures.

Le président: —
L'un des secrétaires: — Ban. An —
L'Autre: — J. Luge —

409^e séance2^e Séance du vendredi 16 juin 1933.

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à dix-sept heures quinze minutes.

Sont présents : MM. Lugol, président, de Courtois, secrétaire, Curval, Delthil, Dauthy, Desjardins, Brunel et Gallier.

I
Amnistie

M. Delthil propose à la commission, à titre d'amendement, de reprendre, purement et simplement, le texte du projet de gouvernement de M. Herriot, projet déposé sur le bureau de la Chambre des députés par M. René Rensault, projet que n'a retiré ni le gouvernement Paul-Boncour, ni le gouvernement Daladier. De la sorte, on n'aurait pas à faire des incursions dans les délits de droit commun.

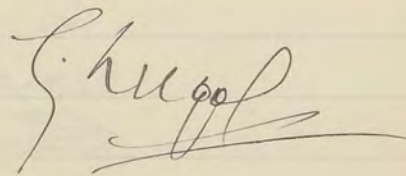
M. Curval accepte la proposition de M. Delthil, mais il demande le bénéfice de la grâce amnistiante pour ceux qui ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis.

(Cette suggestion est acceptée par la commission —

M. Curval est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat.

La séance est levée à dix-sept heures et demie.

Le président :



L'un des secrétaires :

Boin. Alam

Séance du mardi 20 juin 1933

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Lugol, président; Fournade et Calmel, vice-présidents; Boivin-Champeaux et de Courtois, secrétaires; Leblanc, Veysière, Belmont, Le Bail, Liger, René Renoult, Cuvral, Desjardins, Louis Martin, Brunel, Delteil et Vallier.

Excusés : mm. Alfred Grand, Laurance & Catalogne.

I

Billets de fonds.

M. le président expose que le Sénat va discuter aujourd'hui la question des billets de fonds de commerce. L'affaire a été renvoyée exclusivement à la commission du commerce. Il ne serait pas surprenant que le Sénat renvoyât cette affaire, pour avis, à la commission de législation civile. Bien que ce renvoi pour avis soit logique, la commission de législation civile ne le sollicitera pas, pour ne pas paraître faire d'obstruction par des manœuvres dilatoires, surtout à la veille des vacances.

II

Propriété
Commerciale.

M. le président expose que la Chambre des députés vient de renvoyer au Sénat, pour la quatrième fois, la loi sur la propriété commerciale : cette loi est urgente. M. Jean Bose désirerait en être le rapporteur, comme de toutes les affaires sur les loyers, précédemment confiés à M. Moreau, mais il est absent de Paris & ne rentrera que le mardi 27. En attendant, M. le président offre à ses collègues de leur exposer, le lendemain, mercredi, les différences entre le texte de la Chambre & celui du Sénat. Il lui semble que l'accord

entre les deux assemblées est aisément réalisable.
La Chambre a cédé sur un certain nombre de points.
(Il en est ainsi décidé).

La séance est levée à quinze heures.

Le président :

L. Hugo

L'un des secrétaires :

Bern. Gant

Séance du mercredi 21 juin 1933.

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Lugol, président, Calmel et Fourcade, vice-présidents; Bouvin-Champeaux et de Cartois, secrétaires; Delthil, Dauthy, Belmont, Leblanc, Brunel, Goriand, Linger, Bourdeaux, Desjardins, Cudral, René Renoult, Lisbonne, Louis Martin et Vallier.

Excusés : MM. Catalogne, Alfred Grand, Lauraine et Philippeaux.

I
Billets de
fonds de commerce

M. le président rappelle à la commission que le Sénat, dans sa séance d'hier, a renvoyé à l'examen de la commission de législation civile la proposition de loi sur les billets de fonds de commerce. La commission de législation aurait pu être saisie au fond.

Ce matin, un amendement nouveau a été déposé par MM. Raynaldy et Millies-Lacroix, concernant la répercussion de l'article 1^{er}. Il prévoit une cascade de recours.

L'avis de la commission de législation civile doit être donné au Sénat dans la séance publique de demain. M. le président a préparé un amendement, dont il donne lecture : ce n'est pas l'article 1264 du code civil qui est en cause, ce sont les articles 157 et 187 du code de commerce.

M. Goriand demande ce qui arrivera si le signataire du billet est mort.

M. le président répond que la succession sera tenue des mêmes obligations.

M. Linger estime qu'il est mieux valu donner à l'acheteur du fonds de commerce

le droit de faire réduire son prix d'achat.

M. le président pense qu'on pourrait laisser au juge le droit de fixer dans quelle proportion le prix dû doit être versé immédiatement.

Dans l'amendement de M. Dauthy, à l'alinéa 2, les délais sont renouvelables. D'autre part, il faudrait rectifier le dernier alinéa, puisque c'est le tiers porteur qui a besoin d'être protégé.

M. Lisbonne craint qu'avec le système proposé on ne donne toujours tort au tiers porteur.

M. Linger relève l'avantage qu'il y a à faire payer par le débiteur une partie de ce qu'il doit tout de suite.

M. le président déclare que celui-là seul peut espérer conserver le fonds qui a des capitaux à sa disposition, même en quantité insuffisante : sinon, il sera dans le même embarras l'année prochaine.

M. Dauthy estime que l'intérêt bien compris du créancier, c'est que le débiteur conserve son fonds.

M. le président voudrait ne pas faire échec à la disposition du code de Commerce qui refuse le délai de grâce pour les effets de commerce. Il ne faut pas que le délai accordé par le juge soit renouvelable : autrement, le porteur du billet de fonds ne serait jamais payé.

M. Brunel fait remarquer que le billet impayé peut n'être pas le dernier de la série échelonnée.

M. Dauthy désirerait qu'on atténuat le taux des intérêts.

M. Linger estime qu'il est inutile de venir au secours de celui qui ne peut pas payer 20% de ce qu'il doit.

M. Curral ajoute que si, dans le premier alinéa, on oblige l'acquéreur à offrir de payer immédiatement la moitié du montant du billet, le juge, dans l'hypothèse du second alinéa, ne descendra jamais au -

dessous de la moitié.

M. le président répond que le juge fera faire une enquête sur la solvabilité du débiteur, il demandera aux huissiers s'il y a eu des protêts.

M. Linger expose que le juge ne connaît pas les parties & que, dans les grandes villes comme Nantes, il est difficile de connaître la solvabilité des commerçants. D'autre part, quelle sanction y aura-t-il si l'offre n'est pas faite dans la huitaine de l'échéance? Etant donné que le protêt est dressé le lendemain, il vaudrait mieux que l'offre fût antérieure ou concomitante à l'échéance.

M. Daubry insiste sur ce fait que l'intérêt, pour la retraite, doit être calculé au taux légal.

M. Linger demande ce qui sera décidé pour les traites en souffrance, échues avant la promulgation de la loi.

M. le président, répondant à M. Curval, estime qu'il ne serait pas élégant de rejeter les conclusions de la commission du commerce, on ne peut pas lui reprocher d'avoir fait autre juridique.

M. Linger signale que la commission de législation civile, saisie pour avis, aura l'air, en proposant un texte, de dessaisir la commission du commerce, qui n'a proposé aucun.

M. Daubry répond que ce n'est pas ainsi que la question se pose, puisque la commission de législation civile a été saisie à l'occasion de la discussion d'un amendement.

M. René Renoult constate que, néanmoins, les deux commissions sont en conflit et que le Sénat les départagera.

M. le président ne pense pas qu'il y ait un conflit, puisque la commission de législation civile, à la différence de la

commission du Commerce, ne pose pas la question sur le terrain de l'article 1244 du code civil. (La commission désigne M. Rigol comme rapporteur pour avis).

(M. Caillier, rapporteur de la commission du commerce, est introduit).

M. le président félicite M. Caillier de son rapport et de son exposé à la tribune du Sénat : il lui donne communication du texte auquel la commission de législation civile vient de donner son approbation.

M. Caillier a défendu devant la commission du commerce et devant le Sénat ce principe que tout commerçant doit honneur à sa signature. Tout texte transactionnel qui admet ce principe sera accepté par la commission du commerce. Il ne faut pas de moratoire pour les effets qui comportent la clause à ordre. Le texte dont M. le président vient de donner lecture lui semble acceptable.

M. Linger reconnaît qu'il comporte un moratoire partiel.

M. le président rectifie en ce sens que la retraite pourra être escomptée au profit du tiers porteur. Il faut bien que le grefier y inscrive la mention du paiement partiel.

M. Curral juge nécessaire que le nouveau billet conserve les effets de l'ancien contre les endosseurs.

M. le président répond que ce n'est pas possible, puisqu'ils ne l'ont pas signé, mais le premier billet conserve ses effets vis-à-vis des endosseurs.

M. Curral en conclut que, de toutes facons, les garanties du tiers porteur ne seront pas moindres.

II
Propriété
Commerciale.

La commission examine la proposition
de loi sur la propriété commerciale,
que la Chambre des députés, dans sa
séance du 13 juin 1933, lui a renvoyé
pour la quatrième fois.

Elle arrête un texte susceptible
d'être accepté par la Chambre.

(Le rapport est approuvé. M. Dugol est
autorisé à le déposer sur le bureau
du Sénat).

La séance est levée à dix sept heures et demie.

Le président:

L. Dugol

Un des Secrétaires:

Dumortier

Présidence mm. Lugol

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents: M. Lugol, président; Bouvin-Champeaux, Secrétaire; Brunel, René Renoult, Deltie, Léon Berard et Louis Martin.

I

Capacité de
la femme
mariée.

La commission étudie le projet de loi portant modification des textes du code civil relatifs à la capacité de la femme mariée et aux régimes matrimoniaux. (Imprimé 594 de 1933 - n.º 625 du registre d'ordre).

M. René Renoult expose que le projet de loi qu'il a déposé étant ministériel a un double objet: le premier est de relever la femme mariée de son incapacité (c'est l'article 1^{er} du projet), le second est de modifier le régime matrimonial de droit commun. Pour le moment, le Sénat ne devrait appeler à statuer que sur l'article 1^{er} du projet sur un rapport spécial. La réforme des régimes matrimoniaux ferait l'objet d'un rapport ultérieur. La réforme est posée dans le nouvel article 215 du code civil, qui serait ainsi conçu:

"La femme mariée a, sous tous les régimes
"matrimoniaux et à peine de nullité de toute
"clause contraire, le plein exercice de sa capacité civile
"sans qu'elle ait besoin de recourir à l'autorisation
"de son mari ou de justice sous réserve des
"dispositions légales relatives aux divers régimes
"matrimoniaux".

M. Viollette déclare que le début de ce texte est en contradiction avec le fin et qu'il ne cadre pas avec le régime de la communauté légale.

M. René Renoult répond que la femme ne peut pas transférer aux tiers plus de droits qu'elle n'en a elle-même. Le mari seul est

administrateur de la communauté, la femme mariée ne pourra disposer que de la nue propriété de ses propres.

M. Viollotte craint que, si on ne vote d'abord que la partie du projet relative à la capacité de la femme mariée, les clauses relatives au jeu normal du régime de communauté seront, en fait, inopérantes. Par ailleurs, il y a des femmes qui sont des plaideuses incorrigibles, elles se ruineront en faisant des procès contraires à tout bon sens et la communauté en pâtira.

M. René Renoult répond que le projet contient une soupape de sûreté : sur la demande du mari, le tribunal pourra restreindre les pouvoirs de la femme.

M. Brunel se demande si la loi sera facile à appliquer aux gens déjà mariés au jour de la promulgation.

M. René Renoult répond que la partie finale de l'article 215 proposé contient la réserve nécessaire.

M. Léon Bérard estime, dans ces conditions, que l'article 1^{er} aura peu d'influence sur les gens actuellement mariés. Il ne jouera réellement que pour les mariages futurs.

M. René Renoult répond que, dès la promulgation de la loi, l'effet moral sera considérable.

(Le rapport est approuvé dans la mesure où il porte sur l'article 1^{er} du projet de loi -

M. René Renoult est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à seize heures trois quarts.
Le président :

L'un des secrétaires :

[Signature]

[Signature]

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents: Mm. Lugol, président, Bouvin-Champeaux et de Courtois, secrétaires, et René Renoult.

I

Suspension des
majorations de
loyers

La commission étudie la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par celle du 29 juin 1929, réglant les rapports des bailleurs et des locataires de locaux d'habitation. (Imprimé 401 de 1933 - n° 549 du registre d'ordre).

M. Bouvin-Champeaux demande le rejet de ce texte, l'article 2 lui paraissant inacceptable.

M. de Courtois est favorable à l'art. 1^{er} seulement.

M. le président explique que ce texte ne concerne que les locaux d'habitation, ce que le législateur a accordé aux propriétaires au compte-gouttes, on veut le leur retirer.

Mieux vaudrait un moratoire général.

Il y a aujourd'hui des locaux vides partout.

M. de Courtois répond que ce sont des locaux d'un prix élevé, qui sont revendus au droit commun.

M. René Renoult est favorable au texte de la Chambre, intégralement.

M. le président fait observer qu'il y a des baux récents conclus à un prix supérieur à celui qu'autorise la chambre. On pourrait admettre une augmentation fractionnée, progressive, à chaque terme. Les impôts et les réparations à la charge du propriétaire augmentent toujours et on peut envisager l'éventualité d'une inflation.

M. Boulin-Champeaux ajoute que ce n'est plus seulement aux contrats que l'on porte atteinte, c'est à la loi elle-même. Il serait préférable que l'on votât une mesure particulière en faveur des chômeurs.

M. René Renoult signale que la Chambre a adopté son texte à l'unanimité et que le Sénat sera bien obligé de l'accepter, lui aussi, ou quelque chose d'approchant.

M. de Courtois demande si on ne pourrait pas accorder au locataire, sur sa demande, un moratoire des 15 %, pour cette année seulement.

M. le président répond que, si on entre dans cette voie, on prorogera cette mesure l'an prochain, et que l'article 2 est né d'un amendement déposé au cours d'une séance de la Chambre.

M. Boulin-Champeaux constate qu'il y a une sorte d'émulation entre les députés et qu'il convient de retourner au droit commun (la commission décide de poursuivre sa discussion dans une séance ultérieure).

La séance est levée à quinze heures.

Le président:

L'un des secrétaires:

J. Bouin. An

L. Hugel

Présidence de M. Ligol

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Ligol, président; Calmel, vice-président; Bouvin-Champeaux et de Courtois, secrétaires; Jean Bosc, Bourdeaux, Belmont, Veyssière, Vallier d'Isbotme.

Excusés : MM. Fourcade, Louis Martin, Alfred Grand & Lauraine.

I

Suspension
des majorations
de loyers.

La commission poursuit la discussion de la ville.

M. Bouvin-Champeaux se prononce pour le rejet du texte adopté par la Chambre des députés.

M. Bourdeaux se prononce pour son adoption.

M. Belmont rappelle que la prorogation a été accordée aux locataires sous condition qu'ils paieraient, aux époques déterminées par la loi, 15% de plus au propriétaire. Aujourd'hui on voudrait maintenir la prorogation tout en supprimant les 15%. Il y aurait lieu de faire des distinctions suivant que locataire ou propriétaire seraient inscrits ou non à l'impôt sur le revenu.

M. Bouvin-Champeaux ne goûte pas beaucoup ce criterium.

M. Belmont rappelle que le vote du texte a été acquis, à la Chambre, à la quasi-unanimité.

M. Vallier cite l'exemple de la ville de Grenoble où de nombreuses maisons sont possédées divisément par plusieurs propriétaires. Dans telle maison, il y a onze propriétaires, gens âgés, pauvres, qui ont acquis une partie de maison avec toutes leurs économies. Le prix 1914 des réparations est multiplié par 10. Ces gens là se plaignent - d'autant plus que les lois sur les loyers ne visent pas les maisons construites depuis peu. Ils sont désespérés.

et s'insurgent contre des lois qui ne sont faites que pour Paris.

M. Pol Chevalier constate que les petits rentiers et les petits propriétaires ne se plaignent pas, quoique malheureux.

M. le président pense que ce sont cependant les plus à plaindre.

M. Boivin-Champeaux se demande si on ne pourrait pas supprimer pour un an les 15%, en avançant d'un an, à titre de compensation, le retour au droit commun.

M. le président objecte qu'il est difficile de prévoir ce que sera l'état économique dans cinq ans.

M. Bouteaux reproche à tels ou tels de ne pas vouloir que les propriétaires fassent leur tribut dans la crise.

M. Boivin-Champeaux déclare qu'ils le paient largement.

M. Bouteaux cite un appartement, dans Paris, qui était loué 3.200 francs avant guerre et pour lequel on demande aujourd'hui 28.000 francs.

(La commission rejette le texte adopté par la Chambre des députés, désigne M. Boivin-Champeaux comme rapporteur et l'autorise à déposer son rapport sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à quinze heures trois quarts

Le président:

L'un des secrétaires,

Paris

F. Hugel

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : Mm. Lugol, président; Colmel, vice-président; De Courtois et Boivin-Champeaux, secrétaires; Delteil, Jean Bosc, René Renoult, Louis Martin, Curral et Bourteaux.

Excusés : Mm. Fourcade, Catalogne, Lauraine et Alf. Grand.

I
Révision des
lois
commerciales.

La commission examine le texte qui vient de transmettre la Chambre des députés, avec de nouvelles modifications, sur la révision des lois commerciales. (Voir ci-dessus, page 86)

M. Curral estime que pour les grands magasins et les maisons à succursales multiples, il n'y a pas besoin de venir à leur secours.

M. René Renoult demande où est la ligne de démarcation : à partir de quel nombre peut-on considérer que les succursales sont multiples?

M. Jean Bosc répond qu'il s'agit de maisons ayant au moins trois succursales.

M. De Courtois remarque qu'on sort du domaine du droit & que l'on fait valoir des arguments d'ordre sentimental.

M. René Renoult est certain que l'amendement Lebert sera repris au Sénat et adopté.

(Par 3 voix contre 3, la commission repousse le texte de la Chambre et adopte l'amendement Lebert.)

(La commission adopte également l'amendement Fiori).

M. Jean Bosc demande à la commission de reprendre l'alinéa 2 de l'article 3, supprimé par la Chambre, qui encourageait la construction.

(Il en est ainsi décidé).

M. Jean Bosc demande que l'on rétablisse la compétence du tribunal civil. À Paris, les rôles des justices de paix sont encombrés. La Commission de législation de la Chambre avait accepté la compétence des tribunaux civils, la Chambre ne l'a pas suivie.

(On reprend la compétence des tribunaux civils)
La commission modifie dans le même sens l'article 8.

M. Jean Bosc rappelle qu'à l'article 11, le Sénat avait adopté l'amendement Linjès, interdisant pendant trois ans la cession des baux révisés par la présente loi. La commission de législation civile de la Chambre l'avait accepté; elle a changé d'avis en séance. La Chambre a disjoints cet amendement, qui tendait à combattre la spéculation.

M. le président suggère que l'on pourrait présenter un autre texte, mettant mieux en lumière le désir du Sénat.

M. Curval croit que cette spéculation sera rare.

M. Jean Bosc fait valoir que la valeur du bail est intégrée dans le prix du fonds de commerce.
(Le texte de la Chambre est accepté).

(Le rapport de M. Jean Bosc est approuvé: il est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à 16 heures un quart.

Le président:

L'un des secrétaires:

Leuninger

J. Bosc

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : Mm. Lugol, président, Fourcade, vice-président, de Courtois et Boivin-Champeaux, secrétaires, Pol Chevalier, Desjardins, Leblanc, Veyssié, Delthé, Currel, Linger, Vallier, Lisbonne, René Renault, Brugier, Belmont et Viollette.

Excusés : Mm. Calmel, Alfred Grandet Lauraine.

Sont introduits : M. Penancier, garde des sceaux, Paganon, ministre des travaux publics, Râteau, directeur des affaires criminelles au ministère de la Justice, Guinand, secrétaire général du ministère de la guerre, Porté et Bétu, du ministère de la guerre.

I

Amnistie

M. le président remercie les deux ministres et leurs collaborateurs d'être venus au sein de la commission de législation civile.

M. Currel leur rappelle quel est le sentiment de la commission sur l'amnistie, tel qu'il résulte du rapport et de la discussion en séance publique. La commission a eu des scrupules quant à la réintégration obligatoire, elle a pensé qu'elle pourrait intégrer dans le projet la réintégration facultative des fonctionnaires.

M. le président énumère les trois points délicats : grâce amnistiante, qui regarde le garde des sceaux — question des cheminots, qui regarde le ministre des travaux publics — amnistie militaire, qui regarde le secrétaire général du ministère.

M. Paganon s'excuse de ne pas s'être trouvé présent à la séance du Sénat lorsqu'il a été mis en cause, il accompagnait alors le président de la République à l'École Supérieure des mines. Il a négocié avec les

réseaux pour obtenir un avenant au projet de loi sur la réintégration. Dès qu'il est arrivé au ministère des Travaux publics, il a étudié le dossier de chacun des Cheminots révoqués, il y avait là-dessus des situations très douloureuses, que le ministre doit s'employer à faire cesser. Il a demandé aux réseaux de réintégrer les Cheminots. Le 23 juin, il a déposé à la Commission des Travaux publics de la Chambre deux avenants sur cette affaire. Il donne lecture des engagements pris par les présidents des conseils d'administration des grands réseaux. Il y avait des agents mineurs qui, au retour du service militaire, n'ont pas été remis dans leur emploi antérieur. Le ministre a lié leur situation avec celle des révoqués non réintégrés.

Une annexe a été ajoutée à la lettre du 23 juin 1933: s'ils le désirent, les réintégrés vont pouvoir, dès maintenant, rentrer dans le cadre des réseaux auxquels ils appartenaient jadis; ils pourront verser à la caisse des retraites avant leur réaffectation à un nouveau poste.

M. le ministre donne la statistique des révoqués et celle des demandes de réintégration; 3611 cheminots sont aujourd'hui susceptibles d'être réintégrés. Le réseau de l'Etat a réintégré depuis longtemps ses cheminots révoqués. La Commission des Travaux publics de la Chambre des députés a, à l'unanimité, approuvé le projet du ministre; la Commission des finances l'étudie actuellement.

M. Curral observe que, dans ces conditions, la Commission n'a plus à s'occuper des cheminots.

M. Bruguière demande combien il y a eu de Cheminots révoqués en 1920.

M. Paganon, ministre, répond qu'il y en a eu 7674, le réseau de l'Etat étant exclu.

M. Bruguière demande si, sur les 3611 dont a parlé le ministre, il n'y en a pas qui soient âgés, infirmes, incapables de reprendre du service.

M. Paganon répond qu'il y en a certainement. Il a lui, personnellement, plus de 2000 dossiers sous les révoqués se demandant par à être réintégrés.

Certains d'entre eux n'ont pas fait de demandes depuis cinq ans, et même huit ~~ans~~, si bien qu'il n'y a pas, en fait, 3611 agents à réintégrer.

M. Bruguière demande par qui sera fait l'examen médical dont il est parlé dans l'avenant.

M. Paganon répond que 'il sera fait par le médecin de la compagnie, sauf appel devant un médecin du ministère.

M. Bruguière demande si l'avenant concernant la réintégration des cheminots est lié à l'avenant général.

M. Paganon répond que, d'accord avec M. Daladier, il a demandé aux réseaux d'examiner d'abord la réintégration des cheminots. Il y aura, dans le conseil d'administration de chaque réseau, deux administrateurs d'Etat, qui apprendront leur métier pour le jour où le réseau deviendra la propriété de l'Etat. D'autres précautions ont été prises, envisageant le retour du matériel à l'Etat, ce qui constituera pour lui un bénéfice de deux milliards. On diminuera l'impôt très dur dont sont grevés les chemins de fer et on relèvera d'autant les tarifs: la somme due par les usagers sera la même. L'avenant parle également du transport des colis postaux au domicile du destinataire. Tous ces points seront discutés à la rentrée parlementaire. Il est ensuite question dans l'avenant des principes de gestion, puis de la fusion de la C^{ie} du Midi et de la Compagnie P.O. Pour ces deux réseaux il n'y aura plus, en tout, qu'un seul directeur général, appartenant au P.O., et un seul directeur g^{al} adjoint, appartenant au Midi. Pour les petites lignes, l'autorail sera substitué aux trois trains quotidiens.

Le ministre reprendra 500 millions sur le service automobile des marchandises. On va organiser un transport automobile des marchandises et des autocars; il ne faut pas que les routes appartiennent aux gros camions.

Le P.O. a cédé au réseau de l'Etat la ligne de Landernau à Sarvenay, ~~elle~~ il n'a pas voulu ceder le tronçon de Sarvenay à Nantes.

M. le président et M. Bruguières remercient M. Paganon de ses explications.

M. Paganon promet de réitérer à la tribune du Sénat ses explications qu'il vient de donner à la Commission.

(M. Paganon prend congé de la commission).

M. Penancier, garde des sceaux, constate que les explications de M. Paganon ont beaucoup simplifié celles qu'il avait l'intention de donner à la commission. On craignait que les réseaux ne réclamaient des dommages-intérêts à l'Etat, l'accusant qui vient d'intervenir a dissipé cette crainte.

En ce qui concerne les fonctionnaires révoqués, on a toujours écarté la réintégration des militaires depuis la déclaration du général Nollet en 1925. Pour les fonctionnaires civils, elle sera facultative. Le garde des sceaux aurait préféré un texte plus impératif.

Dans quelles conditions interviendra cette réintégration : Dans la situation où aurait été le fonctionnaire s'il n'avait pas été révoqué, ou bien dans sa situation au jour de sa révocation ? Ce point est douteux. Le problème a perdu la majeure partie de son intérêt depuis la réintégration des cheminots : on donnait à ce sujet des chiffres très variés. Faut-il réintégrer en masse une quantité de fonctionnaires. D'ailleurs, on ne peut mettre à la porte le fonctionnaire unique - le secrétaire de la mairie, par exemple - qui a remplacé le fonctionnaire révoqué.

Reste la question des débits de droit commun. Il eût été préférable que la commission déterminât nettement les cas où l'amnistie doit être appliquée. Elle intervient

avant la condamnation comme après, tandis que la grâce amnistiante ne peut intervenir qu'après la condamnation. La grâce amnistiante est, pour le garde des sceaux, un très lourd fardeau. La Chambre a peut-être été un peu trop large dans l'octroi de l'amnistie, mais il faut que le Sénat se montre généreux également.

M. Leblanc demande au garde des sceaux ce qu'il pense du 7^e (fautes professionnelles).

M. le garde des sceaux a, sur ce point, déjà déclaré à la Chambre des députés que les Conseils de l'Ordre devaient rester maîtres de leurs tableaux.

M. Curral précise que la commission ne veut pas, en principe, sortir du cadre politique, sauf la grâce amnistiante, dont le garde des sceaux ne veut pas. Pour les autres infractions, la commission ne veut pas déborder le cadre de la loi de 1931.

M. le garde des sceaux rappelle que le texte de la Chambre des députés ne vise que le code pénal, que la commission fasse ce qu'elle veut, mais qu'elle fixe exactement les limites dans lesquelles le garde des sceaux pourra accorder la grâce amnistiante, car il va surgir des demandes innombrables. Il faut que le garde des sceaux puisse opposer à certaines d'entre elles un refus basé sur la loi d'amnistie.

M. Vallier propose cette formule: "Toutes les fois que l'ordre public n'est pas intéressé."
(Protestations).

M. Viollette répond que l'ordre public est toujours intéressé chaque fois qu'une condamnation pénale est intervenue. Il faut trouver une autre formule. Est-ce au gouvernement à indiquer les cas où il ne veut pas de la grâce amnistiante ou, au contraire, à la commission d'énumérer les cas où elle sera admise?

M. le garde des sceaux s'en rapporte à la sagesse de la Commission.

M. Belmont estime que le cadre, ce doit être la loi de 1931.

M. le garde des sceaux fait remarquer que l'on va réduire la portée de la loi de 1931, puisque la grâce amnistiante ne jouera qu'en faveur des délinquants primaires qui auront obtenu le sursis.

M. Lisbonne expose qu'à la demande de la commission des finances, il a déposé un amendement sur l'article 13, afin de supprimer cet article relatif à la contrainte par corps. L'intérêt du Trésor est engagé sur ce point.

M. le garde des sceaux ajoute que la loi sur l'amnistie respectant l'intérêt des tiers sur le terrain civil, elle doit aussi respecter les intérêts du fisc.

M. le président remercie M. le garde des sceaux de ses explications.

La séance est levée à sept heures un quart.

Le président:

L'un des secrétaires:

duverrier

F. Hugot

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents: MM. Lugol, président, Fourcade et Calmel, vice-présidents; ~~Boivin~~ -Champeaux et de Courtois, secrétaires; Ligonne, Brunel, Lablane, Pol Chevalier, Desjardins, Linger, Veyssier, Delthil, René Remoulé, Curral, Vallier, Jean Bosc, Ecard et Bourdeaux.

I

Affaires
nouvelles.

M. Boivin-Champeaux est désigné comme rapporteur de la proposition de loi de M. Veyssier et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'interpréter le paragraphe 9 de l'article 3 de la loi du 8 avril 1933 sur la révision des baux ruraux.

(Imprimé 407 de 1933 - n° 650 du registre d'ordre).

M. Delthil est désigné comme rapporteur du projet de loi tendant à maintenir pendant un délai d'une année, à partir du 4 octobre 1933, 6 postes de juge assesseur au tribunal de la Seine.

(Imprimé 2135 de 1933 de la Ch. des députés - Imprimé de 1933 du Sénat - n° 651 du registre d'ordre)

II

Révision des
baux commerciaux

M. Jean Bosc expose les trois points de conflit entre la Chambre et le Sénat sur la révision des baux commerciaux. La discussion à la Chambre n'est pas encore terminée.

Ce matin, le conflit a été maintenu à la Chambre sur l'article 1^{er} (succursales multiples), tandis que sur les articles 7 et 8 (compétence du tribunal civil) la Chambre a adopté le texte du Sénat. Sur l'article 11 il n'y a pas encore eu de discussion, mais là, la divergence n'est pas très importante.

M. Jean Bosc propose d'accepter la décision de la Chambre sur l'article 1^{er}.

M. de Courtois exprime la même opinion et cite des petites maisons commerciales, notamment des garagistes, qui ont des succursales.

M. Curral est d'un avis différent : dans la grande majorité des cas, les sociétés à succursales multiples sont riches et puissantes, elles tuent le petit commerce. Il ne faut pas les favoriser, il ne faut pas leur faire des cadeaux au détriment des propriétaires. Vous êtes en plein domaine d'exception.

M. le président remarque que, si le Sénat est libre de voter ce qu'il veut, la commission agissant elle raisonnablement en reprenant un texte que le Sénat a déjà repoussé à une grosse majorité ? La commission sénatoriale de législation civile s'étant rangée à l'avis de la Chambre des députés et le Sénat ne l'a pas suivie.

M. Fourcade demande s'il y a présomption de prospérité du fait qu'on a des succursales.

M. le président répond négativement, mais les maisons à succursales multiples ont un contentieux, un architecte : elles ne louent pas, inconsidérément à un taux trop élevé.

M. Veyssière suggère que l'on pourrait restreindre la portée du texte et ne l'appliquer qu'aux sociétés commerciales à succursales multiples.

M. le président constate que cette correction serait heureuse en ce qu'elle épargnerait les coopératives qui ne sont pas commerciales.

M. de Courtois demande, à titre de réciprocité, que, lorsque les sociétés à succursales multiples sont bailleuses, leurs locataires ne puissent pas demander la révision de leurs loaux commerciaux, ou — autre suggestion — que l'on exige qu'elles aient au moins dix succursales.

M. le président ajoute que, si la Banque de France est locataire de quelques immeubles, elle n'a pas besoin d'être protégée à ce titre.

M. Boivin-Champeaux admet, au cas où les sociétés à succursales multiples présentent un danger social, que l'on prenne contre elles des mesures, mais directement, et non pas indirectement.

(La commission, d'accord avec la Chambre, supprime le texte adopté par le Sénat).

M. Jean Bosc propose l'adoption, à l'article 11, du texte proposé par la Commission de législation civile de la Chambre des députés, sur lequel la Chambre n'a pas encore statué. (adopté).

III
Juges
assegés
à la Seine.

M. le président signale à la commission que le Sénat va être prochainement saisi d'un projet de loi prorogeant pour un an les six juges assesseurs du Tribunal civil de la Seine. On va avoir besoin d'eux de nouveau. La commission des finances est favorable au projet de loi car ce sont des juges payés à moitié prix. La commission approuve le projet de loi et charge M. Delthil de déposer sur le bureau du Sénat un rapport favorable.

IV
Propriété
Commerciale.

M. le président signale à la commission que, sur la propriété commerciale, il n'y a plus de conflit entre les deux chambres que sur l'article 24 qui est d'origine sénatoriale c'est M. Moreau qui en est l'auteur : il concerne les rapports entre le propriétaire le locataire et le sous-locataire. Cet article a été repoussé par la Chambre sur l'intervention de M. Paul Reynaud. Le Sénat a rétabli ce texte et la Chambre, sur l'initiative de M. Paul Reynaud, a voté un nouveau texte, très compliqué.

M. Boivin-Champeaux estime que le nouveau texte de la Chambre est très mauvais pour le fond comme pour la forme.

M. Brunel estime que l'on s'arrangera toujours pour que le prix supérieur de la sous-location ne soit pas apparent, il y aura des sommes données de la main à la main.

M. Courtois ajoute qu'on pourrait tourner la loi en ne louant pas la totalité: le locataire principal serait censé conserver une petite chambre.

(la commission maintient son texte antérieur - M. Lugol est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à quinze heures et demie)

Le président:

L'un des secrétaires:

[Signature]

[Signature]

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à quatre heures et demie.

Sont présents : MM. Lugol, président; Calmel et Fourcade, vice-présidents; Boivin-Champeaux et de Courtois, secrétaires; Leblanc, Lugol, Bourdeaux, Brunel, Vallée et Desjardins.

Excusés : MM. Linier, Catalogne, Lauraine et Alfred Grand.

I

Requête collective
de partage.

M. Vayssière rappelle qu'il a été chargé de rapporter une proposition de loi de MM. Dauthy et Brunel, tendant à généraliser l'application de l'article 822 du code civil aux requêtes collectives de partage. M. Lorient, directeur des affaires civiles et du scean, a demandé une modification de rédaction au texte du rapport, MM. Dauthy et Brunel acceptent cette modification, qui n'offre aucun inconvénient.

M. le président fait observer qu'un administrateur désigné par la justice ne peut représenter un mineur, un incapable.

M. Vayssière répond qu'il peut administrer une succession vacante.

M. le président fait allusion à la difficulté qu'on éprouve pour représenter en justice un aliéné qui n'est pas interné, qui est dans une maison privée.

M. Brunel répond que la proposition de loi en question supprimerait cette difficulté. Elle ne change rien à la procédure du partage, mais seulement à son introduction, substituant la requête collective à l'assignation. Quant aux mandataires de justice, ils sont très surveillés. (Les modifications au texte précédemment adoptés sont approuvés par la commission).

La commission reprend l'étude de la proposition de loi de M. Sari tendant à établir un privilège au profit des communes (voir ci-dessus, page 69 — Imprimé 228 de 1933 — n° du registre d'ordre). Il s'agit des départements et des communes ayant assuré la garantie d'intérêts aux sociétés d'habitations à bon marché (loi du 29 décembre 1922, article 22). La commission des finances a été saisie, pour avis, de cette affaire. Une loi du 13 juillet 1928 a augmenté le taux des avances. La commune qui a omis de prendre une hypothèque n'a aucune garantie pour le remboursement de ce qu'elle a dû décaisser. Il est inadmissible de créer en leur faveur un privilège, qui primerait les droits acquis des tiers. Il vaut mieux créer une hypothèque légale, prenant rang du jour de son inscription. M. le président rappelle que les immeubles construits par les sociétés d'habitations à bon marché ne sont pas tous loués, certains sont vendus et l'hypothèque va léser les acheteurs.

M. Fourcade critique la disposition de la proposition de loi Sari aux termes de laquelle on aurait pu renoncer à cette hypothèque.

M. le président distingue l'une de l'autre les deux sortes de sociétés d'H.B.M. auxquelles les communes ont consenti des prêts.

M. Brunel montre qu'il y a trois sortes de sociétés d'H.B.M. Certaines communes risquent d'être ruinées par l'Etat qui exigera le remboursement d'avances garanties par les communes. On ne formera mainlevée de l'hypothèque qu'au moment du paiement.

M. Fourcade ajoute que ce n'est pas cela qu'on réclamait. Une hypothèque gêne toujours quelqu'un. Il faut préciser ici que la loi établit une hypothèque qui n'a pas besoin d'acte constitutif.

M. Brunel explique que, d'une façon

constate, l'Etat ne prend pas d'hypothèques contre les départements et les communes, là est l'erreur. Si une hypothèque avait été prise, la commune, après paiement, serait subrogée dans les droits de l'Etat. M. Fourcade a été prié de rapporter cette affaire avant la fin de la session.

M. de Courtois déplore que l'on ait vu trop grand quand on s'est engagé dans la voie de la construction d'habitations à bon marché.

M. Brunel demande si le préfet ne prendra hypothèque que pour les créances du département ou, également, pour les créances des communes, à défaut du maire.

(M. Fourcade est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat.)

III

Interprétation de la loi sur la révision des M. Boivin-Champeaux expose que M. Veyssière a déposé une proposition de loi tendant à interpréter l'alinéa 9

de l'article 3 de la loi sur la révision des baux ruraux. On suppose que le président du tribunal a prononcé la résiliation. Quel prix sera appliqué pendant deux ans? Le ministre de l'agriculture a répondu: "C'est l'ancien prix". Il n'était pas le sentiment de la commission, et le garde des sceaux ne partage pas l'avis de son collègue, mais le texte est obscur. Il n'y a rien dans l'article 3 qui dise quel sera le prix pendant ces deux ans. On y lit seulement: "Si le nouveau prix n'est pas accepté, il y aura résiliation." M. Veyssière propose d'ajouter un membre de phrase qui va préciser la solution. Il y a urgence, puisque cette disposition ne jouera que pendant trois mois.

(La proposition de loi de M. Veyssière est approuvée. M. Boivin-Champeaux est autorisé à déposer son rapport sur le bureau du Sénat.)

La séance est levée à quinze heures et demie.
L'un des secrétaires: Le président:

M. M. X

F. Hegel

49^e séance

Séance du jeudi 6 juillet 1933

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quatorze heures trois quarts

Sont présents : MM. Lugol, président; Jean Bosc & Brunel.

I
Fermeture du
Fonds de Commerce

M. le président expose que la Chambre des députés a, dans sa séance d'hier, modifié à nouveau la proposition de loi adoptée par le Sénat, sur la peine de la fermeture des fonds de commerce. (Imprimé 491 de 1933 - n° 438 du registre Jours). La fermeture des fonds, imaginée par une loi antérieure, est injuste pour les tiers : le propriétaire de l'immeuble, les créanciers, les employés. On va la remplacer par une peine personnelle, l'interdiction d'exploiter le fonds. La Chambre vient d'ajouter des points nouveaux. Comme le vote de cette loi est urgent, on est obligé d'accepter le texte de la Chambre, bien qu'il ne soit pas parfait.

À l'article 2, on abrogeait le dernier paragraphe de l'article 10 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique. La Chambre a substitué à cette abrogation le texte suivant :

« En cas de nouvelle infraction constatée dans le même établissement pendant un délai de deux ans, la fermeture définitive de l'établissement devra être ordonnée par le tribunal. »

M. Jean Bosc trouvait à la fermeture du fonds de commerce l'avantage de diminuer petit à petit le nombre des débits de boissons.

M. le président L'article 5 vise les débitants qui s'installent dans des endroits nouveaux. On pourrait le critiquer. Actuellement les débitants s'unissent en syndicats et empêchent de nouveaux venus à leur faire concurrence à proximité.

À l'article 6, il y a une addition, l'alinéa 2.

M. Brunel pense qu'il serait bon que le tribunal fixât la durée de l'interdiction d'exercer le commerce en question.

M. le président est du même avis, mais, si l'âge soit-elle, toute correction au texte entraînerait un retour à la Chambre.

M. Brunel n'insiste pas.

(le rapport est approuvé - M. Lugol est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à quinze heures.

Le président:

L'un des secrétaires:

M. M.

L. Lugol

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quinze heures et demie.

Sont présents : MM. Lugol, président; Fourcade, vice-président; Boivin-Champeaux, secrétaire; Dauthy, Delthil, Desaché, Eccard, Lellenc, Brunel, Fourcade, Catalogne et Veysrière.

Excusés : MM. Pol Chévalier de Courtois, Calmel, Vallier, Lauraine, Alfred Grant, René Renoult et Belmont.

I
Affaires nouvelles.

M. Jean Bosc est désigné comme rapporteur de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de régler les relations entre propriétaires et locataires chômeurs.

(Imprimé 568 de 1932 - n° 653 du registre d'ordre).

M. Delthil est désigné comme rapporteur du projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant création de onze postes de greffier dans le ressort de la Cour d'appel d'Alger (Imprimé 513 de 1933 - n° 652 du registre d'ordre).

II
Légalisation
de la signature
des notaires.

M. Brunel donne lecture du rapport de M. Vallier sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI, afin d'obtenir la suppression de la formalité de la légalisation pour les actes notariés, lorsque il doit en être fait usage en France ou aux colonies. Il conclut à l'approbation, sans modification du texte voté par la Ch. des députés (Imprimé 65 de 1933 - n° 633 du registre d'ordre).

(Le rapport est approuvé. M. Vallier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.)

III
Notification
des pourvois
criminels

M. Boivin-Champeaux expose l'objet de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur la notification, à peine de nullité, des recours en Cassation contre les jugements en dernier ressort rendus en matière Criminelle, correctionnelle ou de police (Imprimé 593 de 1927 - n° 407 du registre d'ordre). L'innovation est l'addition des mots "à peine de nullité", et l'on porterait de trois à dix jours le délai de notification. Il y a des difficultés d'ordre pratique. Si la individu objet des pourvois s'est rendu introuvable dix jours, le pourvoi serait irrévocable. La signification au parquet est, en fait, inopérante. Il y a lieu de rejeter le texte de la Chambre.

La proposition est née d'un cas d'espèce: un prévenu a été acquitté, il y a eu pourvoi du ministère public, cassation, puis la Cour de renvoi a condamné sans que l'intéressé ait su comment: il pourrait encore faire opposition à l'arrêt de la chambre criminelle & à l'arrêt de la cour de renvoi.

(La proposition de loi est rejetée - le rapport est adopté - M. Boivin-Champeaux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat.)

IV
Pétition,
communications
des parquets.

M. le président donne lecture d'une pétition qui a été envoyée au Sénat. Son auteur proteste contre les abus de transmission, sous pli ouvert, de communications confidentielles du parquet. Il vaudrait mieux que ces envois fussent faits par plis recommandés. Le procédé est désagréable pour les intéressés, qui s'en sont plaints à différentes reprises.

M. Lesaché engage M. le président à attirer sur ce point l'attention du garde des sceaux. M. le président accepte volontiers cette suggestion. Les gardes-champêtres, à la campagne, et les agents de police, dans les villes, perdent du temps dans ces transmissions évitables.

V

Comité des
Sociétés.

M. Desaché expose qu'il existe au ministère du Commerce un comité consultatif qui actuellement s'occupe des Sociétés. Ne conviendrait-il pas qu'un membre de la commission de législation civile du Sénat en fût partie? En juillet dernier, M. Bender, membre de la commission du Commerce, n'a pas pu obtenir l'avis de ce comité ni savoir s'il s'est réuni.

M. le président craint que le membre de la commission de législation civile qui ferait partie de ce comité n'aliénât la liberté.

M. Fourcade ajoute qu'il paraîtrait représenter la commission.

M. Veyssière pense qu'il vaut mieux stimuler ce comité consultatif, sans participer à ses délibérations.

M. Desaché n'insiste pas.

VI

Warrants
agricoles

M. Veyssière est chargé de continuer l'étude d'une question très importante et très délicate : les warrants agricoles. M. Lauraine a déjà déposé un premier avis. La commission de législation civile est en opposition avec la commission de l'agriculture & surtout, avec M. Fernand David. Récemment, la réunion des présidents de chambres d'agriculture s'est prononcée pour le rajt du texte de la commission de l'agriculture, à l'unanimité. Il faudra deux heures de discussion.

(La commission adjoint cette affaire pour la séance du 7 novembre).

La séance est levée à seize heures & demie.
Le président :

d'un des secrétaires :

J. Bern. Gar

L. Huvel

421^e séance.

Séance du mercredi 8 novembre 1933.

Présidence de M. Lugo.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Lugo, président; de Courtois et Boivin, Chaigneau, secrétaires; Jean Bose, Pol Chevalier; René Renoult, ~~Leblanc~~, Eccard, Lesaché, Viollet, Brunel et Dauthey.

Excusés : MM. Calmel, Fourcade, Belmont et Vallier.

I

Transcription
obligatoire.

M. Pol Chevalier donne lecture de la partie générale de son rapport sur la proposition de loi de MM. Jean Bose, Steeg et Milan, relative à la transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de propriété immobilière et à la tenue à jour du cadastre par les notaires.

(Imprimé 332 de 1933 - n° 645 du registre d'ordre).

Après un échange d'observations, la commission décide d'ajourner à une séance ultérieure l'examen des articles de la proposition de loi. D'ici là, la partie générale du rapport de M. Pol Chevalier sera ronéographiée, pour être distribuée aux membres de la commission.

II


Capacité de
la femme mariée

M. René Renoult remonte à la commission d'examiner, sans une séance ultérieure, les amendements au projet de loi sur la capacité de la femme mariée.

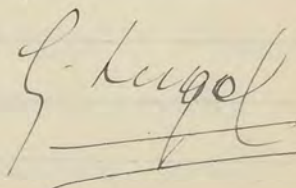
Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à seize heures.

L'un des secrétaires:

J. Bose. 

Le président:

L. Lugo 

Séance du mercredi 22 novembre 1933

Présidence de M. Lurot

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : mm. Lurot, président; Fourcade, vice-président; Lesaché, Eccard, Brunel, Belmont, Catalogne, Louis Martin, René Renault, Leblanc et Pol chevalier.

Excusés : mm. Calmel, Veyssière, Boivin-Champeaux, de Courtois, Alfred Grant et Lauranié.

I

Affaire
nouvelle

M. Jean Bose est désigné comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant, en matière de loyers, à accorder des décaissements aux locataires, nonobstant toutes clauses contraires ou résolutives (Imprimé 593 de 1933 - n° 654 du registre d'ordre)

II

Protection de
l'épargne
publique.

M. Lesaché fait à la commission une communication relative au projet de loi, tendant à protéger l'épargne, que le Gouvernement vient de déposer sur le bureau de la Chambre des députés. Un texte sur le même objet a déjà été soumis au Sénat par un rapport de M. Lesaché, fait au nom de la commission de législation civile et criminelle, sur lequel M. Bender doit déposer prochainement un avis au nom de la commission du commerce du Sénat. Le projet du gouvernement, comportant 93 articles, a été élaboré par la Direction du mouvement général des fonds, au ministère des finances; le ministère de la justice n'a pas été consulté. 50 des articles du projet de loi ne font que reprendre la loi de 1867, les réformes essentielles sont à peine ébauchées, les remèdes envisagés sont anodins. Les commissions de la Chambre étant déjà surchargées de travail, le projet de loi deviendra caduc. Au contraire, le texte du

Sénat peut venir rapidement en discussion. Le Sénat doit-il poursuivre son œuvre? Si oui, la commission de législation et la commission du commerce peuvent s'entendre. M. Emile Bender, au nom de la commission du commerce, peut, dans son avis, suggérer quelques modifications au texte de l'autre commission; les amendements seraient déposés en ce sens.

(La commission approuve les déclarations de M. Lesaché).

III
Déconfiture M. Fourcade a été chargé d'un rapport sur un texte voté par la Chambre des députés en 1918 & qui concerne la déconfiture des non-commerçants. Le projet est complexe, difficile, mais ce n'est pas un projet en l'air. Pour éviter qu'il ne devienne caduc, ne conviendrait-il pas de déposer dès à présent un rapport en blanc?

M. le président rappelle que la commission a déjà manifesté son désir de ne pas reprendre cette question.

M. Fourcade signale que ce sont les commerçants qui ont attiré son attention sur l'intérêt qu'elle présente. Actuellement, un créancier peut être payé au détriment des autres.

M. Lesaché ajoute que, quand il y a déconfiture, les huissiers multiplient leurs exploits, en province. A Paris, c'est le réfé par procès-verbal: à l'absence tout se passe par monosyllabes. Il serait bon de ne pas laisser frapper de caducité le texte voté par la Chambre.

M. René Renoult estime que, lorsqu'une chambre a adopté un texte, l'autre doit le prononcer pour l'adopter à son tour, le modifier ou le rejeter, mais elle ne doit pas le laisser périmer.

M. le président craint que le dépôt du rapport ne passe par inaperçu, qu'on ne s'imagine que la commission est favorable au texte de la Chambre & que, ainsi, le Sénat ne se trouve débordé. Alors, personne ne paiera plus.

M. Fourcade objecte que ce sont les créanciers

qui demandent le vote du texte de la Chambre, notamment les tailleurs.

M. René Renoult ajoute que les dentistes ont, eux aussi, beaucoup de mal à se faire payer. Si le rapport n'était pas déposé, on reprocherait à M. Fourcade d'avoir manqué de vigilance ou d'activité. (La commission autorise M. Fourcade à déposer dès maintenant un rapport en blanc).

IV
Transcription
obligatoire.

La commission poursuit l'étude de la proposition de loi de MM. Jean Bosc, Stieg et Milan, relative à la transcription immobilière obligatoire. (Imprimé 332 de 1933 - n° 645 du registre d'ordre).

M. Pol Chevalier rappelle les dispositions des articles 1^{er} & 2 de la loi du 23 mars 1855. La nouvelle proposition étendrait la transcription aux actes déclaratifs de propriété.

M. Lesaché fait remarquer qu'au début de l'article 1^{er}, le mot "obligatoirement" est superfluetatouie, puisqu'il y a déjà le mot "devront".

M. Fourcade propose : "Sont obligatoirement transcrits...". L'opposabilité aux tiers serait pas en jeu.

M. le président demande quelle serait la sanction, au cas de non transcription.

M. Pol Chevalier répond que l'acte serait toujours valable entre les parties, mais que serait encourue l'amende prévue à l'article 26.

M. Lugol trouve que une amende civile de 20 francs, non septuplable, ce n'est pas cher ; on préférera payer 20 francs d'amende que 20.000 de droit de transcription, au cas où il y aurait licitation et attribution de l'immeuble à un copartageant.

M. Brunel dit que le droit de transcription est perçu en même temps que le droit d'enregistrement du jugement.

M. Lesaché rappelle que le Sénat n'a pas le droit d'initiative en matière fiscale et financière.

M. Brunel demande si on ne pourrait pas réduire de moitié le droit de transcription au cas de jugement déclaratif de propriété.

M. le président prévient des protestations de la part des gens qui sont déjà surchargés, en matière de droits de transmission: ils paient parfois 40%. D'autre part, le 1^{er} de l'article 1^{er} du texte de M. Tol Chevalier reprend l'objet de la loi de 1855.

M. Lesaché pense qu'il vaudrait mieux modifier expressément l'article 1^{er} de la loi de 1855, par des dispositions complémentaires.

M. le président demande le maintien des mots: "autres que etc.." de la loi de 1855, art. 1^{er}.

M. Lesaché déclare que toute la loi nouvelle repose sur la suppression de ces mots. On veut créer un registre foncier, donnant des renseignements sûrs sur le nom du propriétaire actuel d'un immeuble.

M. Brunel signale que, généralement, la donation d'un immeuble, en contrat de mariage, par les parents à leur fille n'est pas transcrite, à cause des frais. Le projet va augmenter sensiblement les droits de succession.

M. Catalogue déclare que le texte proposé défend l'intérêt du fix, et non pas celui des tiers.

M. le président ajoute qu'il sera mal appréciée.

M. Fourcade intervient: puisque la difficulté est au 4^e de l'article 1^{er}, il faut liquider d'abord le début de l'article. Pour le 2^e, il suffirait peut-être, d'ajouter le mot "obligatoirement" à l'article 1069 du code civil, le texte de l'article 939 c. civ. étant déjà explicite sur ce point.

M. Brunel expose que, pour l'article 1069, on hésite à transcrire, à cause de l'énormité des frais.

M. Fourcade rappelle que les jugements soulèvent des questions que ne soulèvent pas les actes. Pour le début de l'article 1^{er} il faut viser la loi de 1855.

M. Pol Chevalier ajoute que la réforme proposée est sans l'intérêt d'une bonne assiette de la propriété. Les notaires se plaignent de l'incertitude de la propriété immobilière avec le régime actuel.

M. Brunel est du même avis: la création d'un livre foncier serait utile. A la campagne, beaucoup de transcriptions ne se font pas. C'est le côté fiscal qui entrave la réforme du droit civil: il faudrait instituer un tarif réduit du droit de transcription pour les cas où, aujourd'hui, on ne transcrit pas.

M. le président répond que le Sénat refusera d'instituer ce tarif réduit ou, s'il est créé, on l'augmentera bientôt par un article de loi de finances. La commission devrait charger son rapporteur de se rendre au ministère des finances: la Commission accueillerait ou non la réforme proposée suivant ce que concéderait l'administration des finances.

M. Fourcade précise: il faut l'exonération totale, car une simple réduction de quotité ne subsisterait pas longtemps.

(La commission reprendra ultérieurement la suite de cette discussion).

V

Clause

compromissive

M. Catalogne expose l'objet de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, sur la clause compromissive.

M. Fourcade admet que, depuis la loi du 8 décembre 1925, il y a des faits acquis, mais il y a eu des difficultés de procédure, puisqu'on a disjoint l'article 2.

M. Catalogne répond que cette disjonction a été uniquement motivée par le désir de ne pas renvoyer le texte à la Chambre des députés.

M. Lesaché reconnaît que le texte proposé par M. Catalogne comblerait une lacune, mais peut-être une loi nouvelle ne

Serait-elle par nécessaire, il suffirait d'une mention générale imprimée sur les factures.

M. Eccard estime qu'une loi est nécessaire pour régler la question de procédure, qu'on a écartée en 1925, pour aller plus vite.

M. Lesaché signale que, dans le commerce des grains et dans la meunerie, on utilise la clause Compromissaire, en prévoyant l'arbitrage de la chambre Syndicale.

La commission charge M. Cétalogne de faire sténographier son texte, qui sera discuté dans une séance ultérieure.

La séance est levée à 17 heures et demie.

Le président:

G. Hugel

L'un des Secrétaires:

Barr. Clau

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Lugol, président ; Fournat, vice-président ; de Comtois et Boivin-Champeaux, Secrétaires ; Catalogne, Veyssière, René Renoult, Lesaché, Curral, Linget, Léon Bérard, Louis Martin, Dautray et Eccard.

Excusés : MM. Calmel, Belmont, Alfred Grand et Laurain.

I

Clause
compromissoire.

La commission poursuit l'étude de la proposition de loi, adontée par la Chambre des députés, tendant à la validité de la clause compromissoire. (voir page 128).
M. Catalogne, rapporteur, fait l'historique de la proposition de loi, dont le vote est demandé par 45 banques, 150 entreprises industrielles, 35 chambres de commerce, 50 groupements économiques, 5 compagnies de chemins de fer. Il importe que le texte ne soit pas renvoyé à la Chambre des députés. C'est une loi de procédure. Il faut mettre un terme aux procès : depuis 120 ans il y a des procès sur la clause compromissoire. On veut avoir raison de la mauvaise humeur des défenseurs.
M. Curral votera le texte pour une raison de logique ; il faut vaincre les incertitudes ; c'est la conséquence rigoureuse de la loi du 8 décembre 1925.

M. Lesaché formule des réserves. La question est moins simple qu'elle semble au premier abord. Il est naturel que l'on rende obligatoire l'arbitrage quand il

a été convenu entre les parties. En fait, il y a, en marge des factures, des mentions imprimées que personne ne lit et qui lient le destinataire quand il n'a pas protesté. Il peut y avoir des surprises quand on invoque la clause compromissoire contre un homme qui ne l'a pas remarquée.

M. Liniger ajoute qu'il en est de même pour les clauses attributives de compétence.

M. Lesaché signale que parfois il y est dit :

"... seront soumis à l'arbitrage." Sans préciser qui arbitrera.

M. Liniger demande pourquoi l'article 2 disjoint en 1925 n'a pas été reproduit littéralement dans la proposition Louis-Louis-Dreyfus. Le texte de la Chambre est mal rédigé, il y aura de nombreux procès sur son interprétation. Il vaut mieux ne pas voter si vite un texte inapplicable.

Si l'ordonnance n'est pas susceptible d'appel, est-elle susceptible d'opposition?

M. Léon Bérard déclare que la loi de 1925 a donné beaucoup de déceptions, il y a eu beaucoup de procès. Derrière les clauses marginales, il y a des organisations toutes prêtes, inquiétantes, des cabinets de contentieux, des magistrats marrons, des tribunaux arbitraux à deux degrés.

M. Liniger demande qui obligera les arbitres à accomplir leur mission.

M. le président a été touché parce que vient de dire

M. Lesaché : la lettre avec clause compromissoire a été signée par l'expéditeur seul.

M. Liniger estime que, la plupart du temps, c'est un quet-à-peu.

M. le président propose un autre texte, plus précis, tenant compte des observations de M. Lesaché : son texte serait suivi de celui qu'a proposé M. Catalogne en 1925. La clause compromissoire peut porter sur des marchés considérables.

M. Lesaché reconnaît qu'il serait déloyal

de se soustraire aux engagements pris, mais il faut que l'engagement ne soit pas l'effet d'une surprise.

M. Linger juge incompréhensible l'expression :
 "... du lieu où les arbitres doivent rendre leur sentence ..."

M. Borvin-Champeaux préférerait qu'on en revînt au premier texte, infiniment supérieur, disjoint en 1925.

M. Curral voudrait que l'on conservât l'opposition.

M. Veyssière n'oublie pas que le texte va avoir sa répercussion sur les conventions internationales entre commerçants : il suffit de se reporter à la Convention de Bruxelles sur le connaissement. Tous les connaissements du monde comportent la clause compromissoire qui ne fait pas l'objet d'une convention séparée.

M. le président est du même avis, car un connaissement ce n'est pas une clause marginale.

M. Veyssière précise : il n'y a pas un acte spécial pour la clause compromissoire.

M. de Courtois dit que la loi de 1925 est artificielle : elle a pour but de dispenser les contractants de payer des droits d'enregistrement.

M. Fourcade ne peut accepter le texte de la Chambre, celui qu'il propose est plus bref que celui de M. le président. Il parle d'accord "formel" et non d'accord "distinct".

(Ce texte est adopté).

M. le président que viendrait ensuite, en article 2, un texte qui compléterait l'article 1003 du code de procédure civile, mais qui ne s'ajouterait pas à l'article 631 du code de commerce.

M. Curral demande qu'il soit parlé d'exploit d'huissier, et non pas de lettre recommandée.

M. de Courtois a plus de confiance dans le

facteurs que sans l'huissier qui, de nos jours, ne fait aucune recherche et dépose son exploit à la mairie. M. Boivin-Champeaux demande que l'exploit d'huissier soit maintenu.

(Il en est ainsi décidé).

II

Capacité de
la femme
marlée.

M. René Renoult indique à la commission que cinq amendements au projet de loi sur la capacité de la femme mariée ont été déposés, dont trois ont pour auteur M. Louis Martin. La discussion en aura lieu en commission mercredi prochain. La présidence du Sénat demande que cette affaire ne tarde pas à être débattue en séance publique. M. le président du Sénat demande que ce soit le 12 décembre : la commission y voit-elle un inconvénient ?

M. Leraché répond que cette date ne pourra être arrêtée que lorsque la commission aura discuté les amendements. Le projet de loi avait deux parties, le rapport ne concerne que la première. Il paraît impossible de ne pas statuer sur les deux en même temps. Voyez l'article 215 du code civil. On ne peut laisser en suspens les dispositions légales sur les régimes matrimoniaux.

M. René Renoult se prêtera à cette discussion mercredi prochain, mais cette question a déjà été réglée en commission quand le rapport a été approuvé et que M. Renoult a été autorisé à le déposer.

III

Warrants
agricoles.

La commission poursuit l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles (Imprimés 566 de 1927, 38 de 1928 et 696 de 1929.)

M. Veysière, rapporteur pour avis, rappelle les précédents : après le dépôt du rapport de M. Monténot au nom de la commission de l'agriculture, M. Laurens a déposé un avis au nom de la commission de législation civile. M.

Monténot a alors déposé un rapport supplémentaire.

limitant le droit de Warrants les immeubles par destination à ceux qui ne sont pas attachés au sol à perpétuelle demeure. M. Veysière demande le maintien du rejet pur & simple.

La critique juridique de M. Gaurain s'élève: il ne faut pas que le bétail soit à la fois l'objet d'une hypothèque & l'objet d'un warrant. Il y aurait des fraudes & des difficultés d'application.

D'autre part, les résultats seraient contraires à ceux qu'a entrevus la Commission de l'agriculture.

Actuellement, le bailleur passe immédiatement avant les créanciers hypothécaires et privilégiés.

Avec le système de M. Montenot, les créanciers nantis du warrant seraient entre les deux. — Actuellement

le warrant est un mode de financement de la récolte; on veut en faire un prêt sur gages, il y a de véritables monts-de-piété agricoles: il

n'est pas désirable que l'agriculteur puisse emprunter sur son matériel agricole, ses brouettes, etc.. de jour où tout cela sera rendu par le créancier, l'agriculteur sera ruiné.

On sait à quoi a abouti l'abus du crédit à la campagne. Les agriculteurs se précipitent vers les officines de prêts à 10% qui les dépouillent. Ils ne pouvant pas payer même la première échéance. Les emprunts ne sont pas désirables, même au point de vue moral et social.

Actuellement des warrants agricoles sont constitués pour des dettes préexistantes, ce qui crée des inégalités entre les créanciers préexistants, les créanciers non warrants n'ont plus rien.

Les tribunaux valident déjà les warrants sur matériel agricole. La publicité est quasi inexistante: il faut aller se renseigner au greffe de la justice de paix.

Il faut limiter le prêt sur warrant comme l'est le prêt sur gage. La loi devrait interdire le warrant pour créances préexistantes.

M. le président dit que c'est l'organisation de la déconfiture.

M. Veyssière ajoute que la réunion des 87 présidents de chambres d'agriculture ~~est~~ est d'accord avec lui.

Il faudrait que M. le président Angot et lui se mettent en rapport avec M. le président Carrère et M. Montenot. Le warrant agricole est très pratiqué dans la Seine Inférieure.

M. Lesaché déclare qu'il en est de même dans l'Oube & dans tous les pays à blé.

M. Veyssière encourage le warrant sur le blé & sur les récoltes. Le vote des présidents de chambres d'agriculture a ému la commission de l'agriculture du Sénat.

(La commission adopte la proposition ci-dessus de M. Veyssière)

La séance est levée à dix-sept heures.

Le président:

L'un des secrétaires:

Ban. Ann

G. Helgel

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Lugol, président; Boivin-Champeaux, Secrétaire; René Renoult, Louis Martin, Bourdeaux, Deltail, Pol Chevalier, Desjardins, Brunel, Desaché, Belmont, Jean Bosc, Léon Bérard, Eccard, Dauthey, Leblanc et Sayssière.

Excusés : MM. Calmel de Courtais, Fourcade, Catalogne, Lauraine et Alfred Grand.

I

Incapacité
de la femme
mariée.

M. René Renoult rapporte à la commission le Vœu de la présidence du Sénat que le projet de loi sur l'incapacité de la femme mariée soit inscrit le plus tôt possible à l'ordre du jour d'une séance publique. Le rapport a été déposé le 24 juin 1933. Le projet de loi comportait deux parties, la première relative à la suppression de l'incapacité de la femme mariée, la seconde relative aux régimes matrimoniaux. En 1925 une commission a été instituée au ministère de la Justice pour préparer ce projet de loi, elle était présidée par M. le procureur général Matter, elle comprenait des professeurs à la Faculté de Droit de Paris : MM. Capitant, Ripert, Julliot de la Morandière, des magistrats : MM. Fleyss etc., les directeurs du ministère, et des dames s'occupant du mouvement féministe. A la majorité, elle a émis le vœu que la Communauté légale actuelle ne fût plus le régime de droit commun - la garde des sceaux d'alors, qui était, précisément, M. René Renoult, a déposé le travail de la commission sur le bureau de la Chambre, il n'est pas lié à la revendication du vote des femmes. La Société d'Etudes législatives a examiné ces textes et, mercredi dernier,

elle a donné son adhésion au rapport déposé au Sénat, concernant seulement l'incapacité de la femme mariée.

Deux objections générales sont formulées. D'abord, même si l'on supprime cette incapacité, il faut maintenir l'autorité maritale. A quoi on peut répondre que, dans la majorité des cas, il n'y aura rien de changé: en fait, la femme délèguera ses droits à son mari, mais elle aura un moyen de défense qui, actuellement, lui fait défaut. D'autres législations sont entrées dans cette voie: Code civil allemand de 1900, Code civil suisse de 1907, loi italienne du 17 juillet 1919. L'autorité maritale subsiste pour la fixation de la résidence commune, pour le nom, pour l'exercice de la puissance paternelle. Pour le cas où la femme serait incapable d'exercer ses droits nouveaux, un article 216 permet au mari de recourir au tribunal civil, siégeant en chambre du conseil.

Deuxième objection: ne faut-il pas dès maintenant modifier les régimes matrimoniaux? M. Fourcade est rassuré sur ce point et n'insistera pas. On examinera ultérieurement la réforme des régimes matrimoniaux.

Dans le régime de communauté légale, la femme mariée pourra-t-elle aliéner ses propres, dont le mari a l'administration et la jouissance? En contractant librement, qui engagera-t-elle?

D'après l'article 219, rien ne sera changé aux régimes matrimoniaux actuels, la femme ne pourra aliéner que ses biens réservés - et la nue-propriété de ses propres, ce qu'elle peut faire dès maintenant, mais avec autorisation de justice (loi belge, loi italienne, loi polonaise, loi roumaine, loi argentine, ayant, d'ailleurs, réalisé une réforme analogue): la communauté légale peut subsister sans incapacité de la femme.

M. Louis Martin objecte qu'on ne donne alors à la femme aucun avantage réel. Si, puisqu'elle pourra aliéner la nue-propriété de ses propres et ses biens réservés. On s'est efforcé, à plusieurs reprises, par des lois récentes, à pallier à l'incapacité de la femme mariée: Dépôts dans les Caisse d'épargne, Constitution de retraite pour la vieillesse et surtout loi du 13 juillet 1907, qui organise le

libre salaire de la femme mariée, a modifié les régimes matrimoniaux.

La législatrice a cru que la loi du 13 juillet 1907 allait entrer immédiatement dans la pratique. Il a voulu assurer à la femme la liberté du produit de sa profession. Or, cette loi ne joue pas parce que l'incapacité générale de la femme mariée a été maintenue, que lui opposent les banques : 'In' est-ce qui prouve que les choses que vous voulez rendre ne sont pas des biens communs? Apportez-nous l'autorisation de votre mari.' La loi de 1907 est restée lettre morte, elle est velleitaire.

Avec le texte actuellement proposé, les résultats seront différents : la loi de 1907 jouera dans la pratique. La femme pourra se faire ouvrir un compte en banque, signer des chèques, en cas d'absence du mari, de séparation de fait, elle n'aura plus besoin de l'autorisation de justice. Avec l'article 1449 du code civil, la femme séparée de biens a le droit d'aliéner le mobilier, mais la jurisprudence lui refuse ce droit, sous des prétextes divers, tout cela serait changé.

Enfin, sous tous les régimes, la femme pourrait faire seule les actes non patrimoniaux : se faire délivrer un passeport, une carte d'identité etc. — la femme ne sera plus assimilée aux mineurs et aux fous. On ne ferait pas une révolution, on consacrerait les mœurs actuelles, déjà instaurées en fait.

Six amendements ont été déposés. Le premier est signé de M. Chassagny : il demande qu'au cours de la célébration du mariage, l'officier de l'état civil ne lise pas l'article 214 nouveau entièrement, mais seulement le premier alinéa. Il a raison, mais il devra lire les deux premiers alinéas. M. Boivin-Champeaux demande que la commission ne soit pas, dès maintenant, appelée à se prononcer sur chacun des amendements. Il fait d'abord que l'objet des six amendements lui soit exposé. M. Lesaché est du même avis : ce n'est pas une question de méthode, c'est une question de principe. Plusieurs membres de la commission doivent exposer leurs vues l'ensemble, opposées à celles de

M. René Renoult.

M. René Renoult rappelle que les conclusions de son rapport ont déjà été approuvées par la commission et qu'il a été autorisé par elle à déposer son rapport. Le principe, l'article 215, a été approuvé par la commission. Le premier exposé général en commission était plus complet que le présent exposé.

M. Louis Martin déclare qu'il était présent et que, ce jour-là, M. Brunel a fait des réserves.

M. René Renoult dit que la commission est toujours libre d'accepter les amendements qui lui sont proposés.

M. Lesaché répond que la commission peut revenir sur ses décisions précédentes, elle n'est pas liée. La proposition que M. Lesaché a l'intention de soumettre à la commission remettrait tout sur le chantier. Son exposé durerait au moins une heure : il conviendrait d'y consacrer la prochaine séance.

M. René Renoult y répondra en quelques minutes.

M. Delteil pense que, si la commission veut donner la priorité à un amendement, elle doit écouter l'auteur de cet amendement, puis voter à son sujet.

M. Linger n'attache aucune importance à l'ordre chronologique des dépôts d'amendement, ordre fortuit. Il faut étudier d'abord les amendements touchant les principes.

M. René Renoult divise les amendements en deux catégories, ceux qui trouvent qu'on accorde trop à la femme et ceux qui trouvent qu'on lui accorde trop peu.

L'amendement n° 2 de M. Louis Martin n'est pas inattendu ; il introduit dans la réforme les droits politiques, il doit être écarté, comme étranger à l'objet du projet de loi. L'amendement n° 3 (de M. Louis Martin) définit le mariage, il modifierait l'art. 212 du code civil, auquel le projet ne touche pas. Le code civil a édicté une définition - tangente - du mariage : l'amendement doit être rejeté. Sa place serait plutôt à l'article 203 qu'à l'article 212. L'égalité que poursuit M. Louis Martin n'est pas celle que vise le projet. L'amendement n° 4 concerne l'article 216 du code civil : M. Louis Martin demande que chaque

époux puisse faire réduire judiciairement la capacité de l'autre : une telle revivification est inacceptable. Contre le mari il y a l'interdiction et le conseil judiciaire, rien de plus.

Par son 5^{ème} amendement, M. Louis Martin demande qu'à la fin de l'article 2, on ne parle pas de la loi du 13 juillet 1907, pour l'abroger. Il faut, en effet, n'abroger que les articles 1^{er}, alinéa 5, 2, 6, 7, 8, 9 et 10, qui sont transportés dans le texte nouveau.

M. Lugol préférant le maintien intégral de la loi de 1907, qui s'applique quel que soit le régime matrimonial.

M. Pol Chevalier rappelle que la femme peut verser de l'argent à la caisse d'épargne et opérer des retraits seule, sans opposition du mari.

M. René Renoult considère comme très grave le 6^{ème} amendement, dû à M. Fourcade. M. Fourcade ne voudrait pas que la femme pût librement choisir sa profession. Le danger est imaginaire.

M. Fourcade donne à l'article 215 C. civ. une forme très vague ; le texte proposé est très différent. La capacité donnée à la femme n'influe pas sur les régimes matrimoniaux actuels.

Dès aujourd'hui, la femme choisit librement une profession non commerciale, elle signe seule un contrat de travail, l'autorisation maritale est facile ; il y a une soupape de sûreté, l'article 216 ; le mari saisit le tribunal.

M. le président dit qu'alors il peut demander le divorce.

M. René Renoult consentirait à modifier légèrement l'article 216 de la façon suivante : "... de prendre une profession ou d'accomplir tout acte etc..." M. Fourcade aurait ainsi satisfaction. La loi suisse est en ce sens.

M. Bourdeaux préférerait qu'on ne modifiât pas de la sorte l'article 215, mais qu'on visât l'article 4 du code de commerce.

141

M. Lesaché avise la commission qu'il retire l'amendement qu'il avait déposé et qu'il le remplace par deux autres. Il a réfléchi à cette question depuis huit jours.

M. René Renoult déclare qu'il serait obligé d'abandonner le rapport si la commission entrait dans les vues de M. Lesaché.

M. Lesaché s'est inspiré d'un travail de l'Association générale des notaires.

M. Louis Martin remercie M. Renoult du bon accueil qu'il a fait à son dernier amendement.

La scission du projet de loi en deux morceaux est déplorable. La capacité qu'on accorderait, ce faisant, à la femme mariée ne serait pas beaucoup plus étendue que la capacité actuelle.

M. René Renoult signale que la présidence du Sénat aurait voulu que la discussion du projet de loi fût inscrite à bref délai à l'ordre du jour d'une séance publique.

M. le président fait observer que, dans l'esprit de M. le président du Sénat, ce ne devrait être qu'une première délibération et que, peut-être, M. René Renoult devra faire un rapport supplémentaire.

(La suite de la discussion est renvoyée à huitaine).

La séance est levée à 17 heures un quart.

Le président:

L'un des Secrétaires:
Pierre Curie

G. Hugot

Présidence de M. Ligol

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Ligol, président, Fourcade et Calmel, vice-présidents, De Courtois et Boudin-Champeaux, secrétaires, Lesaché, Escard, Penancier, Brunel, Bel Chevalier, René Renoult, Belmont, Louis Martin, Viollette, Curral, Bourdeaux, Catadogne, Léon Béard, Veyssière, Leblanc, Dauthy, Jean Bosc et Vollier.
Excusés : MM. Desjardins, Philippoteaux, Alfred Grand et Laurain.

I

Affaires en souffrance.

M. le président donne lecture d'une lettre du Secrétariat général de la Présidence du Sénat, énumérant les affaires rapportées par la commission de législation et non votées par le Sénat - les affaires pour lesquelles la commission doit émettre un avis et celles qui attendent le dépôt d'un rapport. Il prie ses collègues de bien vouloir hâter l'établissement des avis et des rapports qu'ils sont respectivement chargés d'élaborer.

II

Capacité de la femme mariée

La commission poursuit l'étude du projet de loi, rapporté par M. René Renoult, relatif à la suppression de l'incapacité de la femme mariée.

M. Lesaché expose l'objet de son amendement. Il est d'accord avec M. René Renoult sur un point : la situation juridique de la femme mariée ne répond plus à l'état actuel de nos mœurs, la femme s'est développée au double point de vue intellectuel et social. Il y a des maris tyranniques. M. Lesaché l'a constaté pendant les trente deux ans pendant lesquels il a exercé la profession d'avocat : la femme mérite la protection du législateur.

M. René Renoult rappelle qu'à la dernière séance il a accepté une addition à l'article 218 :

" sous réserve de l'application de l'article 4 du code de Commerce . "

M. Lesaché estime dangereux l'accentuation du principe de l'égalité de droits des deux sexes. Dans toutes les sociétés, les associés ne sont pas du même avis, il faut qu'il y ait un chef, une autorité prédominante. Il faut donc maintenir le principe que le mari est le chef du ménage, mais il faut y apporter des tempéraments. Aujourd'hui, quand le mari refuse son autorisation à la femme, les tribunaux hésitent à lui accorder leur autorisation supplétive. M. Lesaché propose d'inscrire dans le code civil, à la place de l'article 219, un texte énumérant trois catégories d'actes :

1° A défaut par le mari de déduire des motifs plausibles à l'appui de son refus d'autorisation, le Tribunal peut habiliter la femme à passer un ou plusieurs des actes indiqués à l'art. 217, à accepter ou répudier toute succession ou donation, à contracter des engagements précisés, à recevoir des sommes déterminées et à en donner valablement quittance, et même à gérer tout ou partie de ses biens propres.

2° Le Tribunal peut également, en usant de cette faculté avec prudence, autoriser la femme à exercer une profession distincte de celle du mari ou à faire un commerce séparé.

3° Il peut même, pour des raisons graves et dûment justifiées, autoriser la femme à gérer tout ou partie des biens de la communauté.

Si la femme est autorisée à gérer tout ou partie de ses biens propres, ou tout ou partie des biens de la communauté, elle doit contribuer aux charges de la famille dans la proportion des revenus des biens dont elle a l'administration.

Le tribunal donnera son autorisation plus volontiers qu'aujourd'hui. M. Voiturier, président de l'association des notaires des départements, a étudié le projet René Renoult, il en a fait un rapport dont M. Lesaché donne lecture partielle. Il ne faut pas envisager seulement les exceptions : d'une façon générale, la femme s'accommode de l'autorité maritale. M. Jousselin, le notaire parisien, est du même avis : il y a quelques mois, il a fait une conférence dans un congrès de notaires où il déclare qu'il y a de graves inconvénients à donner à la femme la pleine autorité.

Si le ~~mari~~ mari est dissipateur, il faut autoriser la femme à gérer les biens de communauté, pour ne pas l'acculer au partage des biens communs ou au divorce. Il est à craindre que le texte de M. René Renoult ~~ne~~ soit plus préjudiciable que profitable à la femme. La femme ayant sa pleine capacité, le mari cessera d'être responsable, elle perdra la garantie de l'hypothèque légale. Avec l'amendement présenté, on n'aura pas bouleversé les habitudes actuelles en matière de régimes matrimoniaux. - La deuxième partie du projet deloit est liée étroitement à la première : les notaires, aussi bien ceux de Paris que ceux de province, demandent que la communauté légale cesse d'être le régime matrimonial de droit commun, la fortune mobilière ayant pris une grosse importance depuis 1804. Ils demandent que la communauté réduite aux acquêts devienne le régime de droit commun : il suffirait pour cela de modifier l'article 1401 du code civil. Reste la question de preuve, qui concerne l'article 1402 : elle existe déjà actuellement. Il faudra démontrer la consistance des apports de la femme, c'est le régime choisi dans tous les contrats de mariage, sauf quelques exceptions - M. René Renoult a déclaré que la loi du 13 juillet 1907 ne joue pas, ce n'est pas exact, toutes les femmes qui s'enrichissent par leur travail en bénéficient. Le mari ne peut pas mettre la main sur les biens réservés de la femme, si elle ne veut pas se laisser faire.

Il importe de ne pas bouleverser les rapports de famille en laissant coexister deux administrations des biens du ménage, il suffit de mettre un frein aux abus de pouvoir du mari.

M. Boivin-Champeaux envisage deux questions préalables : tout d'abord, quel est exactement le sens de l'article 21 dans le rapport de M. René Renoult ?

Le tribunal civil serait très embarrassé pour le fixer, surtout s'il le rapprochait du texte de l'article 215 du projet de loi primitif. La commission des juristes qui a préparé le projet de loi entre mêlait des conceptions contradictoires, dont l'une se manifeste au début de l'article 215, l'autre à la fin. Le texte primitif était peu satisfaisant, le rapport a éliminé les mots "sous tous les régimes matrimoniaux et à peine de nullité de toute clause contraire."

Cet article 215 doit-il affecter ou non les divers régimes matrimoniaux. Si la réponse est affirmative, c'est grave, sinon c'est un coup de chapeau tiré au principe de la capacité de la femme mariée. Comme l'a dit M. Lesache, le projet est défavorable à la femme, il va permettre au mari (art 216) de faire restreindre la capacité de celle-ci et l'on va, en outre, supprimer la loi du 13 juillet 1907. La situation de la femme deviendra moins bonne que la situation actuelle.

M. René Renoult répond que la loi de 1907 demeurera intacte, c'est une erreur matérielle.

M. Boivin-Champeaux demande quelle est, en définitive, la portée exacte de l'article 215. D'autre part, M. Renoult a dit que l'autorisation supplétive de justice ne sera plus nécessaire à la femme : comment la première partie de la loi va-t-elle s'intégrer avec les régimes matrimoniaux ? Il faut modifier à la fois la capacité de la femme et les régimes matrimoniaux. Si on promulguait seulement la première partie, il y aurait d'innombrables procès et des impossibilités absolues.

Est-il raisonnable de définir la capacité ou l'incapacité de la femme mariée ? Le code civil ne l'a pas fait, il a énuméré, pour chacun des régimes, les actes que pourrait faire la femme.

M. Boivin-Champeaux lit le passage du cours de MM. Colin et Capitant sur ce sujet, ils estiment qu'il y a quelque chose à changer,

ils sont partisans d'une réforme, mais ils signalent les dangers qu'il y aurait à supprimer l'incapacité de la femme mariée.

M. René Renoult répond que la commission a déjà approuvé la première partie du projet de loi et la méthode consistant à rapporter d'abord cette première partie : le deuxième train viendra plus tard, la première partie se suffit à elle-même, les régimes matrimoniaux actuels subsisteraient. La fin de l'article 215 l'indique clairement. Au besoin, on peut faire un rapport supplémentaire. M. Lesaché a reconnu qu'une réforme est nécessaire étant données les mœurs actuelles et l'évolution de la femme. Il faut agir avec prudence, c'est entendu. Il ne s'agit pas de proclamer, comme le demande M. Louis Martin, l'égalité absolue de droits des deux époux, mais seulement d'atténuer, en ce qu'elles ont de choquant, les inégalités excessives au préjudice de la femme.

En 1932, le projet de loi déposé par le Gouvernement avait été élaboré par une commission présidée par M. le procureur général Matter et M. Capitant a pris une grande part aux travaux de cette commission. Le garde des sceaux a regardé de très près leur texte, il s'est assuré qu'il ne risquait pas de troubler l'état de choses actuel.

M. René Renoult donne de nouveau à la commission les explications qu'il a données dans la précédente séance. Lui aussi, comme M. Lesaché, a été approuvé par les notaires, notamment par M. Jousselin, qui lui a fourni une étude.

M. Louis Martin critique la réforme proposée parce qu'elle ne va pas assez loin et M. Lesaché parce qu'elle va trop loin - Le point de l'amendement de M. Tourcade est excellent. La question est de

J'aurais si, oui ou non, on est partisan de la capacité: M. Lesaché est pour la négative; M. René Renoult, ainsi que M. Fournet, sont pour l'affirmative. L'avis de M. Lesaché n'apporte pas une réforme, il maintient le *Statu quo*.

M. Lesaché le conteste: l'autorisation supplétive de justice serait accordée plus facilement à la femme.

M. René Renoult en doute: quelle certitude aurait-on que demain les tribunaux ne persisteraient pas dans leurs anciennes habitudes? Le plus est pris, les anciennes pratiques subsisteront. M. Lesaché a établi trois catégories: la première ne modifierait pas la jurisprudence actuelle. Lorsqu'il demande que la femme puisse gérer ses biens propres et, le cas échéant, les biens communs, il va trop loin: ce serait une séparation de biens prononcée en dehors de la procédure habituelle. Dans le second cas, c'est pis, c'est une atteinte aux droits du mari de gérer la communauté: comment les tiers seraient-ils prévenus puisqu'il n'y aurait aucune publicité?

M. Viollette ajoute que, sans le deuxième cas, c'est l'équivalent d'une séparation de corps.

M. Lesaché observe que cela se produit tous les jours: c'est la séparation de fait.

M. René Renoult poursuit: si on élimine ces additions, on retombe dans le *statu quo*: où est alors la réforme?

Si on passe aux observations de M.

Boivin-Champeaux, il ne faut pas retenir ce qu'il a dit sur le "coup de chapeau". Les régimes ne seront pas modifiés, mais on donnera à la femme mariée divers avantages déjà énumérés. Jusqu'ici la seconde partie de la loi

du 13 juillet 1907 a seule joué : les Benquiers sont méfiants, parce que la première partie de cette loi, en donnant à la femme une capacité spéciale, a laissé subsister l'incapacité générale. En supprimant cette incapacité, la loi de 1907 jouerait tout entière.

M. Veyssière fait observer qu'une femme, en invoquant la loi de 1907, pourra vendre en banque tous les titres de la communauté.

M. René Rensault répond que les droits du mari sont protégés par la Surape de Sûreté créée par la loi.

M. Pol Chevalier cite le cas de la loi sur les caisses d'Épargne, où les femmes peuvent faire les versements et des retraits.

M. Lesaché appuie l'observation de M. Veyssière : ces actes de déprédation accomplis par des femmes mariées sont courants.

M. Viollette ajoute qu'une femme peut faire vendre par un tiers les titres de la communauté qu'elle a détournés.

M. René Rensault continue l'énumération des nouveaux droits de la femme mariée : se faire ouvrir un compte en banque, signer des chèques ; actuellement, même sans le cas visé par l'article 1449, la jurisprudence ne permet pas à la femme de vendre le mobilier. En outre, pour les actes non patrimoniaux (passeport, carte d'identité), la femme n'aura plus besoin de l'assistance de son mari ; elle ne sera plus assimilée à un mineur ou à un fou.

L'examen de l'article 2 du projet de loi — réforme des régimes matrimoniaux — exigerait un très long délai. La deuxième partie de l'amendement de M. Lesaché ne se suffit pas, elle bouleverserait les régimes matrimoniaux. Le projet de loi a été déposé il y a un an et demi, il ne faut pas qu'on puisse dire que le Parlement

n'aboutit à rien et qu'il y a une crise du régime parlementaire. Il faudra examiner aussi une réforme de la puissance paternelle et organiser une protection de la mère.

M. le président remercie M. René Renoult de son exposé.
M. Brunel ~~et~~ M. Joussetin avec M. René Renoult.

M. Joussetin lui a dit: "Le projet de loi n'est pas inapplicable, mais il soulèvera des difficultés. Le régime proposé par M. René Renoult pourrait être un régime conventionnel, mais le mieux serait de faire du régime de communauté réduite aux acquêts, qu'adoptent tous ceux qui font un contrat de mariage, le régime de droit commun. Si on accorde à la femme la pleine capacité, on bouscule par là même les régimes matrimoniaux. Il faut l'étape d'une demi-capacité: une réforme limitée, mais immédiate et nécessaire.

M. René Renoult n'est pas sûr que ce soit possible, M. Lesache ne voudrait pas que la femme ayant la pleine capacité, les époux n'aient plus d'intérêts communs et, en fait, on ne donnerait aucun avantage positif à la femme, on lui retirerait des garanties: le système de M. René Renoult ne constitue un progrès qu'en apparence. Il vaut mieux que les époux puissent être régis par la communauté réduite aux acquêts sans être obligés de faire rédiger un contrat: cette réforme, qui paraît moins ample que celle de M. Renoult, serait plus efficace.

M. Léon Bérard n'a aucune hostilité de principe contre le projet de M. René Renoult, mais il se rend compte des difficultés, notamment en ce qui concerne la disposition des deux parties du projet de loi. M. Renoult devrait établir un tableau de toutes les réformes de détail qu'entraînerait l'adoption de la première partie de son projet. La vérité est entre M. Lesache et M. Renoult.

M. René Renoult désirerait que la commission se prononçât sur le principe de la capacité de la femme mariée : il est disposé à intégrer dans son texte certaines des propositions de M. Lesaché. M. Boivin-Champeaux se demande si la commission peut se prononcer dès à présent sur le principe sans savoir quelles seraient les répercussions sur les régimes matrimoniaux, par exemple sur l'article 1449 du code civil. La jurisprudence relative à l'application de cet article se modifiera-t-elle ? Si on vote la première partie, elle sera promulguée alors que personne ne sait ce que sera la deuxième partie. On risque d'échouer en séance publique.

M. René Renoult rappelle qu'en commence n'importe quelle réforme législative par l'adoption du principe : ensuite, on établit la réforme d'après le principe.

M. Lesaché constate qu'on confie la commission à faire un travail d'ensemble, au risque de tout démolir ensuite : ce n'est pas la reine.

M. Dauthy pense que si on admettait le principe de la capacité de la femme mariée, sauf exception, on donnerait tout de suite une satisfaction aux femmes.

M. Viollète demande à la commission de statuer sur la prise en considération du contre-projet de M. Lesaché. Tout M. René Renoult pourrait s'inspirer.

Le contre-projet maintient l'incapacité de la femme mariée, mais donne aux tribunaux de larges pouvoirs pour y apporter des exceptions.

(Le contre-projet de M. Lesaché n'est pas approuvé)

M. Boivin-Champeaux demande qu'avant d'aller plus loin, on examine les

181

conséquences du principe sur l'ensemble du
projet de loi.

M. René Renoult a accepté l'amendement de
M. Foucard. La commission vient de confirmer la
méthode de discussion du projet de loi, on
parlera des régimes matrimoniaux dans une séance
ultérieure.

La séance est levée à dix-huit heures.

Le Président:

J. Hugot

L'un des Secrétaires:

M. /

Séance du vendredi 7^e décembre 1933.

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents: M. Lugol, président; Fourcade, vice-président; Boudin-Champeaux, secrétaire; Belmont, Pol Chervais, Viollette Leblanc et Vallier.
Excusés: MM. Calmel, de Courtois, Alfred Grand, Lauran et Penancier.

I

Intermédiaires
en matière
d'accidents.

M. Belmont expose l'objet de la proposition de loi de M. Jean Odier, tendant à la répression des agissements de certains intermédiaires en matière d'accidents (Imprimé 137 de 1933 - n° 638 du registre d'ordre). - Il existe des officines d'intermédiaires entre les victimes des accidents et les auteurs d'accidents. Leur rôle est nocif: ils emploient des procédés blâmables. Si l'accident est mortel, l'homme d'affaires est averti par l'agent des pompes funèbres; s'il y a eu seulement blessure, c'est l'infirmier ou l'employé de l'hôpital qui le prévient. Ils font signer au blessé ou à la famille du défunt un pacte de quota litis. Ils promettent de recueillir des témoignages, ils déclarent que sans eux on ne touchera aucune indemnité. Ils disent qu'ils assureront à la victime, sans bourse délier, le concours de spécialistes éminents. Après quoi, ils remettent le dossier de l'affaire à un avocat et à un avocat. Ils émettent des prospectus où ils prennent des titres voyants: O.D.A. (office des accidents), Défense des accidents, Société de contre-assurance etc... Ils prélèvent finalement sur l'indemnité un gros pourcentage, 25 % et plus. Ils fournissent parfois des témoignages.
Il faut proclamer la nullité de ces contrats.
Il y a des précédents: l'article 30 de la loi

du 9 avril 1898 sur les accidents du Travail, commenté par Sachet - l'article 34 de la loi du 6 novembre 1898, modifiant la loi de 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique - l'article 61 de la loi du 9 mars 1918 sur les loyers, article sur lequel est intervenu un arrêt de la Cour de Cassation - Les avoués et les avocats ne peuvent faire de contrats de *quarta litis*, là aussi il y a un arrêt de la Cour de Cassation : ce qui est interdit aux avocats, surveillés par le Conseil de l'Ordre, et aux avoués, surveillés par la Chambre de discipline, doit aussi être interdit aux hommes d'affaires, non contrôlés. - M. Jannenez a formulé cette opinion dans un rapport sur l'une des lois précitées.

Il faut une sanction. M. Odier en a prévu une très dure, celle de l'escroquerie (art 405 du code pénal). La loi du 9 avril 1898 avait prévu une amende, très forte en cas de récidive. Il n'y a aucune sanction dans les autres lois. L'intermédiaire préférera risquer de payer l'amende et empochera le montant de son contrat.

Les pactes des intermédiaires en matière d'accidents comportent des manœuvres dolosives et les autres éléments prévus et définis par l'article 405 du code pénal. On pourrait, il est vrai, en dire autant des intermédiaires pour d'autres litiges : à la tribune du Sénat, M. Delthil a parlé, notamment, de ceux qui promettent le divorce en trois mois ou à crédit. (voir l'arrêt de la Cour de Dijon du 11 juin 1930). Les intermédiaires en matière d'accidents promettent ce qu'ils ne peuvent tenir : la postulation, la défense à la barre.

M. Fourcade félicite M. Belmont pour son rapport très documenté et intéressant. Il est d'accord avec lui en ce qui concerne la nullité des contrats. Pour la sanction, il n'est pas sûr que les éléments du délit de l'article 405 c. pén. soient réunis. Les prospectus disent que l'agence se charge de mener à bien le procès, qu'elle s'est attaché des avoués et des avocats éminents. Il n'y a pas là de manœuvre frauduleuse.

On abuse aujourd'hui des extensions de l'article 409, on voit partout de l'escroquerie, l'amende est une sanction faible, on pourrait ordonner la fermeture de l'officine.

M. le président estime que, si toutes les opérations de l'officine étaient defectueuses, ce serait justifié. L'amende se justifierait mieux dans la loi de 1898 sur les accidents du travail, parce que le service de l'intermédiaire est inutile, le blessé ayant un droit forfaitaire. Ici le rôle de l'intermédiaire se justifie : il peut faire obtenir au blessé des indemnités qu'il n'aurait pas obtenues lui-même. Pour qu'il y ait escroquerie, il faut qu'elle résulte des termes du prospectus.

M. Pol Chevalier se plaint de ce que l'on mette l'escroquerie à toutes sautes. Les intermédiaires ne promettent que leurs bons offices.

M. le président L'accidenté ne verse au préalable aucune somme, il ne subit pas de préjudiciable. Cela ressemble à la révélation de succession par un généalogiste : on n'y a jamais vu une escroquerie.

M. Belmont suggère qu'on retienne l'amende prévue dans la loi sur les accidents du travail.

M. Viollette dit que le délit ressemble plutôt à un abus de confiance, bien que ce n'en soit pas un.

M. le président préférerait qu'une peine ne fût prévue qu'en cas de récidive. Est-ce que ce sera applicable aux pactes conclus avant la promulgation de la loi ? Cela ne semble pas possible, il faudrait le dire dans le rapport.

M. Fourcade signale que le blessé pourra répéter l'indu.

M. Viollette voudrait qu'il y eût affichage du jugement en cas de récidive.

M. Fourcade déclare que, si ces intermédiaires n'existaient pas, il y a des blessés qui n'oseraient pas plaider contre les auteurs

d'accidents et qui seraient lésés par les compagnies
d'assurances.

(Ce rapport est approuvé - M. Belmont est autorisé à
le déposer sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à quinze heures un quart.

Le président :

L. Keigel

L'un des secrétaires :

M. M. X

Séance du jeudi 21 décembre 1933.

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Lugol, président, Calmel et Pourcade, vice-présidents, Boivin-Champeaux et de Cartois, secrétaires, Lénier, Louis Martin, René Renoult, Catalogne, Bourteaux et Cural.

Excusés : MM. Pol Chevalier, Lesaché et Veyssière.

I

Revision des baux à ferme.

M. Boivin-Champeaux expose l'objet de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 8 avril 1933, autorisant, au profit du fermier, la réduction des prix des baux à ferme.

(Imprimé 615 de 1933 - n° 655 du registre d'ordre).

Il y a des tribunaux qui pour la période de terminaison de jouissance de l'immeuble rural, appliquent l'ancien prix, et d'autres le nouveau prix, en cas de résiliation. Les travaux préparatoires ont toujours visé le nouveau prix. Le dernier texte a supprimé les mots "dans tous les cas", mais cette suppression n'est pas intentionnelle. M. Veyssière a déjà, sur ce point, déposé une proposition de loi qui fait l'objet d'un rapport, lui aussi déjà déposé.

A la Chambre il y a eu une proposition dans le même sens : c'est celle dont il est question aujourd'hui. Cette proposition comprend trois articles. Aux termes de l'article 1^{er}, le président du tribunal pourrait imposer des experts non choisis par les parties. En cas de défaut du bailleur, le président pourrait nommer le deuxième expert.

Ces dispositions doivent être rejetées. Pour le premier cas, le droit commun suffit.

et, pour le second, le texte de la Chambre est inattaqué : si le fermier seul a constitué expert, tant pis pour le bailleur qui n'a pas défendu ses droits - Le texte de l'article 2 de la Chambre des députés est moins favorable au fermier que celui qui a précédemment été arrêté par la commission de législation civile du Sénat - d'article 3 de la Chambre considérée comme non avenue des décisions de justice et, même, des accords pourvu qu'ils soient postérieurs à la loi du 8 avril 1933. L'ensemble ne peut être approuvé.

M. Linger demande comment la proposition de M.

Veyssière peut être conciliée avec le texte de la Chambre.

M. Boivin-Champeaux répond que le rejet de ce texte de la Chambre tranche la difficulté éventuelle.

M. René Renoult estime qu'on peut substituer au texte de la Chambre le texte précédemment admis par la commission.

M. Boivin-Champeaux constate que, d'ailleurs, il y a accord sur le point essentiel.

M. le président est partisan de l'application de l'ancien prix, mais la commission s'est déjà prononcée pour l'application du nouveau prix. Il y a des décisions de justice dans les deux sens.

M. Boivin-Champeaux constate que les deux chambres désiraient que le nouveau prix, arbitré par le président, fût appliqué, mais le texte ne le dit pas.

M. Linger pense que le législateur n'a pas voulu que le fermier pût se dégager de son bail, tout en bénéficiant d'un nouveau prix pour les trois dernières années d'occupation.

M. Boivin-Champeaux n'est pas de cet avis : on n'a pas voulu que le fermier supportât pendant trois ans un prix trop lourd.

M. le président fait observer que le fermier peut s'en aller tout de suite.

M. Linger se demande s'il est nécessaire de procéder par voie d'interprétation : il arrive tous les jours que les tribunaux diffèrent d'opinion sur la portée d'une loi.

M. Boivin-Champeaux ajoute que le Cour de

Cassation est saisie de la question.

M. le président est tenu que c'est un mauvais précédent : la loi a été promulguée depuis moins de six mois.

M. Boivin-Champeaux reconnaît que M. Linger a raison, en général, mais sans l'espèce il y a eu une omission dont le législateur est responsable. En réalité, on veut ressusciter un texte adopté par les deux assemblées.

M. Linger déclare qu'on légifère trop et que l'on complique la tâche des tribunaux.

(Le rapport est approuvé - M. Boivin-Champeaux est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

II

Billets de fonds.

M. le président expose qu'au début de la séance publique de ce jour du Sénat, M. Caillier a déposé, au nom de la commission du Commerce, deux rapports relatifs aux billets de fonds et demande s'il ne comprendrait pas que la commission de législation civile en fût saisie pour avis.

M. Boivin-Champeaux pense que ce renvoi pour avis est indispensable.

M. le président fait observer qu'en demandant ce renvoi, la commission de législation civile engage sa responsabilité.

M. Boivin-Champeaux répond que sa responsabilité est engagée de toute façon, puisque, pour la précédente loi sur les billets de fonds, la commission de législation en était saisie pour avis.

(Il en est ainsi décidé).

La séance est levée à seize heures et quart.

Le président :

L'un des secrétaires :

M. Am

F. Hugel

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à seize heures

Sont présents : MM. Lugol, président, Boivin-Champeaux, Secrétaire, Leblanc, Lesaché, Pol Chevalier, Penancier et Brunel.

I
Fixation de
l'ordre du jour
de la prochaine
séance.

M. Lesaché a vu M. Jeanneney, président du Sénat. Tous deux ont été d'avis qu'il convenait d'inscrire le plus rapidement possible à l'ordre du jour du Sénat la protection de l'épargne publique. M. Emile Bender, rapporteur pour avis de la commission du commerce, juge favorable. M. le garde des sceaux Raynaldy accepte la date du mardi 23 janvier pour la discussion en séance publique. A la Chambre il y a un rapport sur les commissaires aux comptes. Le Gouvernement préférerait que le rapport du Sénat soit discuté le premier. L'examen des 23 amendements de M. Bender sera très court. Il y a, à la Chambre des députés, un projet de loi de M. Bonnet sur la protection de l'épargne, pour lequel le ministère de la Justice n'a pas été consulté. Le projet du Gouvernement est une refonte de la loi de 1867, sous l'inspiration d'un rapport de M^e Dolbeau. Il ne tient aucun compte du rapport déposé au Sénat. Il est l'œuvre du Directeur du Mouvement général des fonds, M. Socallier. M. Penancier déclare que M. Râteau, Directeur au ministère de la Justice, n'en a été prévenu que peu de jours avant le dépôt sur le bureau de la Chambre.

M. Lesaché ajoute qu'il y a dans le projet du Gouvernement quelques dispositions heureuses, dont la plupart ont été reprises par les amendements de M. Bender. Deux amend⁵ Bender ont un autre objet. M. Lesaché déposera vendredi sur le bureau du Sénat son

Rapport Supplémentaire. Il est d'accord avec M. Marcel Régnier, rapporteur de la commission des finances pour avis, qui exposera oralement à la tribune du Sénat le sentiment de cette dernière commission. M. Pol Chevalier a déposé à la fin de 1932 un rapport sur les caisses d'épargne : il s'étonne de ce que les commissions de l'hygiène et des finances n'aient pas déposé leur avis.

M. Leblanc annonce à la commission qu'il a préparé un rapport sur le démarçage.

La commission décide de se réunir jeudi à 14^h 30 pour l'examen des rapports de M. Baudouin et le mercredi suivant pour l'examen : A - du démarçage B - des locataires chômeurs - y des brevets d'invention.

La séance est levée à seize heures et demie.

Le président :

L'un des secrétaires :

J. M.

J. Hugot

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quatorze heures et tenue.

Sont présents : MM. Lugol, président ; Fourcade, vice-président ; Boivin-Champeaux et de Courtois, secrétaires ; Lesaché, Vallier, Veyssière, Bl-Chastel, Penancier, Liniger, Leblanc, Léon Bédard, Brunel, Le Bail, Curral et Bourteaux.

Excusés : MM. Calmel, Catalogne, Alfred Grand et Laurain.

I
Sociétés
anonymes.

La commission examine les 23 amendements de M. Bander

A : 1^o la proposition de loi de M. Jules DELAHAYE, sur les responsabilités des directeurs et administrateurs de sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit ; 2^o la proposition de loi de M. LESACHÉ, tendant à renforcer le contrôle des actionnaires dans les sociétés anonymes ; 3^o la proposition de loi de M. LESACHÉ et quelques-uns de ses collègues, tendant à compléter l'article 45 de la loi du 24 juillet 1867 (pénalités contre les administrateurs de sociétés anonymes) ; 4^o la proposition de loi de M. LESACHÉ et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la désignation des commissaires aux comptes dans les sociétés anonymes dont les titres font l'objet de négociations publiques.

(Voir les nos 255, année 1923 ; 856, année 1931 ; 83, 361, 826, année 1932 et 653, année 1933.)

(n^o 610 du registre d'ordre).

M. Lesaché critique le projet de loi déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre des députés. (voir ci-dessus, page 159).

L'amendement n^o 1 de M. Bander concerne l'article 1^{er} de la loi de 1867. La commission décide de supprimer la fin de la première phrase ^{de l'alinéa} (qui se trouve au bas de la page 2 de l'amendement, à partir des mots : "... ou sans un établissement bancaire" jusqu'à "... aux marchés del'Etat."

M. le président précise que ce ne sont pas les souscripteurs qui déposent eux-mêmes le montant de leurs souscriptions à la caisse des dépôts et consignations.

M. Lesaché répond que ce dépôt est fait par le représentant de la société.

L'alinéa est ainsi rédigé : " Les fonds provenant des souscriptions sont déposés, pour le compte de la

compagnie ou société, sans un des établissements désignés pour le dépôt et la conservation des fonds des officiers publics. Ils y demeurent jusqu'à la constitution définitive de la société.»

A l'alinéa « la commission supprime le membre de phrase : " ou déposée etc..." »

(la commission suspend sa séance de quinze heures et demie à seize heures et demie).

M. Lesaché estime qu'il faut conserver le cadre de la loi de 1867 et ne pas changer le numérotage des articles. Le cas échéant, il vaut mieux numéroter les alinéas à l'intérieur de l'article.

Après discussion, l'avant-dernier alinéa de l'amendement n° 1 de M. Bender est conservé, et l'on supprime le dernier alinéa.

Par l'amendement n° 2 (art 2 de la loi) M. Bender ajoute la sanction de l'amende en cas où des actionnaires voteraient, sans une assemblée générale, sur une question où ils ont des intérêts opposés à ceux de la société.

Etant donné que l'opposition d'intérêts peut n'apparaître qu'au bout d'un certain temps et que les décisions de l'assemblée générale seraient alors annulables, M. Bender, dans son amendement n° 3, limite à trois mois à partir de l'assemblée générale le droit de demander cette annulation.

M. le président demande ce qui se passerait en cas de divergence d'intérêts entre les cohéritiers d'un actionnaire?

M. Brunel répond que c'est le tribunal qui appréciera la divergence d'opinions visée par les amendements 2 et 3 de M. Brunel.

M. le président s'étonne de ce qu'on veuille créer une prescription de 3 mois pour l'action civile, alors que la prescription de l'action pénale reste de 3 ans.

M. Boivin-Champeaux propose un texte sur les commissaires aux comptes et demande la suppression de l'alinéa 1^{er} de la page 13 du rapport n° 826 de M. Lesaché.

M. Lesaché se rallie à cette proposition.

M. Boivin-Champeaux n'est pas très partisan de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 du dit rapport 826.

Après discussion, il déclare ne pas s'y opposer.

L'amendement n° 7 de M. Bender contient les mots "Sous les mêmes sanctions."

M. Lesaché propose d'y substituer "Sous les sanctions prévues à l'article 19".

M. le président fait remarquer que ce sont des pénalités terribles: 1 à 5 ans de prison. Le texte de l'article 19 suffit.

(La commission repousse l'amendement n° 7).

La suite de l'examen des amendements aura lieu dans une prochaine séance.

La séance est levée à 17 heures et quart.

Le président:

L'un des secrétaires:

M. An

F. Lugeol

Présidence de M. Ligol

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Ligol, président; Calmel, vice-président; Boivin-Champeaux, secrétaire; Jean Bosc, Penancier, Vallier, Delthil, Louis Martin, Veyssière, Pol Chevalier, Lesache, Linger, Brunel, Léon Béard, Curral, René Renault & Catalogne
Excusés : MM. Fourcade, Alfred Grand et Laureine.

I
Locataires
chômeurs

La commission examine la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de régler les relations entre propriétaires & locataires chômeurs (Imprimé 568 de 1933 - n° 63 du registre d'ordre).

M. Jean Bosc expose l'objet de la proposition de loi, qui fut adoptée sans débat par la Chambre des députés. Le rapport Seitz reproduisait intégralement la proposition Martinand - Déplats et Guisoni. On veut protéger les chômeurs en invoquant l'argument : "A des situations exceptionnelles doivent correspondre des lois exceptionnelles." L'examen de cette affaire, dont le Sénat est saisi depuis octobre, n'offre pas une urgence extrême.

M. Penancier fait remarquer que la même question pourrait se poser pour tous ceux qui souffrent de la crise économique, ce qui pourrait entraîner loin. On ne peut éviter la question des loyers des chômeurs, mais elle doit être résolue sous un autre aspect. Il est indispensable d'entendre le Gouvernement.

M. Delthil ajoute que la création d'une Caisse spéciale intéresse surtout la commission des finances.

M. le président fait remarquer qu'il n'y a jusqu'ici aucune proposition de création d'une Caisse spéciale.

M. Penancier signale qu'en 1933 le ministère des finances était hostile à cette création. Depuis six mois on n'expulse plus les chômeurs. Si la commission rejette le texte de la Chambre, la Chancellerie va être harcelée de demandes de suspensions de poursuites.

M. desaché dit que, si les chômeurs sont intéressants, les propriétaires ne peuvent être rendus responsables du chômage de leurs locataires, le ministère des finances doit être consulté.

M. Veyssière est d'une opinion différente. Après le chômage, le propriétaire conservera ses droits à l'encontre de ses locataires, même pour le passé (Scepticisme général). Le rapporteur doit alors conclure au rejet du texte de la Chambre. Si on consulte le ministre des finances, quoi qu'il réponde, la commission de législation civile n'en sera pas plus avancée: ce côté de la question n'est pas de sa compétence.

M. Pol Chevalier fait connaître qu'à Paris il y a un secours spécial de loyer pour les chômeurs, en sus du secours général de chômage.

M. Curval rappelle que ceux qui logent des chômeurs sont, en général, des petits propriétaires.

M. Jean Bosc propose de ne pas parler des travailleurs qui sont hors d'état de payer leurs loyers en raison de la crise économique. Il faut contourner la loi pour les gens inscrits au fonds de chômage.

M. Vallier demande ce qui se produirait si la crise de chômage durait dix ou douze ans.

M. Jean Bosc suggère de rédiger un texte sous une forme moins extensive que celui de la Chambre, en accordant aux chômeurs des délais de paiement.

M. Linger est convaincu que l'arriéré ne serait jamais payé.

M. Brunel estime que la commission n'est pas en mesure d'étudier le texte de la Chambre. Il faut que le ministre des finances fasse l'autre

propositions, à la fois dans l'intérêt des chômeurs et dans celui des petits propriétaires.

M. Aurral aurait préféré que l'initiative du projet fût prise par le Gouvernement.

M. Lesaché qualifie le délai de loyer. Sous le nom de délai, c'est une remise de loyers. Que le rapporteur écrive au ministre des finances et lui demande s'il est possible de créer un fonds de chômage. S'il répond négativement, il faudra rejeter le texte de la Chambre.

M. Linger trouve ce texte irrécusable en l'état. Les chômeurs ont toute la sympathie de la commission, mais il ne faut pas que la charge de leurs loyers retombe sur les propriétaires.

M. Penancier signale le danger d'expulsions multipliées de chômeurs. Il faut chercher autre chose. On a accordé des délais pour les billets de fonds et pour la propriété commerciale. Après les chômeurs, viendront les fermiers, les commerçants etc...

M. Linger repousse toute analogie entre les chômeurs et les commerçants.

M. Jean Bosc réplique qu'en l'absence des scandales financiers, on ne peut pas expulser les chômeurs. Il faudrait généraliser l'indemnité de loyer.

M. Lesaché voudrait que l'Etat remboursât au propriétaire tout son dû.

M. Jean Bosc se demande s'il faut convoquer le garde des sceaux ou lui écrire.

M. Veyssière voit dans l'indemnité de loyer un complément de l'indemnité de chômage.

M. Penancier voudrait qu'on demandât au garde des sceaux le nombre des expulsions de chômeurs en cours et les mesures qu'il a prises; ce sera une base de discussion.

M. Delthil ajoute que ces secours incombent plus aux communes qu'à l'Etat.

M. le président y ajoute le département: le garde des sceaux consultera son collègue des finances.

M. Jean Bose est indigné de mauvais usage que certains chômeurs font de leurs indemnités : ils vont boire au cabaret ! Mieux valent les bons de consommation
(La commission poursuivra ultérieurement cette discussion)

II
Brevets
d'invention

M. Pol Chevalier expose l'objet du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifié par le Sénat, puis par la Chambre, sur les brevets d'invention (Rapport au fond de la commission du commerce — 2^{em} rapport Marcel Plaisant, imprimé 55 de 1933)

M. Curral met en lumière les deux questions principales : la brevetabilité du produit et la brevetabilité du procédé.

M. Pol Chevalier dit que M. Marcel Plaisant, partisan de la brevetabilité du produit à la Chambre des députés, est devenu hostile à cette thèse au Sénat, bien que rapporteur de l'affaire dans les deux chambres. M. Curral rappelle que les Allemands ne veulent pas de la brevetabilité du produit ; ce qui est brevetable, c'est le mode de fabrication. La défense nationale et l'économie nationale y sont intéressées. Il faut que l'on puisse trouver des manières plus simples de fabriquer tel produit.

M. Pol Chevalier constate que, sur la brevetabilité du procédé, tout le monde est d'accord. La discrimination est difficile à faire entre le produit et le procédé, à cause des réactions de la matière provoquées par l'homme.

M. Veyssière pose en principe que tout produit est en puissance dans la nature et que l'inventeur la révèle. C'est la méthode de révélation qui peut être brevetée.

M. Curral demande à quel moment on appréciera la lésion en fonction de la valeur du brevet d'invention, notamment au cas où l'acquéreur du brevet en a augmenté la valeur par l'habileté de son exploitation.

M. Lesaché souhaite que l'avis de la commission de législation soit conforme aux conclusions de la commission du commerce.

Pour éviter un conflit, le délai de cinq ans est excessif. La lésion des sept dixièmes doit ici être préférée à la lésion de plus du quart, afin de restreindre le nombre des procès.

M. Delteil craint que l'admission de la rescision pour lésion ne se retourne contre le véritable intérêt des inventeurs.

(La commission admet la rescision pour lésion de plus des $\frac{7}{12}$ et dans un délai de deux ans).

M. Curral comprend qu'il faille protéger l'inventeur besogneux contre l'odieuse exploitation de l'acquéreur du brevet.

Mais pendant deux ans, celui-ci se contentera de faire des expériences et commencera ensuite son exploitation.

M. Pol Chevalier, sur une question posée, répond que l'action en rescision n'existe pas jusqu'ici en notre matière.

M. Lesaché ajoute que les experts en matière de brevets ont créé une jurisprudence

(d'avis est approuvé - M. Pol Chevalier est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à 17 heures et demie

Le président:

L'un des secrétaires:

Delteil

L. Lucet

Présidence de M. Lugol

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents : MM. Lugol, président; Leblanc et Lesaché.

I
Démarchage. La commission examine le projet de loi, adopté par la Ch. des députés, relatif à la réglementation du démarchage (Imprimé 453 de 1931 - n° 580 du registre d'ordre).
M. Leblanc en expose l'objet. Le texte adopté par la Chambre est très différent de celui du Gouvernement. Il ne distingue pas le colportage du démarchage. Le colporteur remet le titre contre argent ou chèque : ce devrait être interdit absolument. Le texte, pour donner des garanties au cocontractant du démarcheur, prévoit des délais et un carnet que le fisc pourra consulter. Mais il y aura un double de ce carnet, pour le fisc, la garantie est illusoire. La plus grosse difficulté provient de l'article 9 qui institue une exception pour les comptables publics et n'empêcherait pas les escroqueries du Crédit Municipal de Bayonne. Il faut réglementer l'offre écrite en même temps que l'offre verbale. La loi anglaise de 1930 interdit le colportage et le démarchage et elle réglemente l'offre écrite. Le texte de la Chambre doit donc être complété.
M. Lesaché est opposé aux exceptions en faveur des valeurs d'Etat, il ne faut pas drainer vers elles l'épargne publique, au détriment de l'industrie et du commerce. M. Lesaché étudie actuellement la question avec un inspecteur des finances. On n'empêchera jamais le colportage ni le démarchage, il faut les réglementer en leur imposant des conditions sévères.

M. Leblanc craint qu'ici toutes les garanties ne soient illusoires.

M. Lesaché dit qu'il y a quelque chose de plus dangereux que le démarchage, ce sont les journaux périodiques des groupements financiers. M. le président fait observer que le démarchage est quelquefois utile, car il y a de bonnes valeurs.

On légifère trop restrictivement, pour lutter contre l'immoralité : on va tarir des affaires honnêtes.

M. Lesaché remarque que plus les titres sont difficiles à placer, plus les banques demandent une forte commission.

M. le président voudrait que les banques d'émission fussent responsables des valeurs qu'elles lancent.

M. Leblanc prie M. Lesaché de lui donner ses suggestions.

M. Lesaché insiste sur ce point que le commerce et l'industrie ont besoin d'argent. Il y a des affaires très sérieuses dont les titres ne sont pas négociés sur le marché public. Le démarchage ne doit pas être interdit, mais réglementé pour qu'il soit loyal. Il faudra que le démarcheur laisse au souscripteur un double du bulletin de souscription. On ne saurait cependant lui imposer un délai entre la remise de ce double et la signature du souscripteur.

M. Leblanc résume la loi anglaise récente.

(La discussion continuera ultérieurement).

La séance est levée à quinze heures et quart.

le président,

l'un des secrétaires:

Bruno A.

L. Hugel

Présidence de M. Fourcade.

La séance est ouverte à quatorze heures et demie.

Sont présents: MM. Fourcade, vice-président;
 Boivin-Champeaux, secrétaire; Lesaché; Pol Chavalier,
 Brunel, Curral, Delthut et Penanceis.
 Excusés: MM. Ligot, Calmel, Catalogne & de Courtois.

I Sociétés anonymes.

La commission poursuit l'examen des amendements relatifs aux propositions de loi concernant les Sociétés anonymes. (voir ci-dessus page 161).

M. Lesaché déclare que l'amendement 3 de M. Bender, sur l'article 3 du texte du rapport remplace l'article 40 de la loi de 1894. L'amendement de M. Boivin-Champeaux sur le même article a été accepté par la commission dans une séance antérieure. Il ne reste plus, sur cet article, que l'amendement n° 7 de M. Bender. Les mots "sous les mêmes sanctions" doivent être remplacés par "sous les peines prévues à l'article 17, alinéa 6".

M. Curral estime que l'article 17 se suffit à lui-même et qu'il est inutile d'y faire allusion à l'article 3. (adopté)

M. le président fait remarquer au sujet d'un autre amendement, qu'un actionnaire, au cours de l'assemblée générale, pourra dire:

"Nous n'avons du rapport du Conseil qu'un résumé fait par les commissaires aux Comptes, nous voulons le rapport in extenso."

M. Lesaché voudrait que les actionnaires fussent protégés sans que la société en souffrît.

M. le président estime qu'il est impossible de concilier ces deux desiderata. Il ne faut pas limiter la tâche des commissaires aux Comptes.

M. Lesaché passe à l'amendement n° 9 de M. Bender.

Provisoirement, on va maintenir la numérotation.
 M. Lesaché accepte l'amendement n° 10 en ce qui concerne le mot "méthodes"; il n'y a pas de difficultés sur le reste.

Par son amendement n° 11, sur l'article 6, M. Bender élève l'amende, qui passerait de 500 à 500 fr. à 1000 à 100.000 fr.

M. Penancier se demande à quoi sert l'édiction des amendes que l'on n'applique pas.

(La commission adopte 500 à 10.000 fr.)

M. Lesaché demande ce que se passera quand, dans une société en commandite par actions, tout le monde est parent. Il en est ainsi de la maison Manchauffée à Troyes. Où trouvera-t-on les commissaires aux comptes? on pourrait voir les sociétés ayant au maximum 50 actionnaires, dont tous les titres seraient nominatifs.

M. le président propose que l'incompatibilité ne s'applique pas aux sociétés de famille, et que décider au cas où il n'y aurait que deux actionnaires étrangers à la famille?

M. Lesaché signale que l'amendement 13 de M. Bender, sur l'article 9, est pris dans le dernier projet du Gouvernement.

M. Brunel estime que cet amendement est inutile & qu'il alourdit la loi.

M. le président ajoute que la disposition finale est l'existence même et qu'il en est ainsi de maintenant.

M. Lesaché rappelle qu'il y a des actionnaires jaloux qui trouvent que l'administrateur délégué touche trop.

M. le président critique la frénésie de prévisions de ces amendements. Une créance douteuse doit être maintenue à l'actif, mais il faut une contrepartie, en tant que réserve, pour le cas d'insolvabilité du débiteur.

M. Lesaché conclut que dans l'article 9, alinéa 2, il faut supprimer le mot "à tort".

M. le président trouve que l'amendement n° 13 est inutile et superfluetatoire.

M. Lesaché indique que sur l'article 11 il y a deux amendements : l'un est de M. Boivin-Champeaux, l'autre est l'amendement n° 16 de M. Bender.

On remplacera "d'un actionnaire" par "d'actionnaires représentant etc..."

M. Boivin-Champeaux dit qu'il a puise son amendement dans le rapport Gamadier.

(L'examen des amendements continuera dans une séance ultérieure).

La séance est levée à seize heures.

Le président:

L'un des secrétaires:

[Signature]

[Signature: L. Hugot]

Présidence de M. Lugol.

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Lugol, président, Calmel, vice président, de Courtois, secrétaire, Brunel, Dautby, Leblanc, Caillet, Delthil et Bourteaux.

I

Débiteurs de
prix d'acquisition
de fonds de commerce.

La commission, saisie pour avis, examine la proposition de loi de M. Robert Choisy tendant à étendre à tous les débiteurs de prix d'acquisition de fonds de commerce les avantages prévus par la loi du 5 juillet 1933 en faveur des souscripteurs de billets de fonds — apportés, au fond, au nom de la commission du Commerce, par M. Caillier (Imprimés 633 et 685 de 1933 — n° 657 du registre d'ordre).

M. Brunel déclare qu'aujourd'hui, à Paris, près des trois quarts des commerçants sont en état de cessation de paiements.

M. le président expose qu'au début de 1933, la Chambre était saisie d'une proposition de loi tendant à accorder un moratoire d'un an aux commerçants débiteurs de billets de fonds. Elle l'a votée. La commission du commerce du Sénat avait décidé de la repousser. Il en résulte une grosse émotion. La commission de législation civile, à laquelle le Sénat avait renvoyé l'affaire pour avis, proposa un texte transactionnel, qui fut adopté par le Sénat, puis par la Chambre et devint la loi du 5 juillet 1933.

Le Gouvernement a déposé un projet de loi s'appliquant aux billets antérieurs à la loi de 1933, ce que la commission de législation du Sénat n'avait pas

175

voulue concéder. Le projet de loi a fait l'objet d'un Rapport de M. Caillier, déposé sur le bureau du Sénat, mais non encore imprimé.

De son côté, M. Robert Choumyre, sénateur, a déposé une proposition de loi, rapportée, elle aussi, par M. Caillier au nom de la commission du Commerce et étendant la loi de 1933 aux acquéreurs de fonds de commerce autres que les débiteurs de billets. C'est ce rapport sur lequel la commission de législation est appelée à donner son avis. La proposition Choumyre est moins grave que le projet de loi.

M. Curral demande ce qui se passera si le juge des référés commerciaux refuse d'accorder le délai de grâce. Le débiteur peut toujours s'adresser au tribunal. Le juge des référés commerciaux sera peut-être plus coulant.

M. de Courtois éprouve des hésitations à ce sujet: tout dépendra de la situation de ce juge qui peut être soit vendeur, soit acheteur d'un fonds de commerce.

M. Curral demande que l'appel soit possible en cas de refus du délai de grâce.

M. de Courtois objecte que, pour tourner la loi, il peut accorder un très court délai, huit jours par exemple.

M. le président suppose que l'impossibilité d'interjeter appel protège le vendeur.

M. Brunel constate que la proposition de loi améliore la situation actuelle.

M. le président rappelle qu'on accorde très rarement le bénéfice de l'article 1244, dont les termes sont restrictifs.

M. Delthil est d'avis que le débiteur peut, à son choix, aller devant le juge des référés ou devant le tribunal, ce qui permet l'appel.

M. Camel pense qu'on devrait plus libéralement faire jouer l'article 1244, vu la crise économique.

M. de Courtois fait allusion aux petits tribunaux de commerce, comme celui de monosque, le juge y est souvent l'ami d'un des plaideurs. Il est un tribunal de Commerce qu'on appelle "le commerce du tribunal". (Suires)

M. le président insiste sur ce fait que le texte va jouer même au profit du débiteur qui n'a encore rien payé et qui demande un délai. Celui-ci ne paiera jamais rien.

M. Brunel est partisan de la suppression des mots : "... en tout".

M. Delthil laisse au juge l'appréciation de l'opportunité de l'octroi d'un délai de grâce.

M. Curral est convaincu qu'en juillet 1934 on reprendra le texte de la loi du 5 juillet 1933.

M. Delthil considère comme dur de faire trancher le sort d'un commerçant par un seul commerçant, c'est l'arbitraire.

M. le président propose de dire que celui qui a formé une demande de révision du prix de son bail et fait une offre, paiera, en attendant, le prix offert et qu'il y aura délai de grâce pour la différence. La patente est établie d'après le prix du loyer et elle est forfaitaire. Aujourd'hui le délai de 6 mois est expiré et les offres sont faites.

M. Curral se plaint de la lenteur des procès à Paris.

M. Leblanc suggère que le prix qui doit être versé soit fixé par le tribunal.

M. Brunel rappelle qu'il faut aussi que le propriétaire puisse payer ses dettes hypothécaires.

M. le président déclare que le prix de loyer qui tend à s'établir est d'environ $3\frac{1}{2}$ fois le prix de 1914. Or certains commerçants paient encore 10 fois le prix de 1914. (L'avis est approuvé. M. Lugol est autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat).

La séance est levée à seize heures

Le président :

L'un des secrétaires :

Boivin - Nam

E. Hugel

Présidence de M. Calmel

La séance est ouverte à quinze heures.

Sont présents : MM. Calmel et Fourcade, vice-présidents, Penancier, Brunel, Linger, Veyssière, Curval, Le Bail, Delthil, Dauthey et Leblanc.

Excusés : MM. Ligo, de Courtois, Catalogne et Boivin-Champeaux.

I
Sincérité des
opérations
électorales.

La commission étudie, pour avis, la proposition de loi de MM. Henry Chéron, Chapsal, Coynard, Vallier et Marcel Donon tendant à compléter la législation en vigueur sur la sincérité des opérations électorales (Imprimé 791 de 1931), rapportée, au nom de la commission de l'administration générale par M. Pol Chevalier, Imprimé 175 de 1932 - n° 599 du registre d'ordre).

M. Veyssière expose que l'article 1^{er} concerne les déclarations de candidatures en vue des élections cantonales et législatives. Jusqu'ici cette déclaration n'était pas obligatoire pour les élections cantonales. M. Pol Chevalier, tout en approuvant cet article, a fait observer que les mots "ou qui est présente" sont une formule regrettable, tout candidat doit "se présenter".

M. Fourcade ajoute que, puisqu'il signe sa déclaration de candidature, il se présente. Il demande, en outre, si jamais on s'est présenté dans plusieurs cantons. Il y a inconvénient à faire des lois inutiles.

M. Delthil observe qu'il n'est pas interdit de se présenter dans plusieurs cantons.

M. Veyssière dit que M. Chéron en donne des exemples dans son exposé des motifs.

M. Le Bail appuie l'article 1^{er}, il peut y avoir des surprises avec les candidatures survenant à la dernière minute.

M. Fourcade demande pourquoi, dans ces

conditions, la loi ne s'appliquerait pas aux élections municipales ~~ou~~ sénatoriales.

M. Penancier souhaiterait, en effet, qu'elle s'appliquât aux élections ~~municipales~~ municipales; on jette la confusion par les listes produites à la dernière heure.

M. Veyssière spécifie que la commission de l'administration générale a étendu l'article 1^{er} aux élections municipales de la Ville de Paris, parce qu'elles sont uninominales.

M. Linger demande comment s'appliquera le texte en cas de ballottage.

M. Veyssière répond que les nouveaux candidats devront faire leur déclaration.

(L'article 1^{er} est adopté).

M. Veyssière donne lecture des articles 2 et 3, qui sont adoptés sans débat.

L'article 4 de la proposition de M. Chéron excluait expressément l'application de l'article 463 du code pénal, comme le fait la loi du 17 juillet 1889. La commission de l'administration générale a supprimé cette exclusion et admis que l'amende serait sans décime, 1000 à 5000 fr. - M. Veyssière propose la même chose, en abaissant le minimum à 500 fr.

(adopté).

M. Delteil regrette le système des décimes.

L'amende n'est plus exemplaire, parce que ceux qui lisent le journal sont induits en erreur.

M. Veyssière passe aux articles 5, 6 et 7 de la proposition Chéron, qui ont été écartés par la Commission de l'administration générale. L'article 5 modifie l'article unique de la loi du 8 juin 1923, lequel ne parlait de la distribution des circulaires électorales que si elles étaient faites le jour même du scrutin.

La commission émet le vœu que l'alor

du 8 juin 1913 s'applique aux élections cantonales.
 M. Penancier déplore que dans une même loi il
 y ait les amendes avec décimes et d'autres
 sans décimes — les amendes avec application et
 d'autres sans application de l'article 463
 du code pénal.

M. Veyssière répond que l'on peut faire cadrer les
 deux articles en faisant un nouveau texte se
 référant à l'article 4.

La commission de législation civile repousse les
 articles 6 et 7 et la proposition de loi de
 M. Cherion.

(L'avis est approuvé — M. Veyssière est
 autorisé à le déposer sur le bureau du Sénat)

La séance est levée à seize heures.

Le président,

L'un des secrétaires,

L. Lugef

~~Bar. Aum.~~

Ministère de la Justice. Téléph: Opéra 47.80

411	mercredi	21 juin	1933	92
412	vendredi	23 juin	1933	97
413	lundi	26 juin	1933	99
414	mardi	27 juin	1933	101
415	mercredi	28 juin	1933	103
415	jeudi	30 juin	1933	105
416	mardi	4 juillet	1933	111
417	mercredi	5 juillet	1933	115
418	—	—	—	—
419	jeudi	6 juillet	1933	118
420	mercredi	25 octobre	1933	120
421	mercredi	8 novembre	1933	123
422	mercredi	22 novembre	1933	124
423	mercredi	29 novembre	1933	130
424	mercredi	6 décembre	1933	136
425	mercredi	13 décembre	1933	142
426	vendredi	15 décembre	1933	152
427	jeudi	21 décembre	1933	156
428	mardi	9 janvier	1934	159
429	jeudi	11 janvier	1934	161
430	mercredi	17 janvier	1934	164
431	jeudi	18 janvier	1934	169
432	vendredi	19 janvier	1934	171
433	mardi	23 janvier	1934	174
434	mercredi	24 janvier	1934	177

386	mercredi	21 décembre	1932	1
387	jeudi	29 décembre	1932	8
388	mardi	- 10 janvier	- 1933	10
389	jeudi	- 12 janvier	- 1933	14
390	mercredi	- 18 janvier	- 1933	17
391	mercredi	- 25 janvier	- 1933	19
392	mercredi	- 1 ^{er} février	- 1933	23
393	mercredi	- 15 février	- 1933	25
394	vendredi	- 24 février	- 1933	36
395	vendredi	- 3 mars	- 1933	40
396	mercredi	- 8 mars	- 1933	44
397	mercredi	- 22 mars	- 1933	46
398	mercredi	- 29 mars	- 1933	54
399	mercredi	- 5 avril	- 1933	61
400	jeudi	- 6 avril	- 1933	66
401	mardi	- 11 avril	- 1933	68
402	mercredi	- 10 mai	- 1933	69
403	vendredi	- 19 mai	- 1933	72
404	mardi	- 30 mai	- 1933	75
405	vendredi	- 9 juin	1933	81
406	mercredi	- 14 juin	1933	83
407	mercredi	- 14 juin	1933	85
408	vendredi	- 16 juin	1933	86
409	vendredi	- 16 juin	1933	89
410	mardi	- 20 juin	1933	90